

SM/82/69
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

FRANCE

Evolution récente de l'économie

Préparé par B. de Schaetzen, J. Somogyi
et M. Xafa

Approuvé par le Département Europe

8 avril 1982

Table des matières

	<u>Page</u>
Données de base	v
I. Evolution de l'économie intérieure	1
1. Balance des paiements réelle et absorption intérieure, 1977-80	1
2. Production, revenu et dépense	1
3. Emploi	4
a. Marché du travail	4
b. Chômage	6
c. Croissance de l'emploi nécessaire pour stabiliser le taux de chômage	7
d. Politique de l'emploi	7
4. Coûts et prix	8
II. Le secteur manufacturier	19
1. Rentabilité et investissement dans le secteur manufacturier depuis 1975	19
a. Evolution de la valeur ajoutée	19
b. Parts des facteurs dans la valeur ajoutée	20
c. Investissement et croissance potentielle	22
2. Politique industrielle	22
a. Nationalisation de groupes industriels	23
b. Financement de l'investissement	24

	<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
III.	Finances publiques	32
1.	Evolution du secteur public en 1981	32
a.	Le budget de l'Etat de 1981	32
b.	Financement du déficit budgétaire de 1981	35
c.	Collectivités territoriales et sécurité sociale en 1981	36
d.	Les administrations publiques en 1981	37
2.	Perspectives d'évolution du secteur public en 1982	38
a.	La loi de finances pour 1982	38
b.	Les administrations publiques en 1982	40
c.	Les collectivités territoriales et le programme de décentralisation	41
IV.	Politique et évolution monétaires	52
1.	Evolution en 1981	52
a.	L'objectif monétaire	52
b.	Evolution monétaire	53
c.	Le marché des valeurs mobilières et les flux financiers	55
d.	Taux d'intérêt	57
2.	Politique monétaire pour 1982	58
a.	L'objectif monétaire	58
b.	Le marché des valeurs mobilières	59
c.	Nationalisation des banques	60
V.	Taux de change et balance des paiements	73
1.	Taux de change et compétitivité internationale	73
2.	Evolution du compte des transactions courantes	75
a.	Introduction	75
b.	Evolution de la balance commerciale	75
c.	Transactions invisibles	81
3.	Compte de capital	82
a.	Introduction	82
b.	Capitaux à long terme	83
c.	Capitaux à court terme du secteur privé non bancaire	84
d.	Capitaux monétaires à court terme	84
e.	Opérations non ventilées et termaillage	85
4.	Réserves officielles	86
5.	Aide au développement	87
6.	Régime des changes et du commerce	87
	Tableaux du texte	
1.	Comparaison de la croissance du PNB réel et de ses composants	11
2.	Produit intérieur brut, revenus et dépenses des ménages (aux prix courants), 1978-81	12

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
3. Production industrielle, 1978-81	13
4. Facteurs affectant l'évolution de l'offre de main-d'oeuvre, 1962-2000	14
5. Chômage et offres d'emploi, 1974-81	15
6. Evolution des salaires en valeurs nominale et réelle, 1978-81	16
7. Décomposition de la valeur ajoutée (Sociétés et quasi-sociétés)	17
8. Indicateurs de prix, 1978-81	18
9. Parts des sous-secteurs dans la production totale, la valeur ajoutée, l'investissement, le capital et l'emploi, 1967-79	26
10. Valeur ajoutée du secteur manufacturier	27
11. Répartition des facteurs dans la valeur ajoutée, 1973-80	28
12. Charges salariales unitaires et déflateur de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier, 1977-81	29
13. Origines de la variation de la production manufacturière	30
14. Ratios d'investissement et d'autofinancement	31
15. Lois de finances, 1980-82	42
16. Loi de finances 1981	43
17. Principaux facteurs affectant l'évolution du budget de l'Etat en 1981	44
18. Opérations de financement du Trésor, 1979-81	45
19. Opérations des administrations publiques, 1978-82	46
20. Opérations de l'Etat, 1978-81	47
21. Opérations des collectivités locales, 1978-81	48
22. Opérations de la Sécurité sociale, 1978-81	49
23. Indicateurs de l'importance relative du secteur public, 1978-82	50
24. Incidence sur la conjoncture des opérations du secteur public, 1978-82	51
25. Objectifs monétaires, 1980-81	61
26. Situation monétaire, 1978-81	62
27. Seuils d'application des réserves supplémentaires, 1980-82	63
28. Application des réserves supplémentaires, 1979-81	64
29. Evolution des principaux agrégats monétaires, 1980-81	65
30. Répartition de l'encours des crédits par objets économiques, 1979-81	66
31. Evolution du ratio de liquidité, 1970-81	67
32. Emission de valeurs mobilières dans le public, 1978-81	68
33. Structure des placements financiers, 1978-81	69
34. Principaux facteurs affectant l'évolution et les sources de la liquidité bancaire, 1980-81	70
35. Principaux taux d'intérêt, 1977-81	71
36. Réserves obligatoires, 1974-81	72

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
37. Croissance moyenne annuelle en 1979-80	79
38. Franc français : cours et taux effectif, 1976-81	89
39. Compétitivité relative du secteur manufacturier	90
40. Balance des paiements, 1974-81	91
41. Evolution des exportations par catégories de produits, 1977-81	92
42. Comparaison des parts du marché des exportations de marchandises, 1973-80	93
43. Evolution des importations de marchandises par catégories de produits, 1977-81	94
44. Pénétration des importations calculée par produits, 1978-81	95
45. Compte des services, 1976-81	96
46. Compte de capital corrigé de l'intermédiation du secteur bancaire, 1976-81	97
47. Réserves officielles, 1976-81	98

Graphiques

1. Prix à la consommation en France et dans d'autres pays	8a
2. Secteur manufacturier : coûts unitaires de salaire, déflateur de la valeur ajoutée et part de la main-d'oeuvre dans la valeur ajoutée	22a
3. Taux de change	74a
4. Quelques taux d'intérêt à court terme	74b

Données de base

Population (moyenne annuelle de 1980) 53,7 millions d'habitants
PIB par habitant (1980) 9.327 DTS

Comptes de la nation 1980 (aux prix courants)	Milliards de DTS	En pourcentage du PIB
Consommation privée	318,9	63,7
Consommation publique	76,6	15,3
Investissement fixe brut	108,0	21,6
Variation des stocks	7,6	1,5
Exportations de biens et de services	105,6	21,1
Importations de biens et de services	<u>115,7</u>	<u>23,1</u>
PIB	500,8	100,0

Données économiques représentatives (pourcentage de variation)	1979	1980	1981 ^{1/}
PNB ^{2/}	3,5	1,6	0,7
Consommation privée ^{2/}	3,5	2,2	2,3
Investissement fixe brut ^{2/}	3,7	2,6	-1,1
Exportations de biens et de services ^{2/}	6,8	3,4	4,9
Importations de biens et de services ^{2/}	11,3	8,6	0,7
Déflateur du PNB	10,1	11,6	11,0
Indice des prix à la consommation (fin d'année)	11,8	13,6	14,0
Monnaie plus quasi-monnaie (fin d'année)	14,4	9,7	12,0
Crédits intérieurs (fin d'année)	15,2	11,1	18,4

Balance des paiements (millions de DTS;
sur la base des opérations)

Balance commerciale	-912	-9.236	-7.724
Services nets	4.992	6.400	4.713
Transferts privés	-1.779	-1.920	-2.509
Transferts publics	-1.335	-1.280	-1.127
Solde des opérations courantes	966	-6.018	-6.648
Mouvements de capitaux à long terme	-2.694	-818	-1.202
Balance de base	-1.728	-6.836	-7.849
Mouvements de capitaux à court terme	3.168	11.945	3.480
Variations des réserves officielles (augmentation = -)	-1.440	-5.109	4.369

FMI (au 28 février 1982)

Quote-part 2.878,5 millions de DTS
Avoirs du Fonds en francs 69,8 % de la quote-part
Valeur du DTS en francs 6,8509 F
Avoirs en DTS 954,4 millions de DTS, soit
88,4 % de l'allocation cumu-
lative nette

^{1/} Estimations des services du Fonds.

^{2/} En volume.

I. Evolution de l'économie intérieure

1. Balance des paiements réelle et absorption intérieure, 1977-80

La structure de la croissance en France, de 1977 à 1979, a différé à plusieurs égards de celle des années 1971-73 qui avaient précédé la récession (Tableau 1). En premier lieu, la croissance réelle n'a été en moyenne que de 3,4 % en 1977-79, soit à peu près 2,2 points de pourcentage de moins par an qu'en 1971-73. En second lieu, si la plupart des composantes de la demande intérieure finale ont progressé plus lentement, le ralentissement a été particulièrement net dans le cas des dépenses d'investissement en valeur réelle, dont la croissance moyenne est passée de 6,8 % par an en 1971-73 à 1,5 % en 1977-79, et, dans une moindre mesure, de la consommation privée (6 % par an en 1971-73 puis 3,8 % en 1977-79). Par contre, la consommation publique n'a pas profondément différé : comparée à la période 1971-73, sa croissance moyenne a fléchi de moins de 1 point en 1977-79 pour s'établir à 2,4 %. En troisième lieu, tandis que la balance des paiements réelle n'a guère concouru à la croissance en 1971-73, la poussée prolongée des exportations y a fortement contribué en 1977-78. Cet effet a cependant disparu en 1979-80, l'expansion marquée du volume des importations s'étant soldée par une contribution négative.

L'impact du second "choc pétrolier" sur l'économie française a également différé quelque peu du premier. Le fléchissement de l'activité a été moins prononcé en 1979-80 qu'en 1974-75, en partie parce que le plein effet du "choc pétrolier" de 1979-80 a été atténué par la hausse du franc et parce que l'économie se trouvait déjà dans une phase de croissance plus lente. De même, contrairement au premier "choc pétrolier", l'investissement n'a pas baissé en valeur réelle, probablement parce que l'investissement avait beaucoup manqué de dynamisme l'année précédente de telle sorte que certains investissements de remplacement ne pouvaient plus être différés. Les deux récessions se distinguent aussi par la formation des stocks, qui a été beaucoup plus forte en 1974-75 qu'en 1979-80 en partie, certes, parce que la seconde récession a été moins grave mais aussi parce que les entreprises semblent avoir ajusté plus tôt leurs stocks au recul de la demande.

Exception faite de l'investissement, la tendance des composantes majeures de la demande finale en 1977-80 n'a pas beaucoup différé de celle des autres grands pays industriels, et la consommation tant privée que publique s'est accrue à peu près au même rythme que la moyenne des sept principaux pays industriels (Tableau 1). Néanmoins, en France, la croissance moyenne de l'investissement en 1977-79 a été très nettement inférieure à celle des autres grands pays industriels : 1,4 % par an contre 6 % par an pour les sept principales nations industrielles.

2. Production, revenu et dépense

La récession qui a commencé au début de 1980 s'est prolongée bien au-delà de la fin de 1980, avec une reprise de la demande animée par la consommation intervenant en milieu d'année sous l'effet des mesures adoptées le 3 juin à l'égard des salaires minimums et des transferts sociaux.

Le PIB réel a stagné pendant le second semestre de 1980 et le premier semestre de 1981, mais la progression a repris au semestre suivant. La relance a été soutenue par des mesures budgétaires et monétaires expansionnistes, notamment en début d'année. L'orientation budgétaire est devenue cycliquement neutre en 1981, d'où un déficit équivalant à 2,4 % du PIB, succédant au léger excédent de 1980. En raison notamment de la nécessité de financer le déficit, mais aussi pour aider les entreprises en difficulté, les crédits intérieurs se sont accrus rapidement pendant le premier semestre et la norme de croissance annuelle de 10 % fixée pour M₂ a été dépassée. La croissance du PIB pendant l'ensemble de l'année est évaluée à 0,7 % contre 1,6 % l'année précédente. Sur une base annuelle, le PIB réel a légèrement augmenté en 1981 après avoir stagné en 1980.

Le premier semestre de 1981 s'est caractérisé par un affaiblissement de la demande intérieure, y compris de la formation de stocks, tandis que la demande extérieure progressait sensiblement (voir ci-après). Ces tendances se sont renversées au second semestre, les exportations se ralentissant tandis que la demande intérieure s'accélérait. La demande intérieure finale a augmenté de 1,5 % en valeur réelle pendant l'ensemble de l'année, la progression de la consommation privée et publique compensant largement la baisse de l'investissement fixe (Tableau 1). Toutefois, l'accroissement des stocks observé pendant la première phase de la récession a été suivi d'un très fort déstockage qui a commencé au quatrième trimestre de 1980, les entreprises essayant de rétablir leurs rapports stocks-ventes et les taux d'intérêt montant rapidement. Ce processus de liquidation des stocks, qui a plafonné au troisième trimestre de 1981, a fortement déprimé la croissance cette même année et s'est traduit par une légère diminution de la demande intérieure totale.

La consommation privée s'est légèrement accélérée en 1981 malgré le ralentissement de la croissance du PIB, reflétant l'effet des mesures adoptées par les pouvoirs publics, et malgré un renversement de la tendance à la baisse du taux d'épargne qui avait soutenu la consommation en 1980. L'abrogation en février de la majoration des cotisations sociales imposée début 1979 a contribué à une augmentation d'environ 1 % du revenu disponible. Pendant le second semestre, la consommation a également été soutenue par l'augmentation des revenus nominaux due aux mesures sociales adoptées en milieu d'année et par le recul du taux d'épargne, une redistribution de revenu ayant lieu au profit des catégories caractérisées par une forte propension à consommer. D'après les estimations portant sur l'ensemble de l'année, le taux d'épargne est passé de 14,6 % en 1980 à 15,1 % et la consommation privée s'est accrue en valeur réelle et a dépassé légèrement le taux de 2,2 % enregistré en 1980 (Tableau 2). Le revenu disponible a augmenté en valeur réelle de 1,9 % après avoir baissé de 0,2 % en 1980, en raison surtout du relèvement de l'indemnisation du chômage et de la majoration en juin des transferts sociaux.

Le total de l'investissement fixe brut en valeur réelle, qui baissait depuis le second trimestre de 1980, s'est contracté de 1,1 % en 1981 pour retrouver son niveau du milieu de l'année 1979. Le repli de l'investissement sous forme de logements et celui de l'investissement public ont été particulièrement marqués, tandis que l'investissement des entreprises donnait des signes de reprise vers la fin de l'année. Toutes les composantes de l'investissement fixe des entreprises ont commencé ou continué à baisser au premier semestre de 1981. Les perspectives des ventes sont restées défavorables et la capacité inutilisée a atteint son plus haut niveau depuis la récession de 1975, l'investissement s'étant mieux maintenu que la production en 1980. Cette évolution s'est accompagnée d'une réduction de 11 % de la part des bénéfices bruts dans la valeur ajoutée entre le premier semestre de 1981 et le second semestre de 1980, d'où une compression du coefficient d'autofinancement des entreprises. Les difficultés de financement ont été aggravées par la vive augmentation du coût du crédit pendant le second trimestre de 1981, les taux d'intérêt atteignant des niveaux sans précédent. Malgré une légère reprise en fin d'année due à une amélioration des perspectives de la demande, il est probable que l'investissement des entreprises aura stagné pendant l'année. Selon des données préliminaires des Comptes de la Nation, l'investissement fixe des entreprises a fléchi de 0,3 % en 1981 après avoir augmenté de 5,6 % en 1980, bien que les chiffres des enquêtes donnent une image plus sombre. L'investissement des entreprises publiques a contribué négativement à la croissance de l'investissement productif total en 1981, en raison de l'achèvement ou de la proche arrivée à terme de grands projets. Les dépenses d'équipement des entreprises publiques, qui représentent plus de 20 % de l'investissement fixe des entreprises, auraient, selon les estimations, diminué d'environ 3 % en 1981 après avoir augmenté à un taux annuel moyen de 10 % de 1975 à 1980. Le repli reflète une stabilisation des dépenses d'équipement de l'Electricité de France au titre du programme d'énergie nucléaire et une réduction des dépenses des Postes, Télécommunications et Télédiffusions, l'expansion projetée du réseau des télécommunications étant achevée.

L'investissement sous forme de logements a diminué de 2,8 % en volume en 1981 pour retrouver son niveau du milieu de 1977, après un recul de 4,4 % en 1980. Une légère reprise en milieu d'année a peut-être été de caractère spéculatif et ne s'est pas maintenue. Il ressort des données d'une enquête publiées début 1982 sur les perspectives de nouvelles mises en chantier que le creux de la récession n'a peut-être pas encore été atteint en ce qui concerne la construction de logements.

La balance des paiements (en valeur réelle) s'est nettement redressée en 1981, compensant largement le recul de la demande intérieure totale (Tableau 1). Le volume des exportations de biens et de services a augmenté de 4,9 %, reflétant la perte de valeur réelle du franc depuis le milieu de 1980 et la réaction (décalée) des exportations industrielles aux grands contrats conclus en 1979 et 1980. Les importations ont diminué en volume de 1,4 % pendant le premier semestre de 1981 sous l'effet de l'affaiblissement de l'activité économique intérieure renforcé par l'effet

des prix relatifs, mais ont progressé à nouveau au second semestre du fait de la reprise de l'activité économique. Les importations se sont accrues de 0,7 % pendant l'ensemble de l'année contre 8,6 % en 1980. Néanmoins, la croissance en volume des importations à un moment où la demande intérieure réelle fléchissait s'est traduite par une pénétration accrue du marché par les importations, suivant une tendance constatée depuis le milieu de 1978.

Le recul de la production industrielle, laquelle représente 35 % du PIB, s'est accéléré dans tous les secteurs pendant le premier semestre de 1981 (Tableau 3). Du début de la phase descendante du cycle (au premier trimestre de 1980) jusqu'au second trimestre de 1981, l'indice, en baisse de 6,6 %, est revenu au niveau du milieu de 1978. Ce chiffre est à rapprocher de la chute de 9,6 % enregistrée entre le creux de la récession de 1975 et le sommet précédent. Le second semestre s'est caractérisé par une reprise de toutes les branches industrielles, exception faite du bâtiment et des travaux publics, portant la variation de l'indice d'une année à l'autre à -2,4 % contre 0,4 % en 1980.

3. Emploi

a. Marché du travail

Depuis la récession de 1975, le marché du travail se caractérise en France par un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre. Malgré l'accroissement du recrutement dans le secteur des services, la réduction de la durée hebdomadaire du travail et les programmes publics d'expansion de l'emploi, la création nette d'emplois a souffert du recul du nombre d'emplois dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics. L'emploi total a, de ce fait, augmenté de moins de 2 % entre 1975 et 1980. Pendant la même période, l'offre de main-d'oeuvre, renforcée par des facteurs démographiques et par l'accroissement du taux d'activité de la population féminine, a augmenté de près de 6 %. De ce fait, le nombre de chômeurs s'est accru de plus de 800.000 entre le début de cette période et 1980, année au cours de laquelle son niveau moyen a été de 1.455.000, soit 6,3 % de la population active, avant d'atteindre 1.773.000, soit 7,6 % de la population active, en 1981.

1) Offre

Les principaux facteurs d'évolution de la population active depuis 1962 sont présentés au Tableau 4. Comparés aux périodes antérieures, les facteurs démographiques ont exercé leur incidence la plus forte en 1975-80. Cette situation a reflété l'arrivée sur le marché du travail d'un important groupe d'âge, celui des jeunes nés immédiatement après le second conflit mondial, et une baisse relative des départs en retraite, due à l'arrivée à l'âge de la retraite d'un groupe plus restreint, celui des personnes nées en 1914-1919.

Toutefois, en ce qui concerne la main-d'oeuvre masculine, la baisse des taux d'activité sous l'influence de l'allongement de la scolarité et de la tendance accrue des travailleurs âgés à prendre une retraite anticipée dans le cadre des programmes récemment élargis de retraite anticipée a atténué l'effet des facteurs démographiques. En 1975-80, la population active masculine s'est accrue d'une moyenne de seulement 73.000 personnes par an, soit environ la moitié de l'augmentation qu'impliquaient les facteurs démographiques.

Quant à la main-d'oeuvre féminine, des taux de participation accrus, notamment dans le cas des femmes mariées, ont renforcé la tendance démographique et la population active féminine a augmenté en 1975-80 d'une moyenne de 165.000 personnes par an, soit environ le double de la croissance résultant des facteurs démographiques. La population active féminine a représenté près de 70 % de l'accroissement de la population active totale au cours de cette période.

Depuis qu'en 1974 l'immigration en provenance de pays n'appartenant pas à la Communauté européenne a été limitée, il semble que le solde migratoire n'exerce que peu d'effet sur l'offre de travail totale. Cette situation contraste avec celle de périodes antérieures, quand l'immigration représentait entre 25 % (en 1968-75) et 50 % (en 1962-68) de la croissance de la population active, ce dernier niveau ayant été atteint à l'époque du rapatriement des résidents français d'Afrique du Nord.

2) Demande

La demande de main-d'oeuvre en France ne s'est jamais complètement remise des effets de la récession de 1975. Cette année-là, l'emploi a diminué de 217.000 personnes, soit 1 % du total. Il a fallu par la suite presque deux années pour retrouver le niveau d'avant la récession. La demande n'a ensuite guère progressé, sinon pas du tout. Au total, l'emploi en 1978-80 n'a augmenté que de 42.000 personnes en moyenne par an contre une moyenne de 157.000 en 1971-73.

La baisse du nombre d'emplois en 1975 est venue surtout d'une forte contraction de l'emploi dans l'industrie manufacturière, le bâtiment et les travaux publics, tandis que l'expansion du recrutement dans le secteur des services se ralentissait.

L'industrie manufacturière a perdu 154.000 emplois en 1975, soit 3 % du total. Ce recul a affecté la quasi-totalité des grandes branches, mais surtout le textile, la sidérurgie et les activités connexes. En raison notamment d'un renforcement du secteur de l'automobile, le recul s'est ralenti en 1976-77 (baisse de 44.000 emplois par an), mais les difficultés de l'industrie automobile et la restructuration de la sidérurgie ont suscité une accélération de la baisse en 1978-80 (88.700 emplois par an). De ce fait, le niveau de l'emploi manufacturier était tombé en 1980 en dessous de son niveau de 1969 et près de 500.000 emplois avaient été perdus par rapport à 1974.

Il n'existe pas de cause unique à cette dégradation continue de l'emploi manufacturier. On relève parmi les facteurs importants, comme dans d'autres pays industriels, l'évolution structurelle qui se fait au détriment de branches traditionnelles telles que la sidérurgie et le textile. Toutefois, il est significatif que depuis 1974, parmi les 18 différentes branches de l'industrie manufacturière, l'emploi a stagné ou diminué dans la quasi-totalité d'entre elles, exception faite des métaux non ferreux et, même dans ce cas, l'augmentation a concerné essentiellement le traitement de l'uranium qui se rattache davantage au secteur de l'énergie qu'à celui de l'industrie manufacturière. La dégradation de la situation de l'emploi constitue, par conséquent, un indice de l'affaiblissement général de l'industrie manufacturière où on relève parmi les autres symptômes une faible croissance de la production et une baisse de la rentabilité des entreprises qui a stimulé les investissements destinés à réduire la main-d'oeuvre plutôt qu'à développer la capacité.

L'emploi dans le bâtiment et les travaux publics a également reculé fortement en 1975 (perte de 86.000 emplois). Il a continué de baisser jusqu'en 1979, mais à un rythme ralenti, et 18.500 emplois par an ont disparu en moyenne dans ce secteur, de 1976 à 1979. Une légère amélioration (9.000 emplois) a été enregistrée en 1980.

L'accroissement de l'emploi a surtout eu lieu dans le secteur des services. Après une vive décélération en 1975, l'emploi dans les services commerciaux s'est accru à nouveau et, aidé en partie par les transferts d'emplois manufacturiers vers le secteur des services, il a augmenté en moyenne de 175.000 personnes par an en 1976-78. Toutefois, la croissance s'est affaiblie depuis 1979 et, en 1980, la création d'emplois dans ce secteur était tombée en dessous de la moyenne de la période 1971-73.

La baisse séculaire de l'emploi dans l'agriculture s'est nettement ralentie depuis 1975, probablement parce que l'état du marché du travail a rendu les départs plus difficiles. Le ralentissement a également été la principale raison de la baisse nettement plus lente du nombre des travailleurs indépendants, qui s'est replié de 140.000 personnes par an en 1971-73 à 30.000 personnes en 1976-80 et depuis 1976 le nombre de travailleurs indépendants non agricoles accroît lentement.

b. Chômage

En 1975, la forte baisse de l'emploi a provoqué un accroissement de 50 % du nombre de chômeurs qui s'est établi à 902.000 personnes, représentant 4,1 % de la population active. Le chômage a continué de s'accroître au cours des années suivantes de 10 % par an en moyenne et il frappait 1.773.000 personnes en 1981, soit 7,6 % de la population active (Tableau 5). Le mouvement s'est surtout caractérisé par un développement considérable du chômage féminin, notamment dans le groupe

d'âge inférieur 1/, et par une augmentation de la durée moyenne du chômage, qui est passée de huit mois en 1974 à un an en 1981. L'expansion du chômage a été la plus rapide dans le secteur des services, qui est aussi celui dont le ratio postes à pourvoir/chômeurs est le plus faible.

c. Croissance de l'emploi nécessaire pour stabiliser le taux de chômage

Il ressort du Tableau 4 qu'aucune réduction sensible de la croissance de la population active n'est escomptée jusqu'au milieu des années 80. Jusqu'à cette époque, le ralentissement de la croissance démographique et la décélération des taux d'activité féminins seront compensés par des diminutions plus lentes des taux d'activité masculins et, en moyenne, l'offre de main-d'oeuvre augmentera à un rythme annuel (230.000 personnes) comparable à celui de 1975-80. Toutefois, on prévoit que l'offre de main-d'oeuvre s'accroîtra seulement de 133.000 unités par an entre 1975 et 1980. La croissance démographique se ralentira alors sensiblement et les taux d'activité féminins commenceront à se stabiliser aux alentours de 45 %. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des années 90, car il est possible que la population active n'augmente plus que d'environ 95.000 personnes par an.

Pour que le chômage ne dépasse pas son niveau de 1980, soit 6,3 %, la création nette moyenne d'emplois devrait se chiffrer, sur la base de projections de la population active réalisées par l'INSEE, à 230.000 emplois en 1980-85, 125.000 emplois en 1985-90 et 88.000 emplois en 1990. A titre de comparaison, les créations s'étaient chiffrées en moyenne à 157.000 en 1971-73 et à 90.000 de 1976 à 1980. Si, toutefois, le nombre d'emplois créés au cours des 20 prochaines années reste aux alentours de la moyenne de 1976-80, le taux de chômage augmentera pour se situer à 9,1 % en 1985, puis à 9,7 % en 1990, et il restera ensuite aux alentours de 9 % jusqu'à la fin du siècle.

d. Politique de l'emploi

Devant les taux de croissance élevés qui sont nécessaires pour créer les nouveaux emplois permettant de satisfaire la demande de travail, tant dans l'immédiat que dans l'avenir, les autorités se sont tournées vers des mesures spécifiques pour contenir le chômage.

1) Les décrets de janvier 1982 ont réduit la durée hebdomadaire légale du travail de 40 à 39 heures et introduit une cinquième semaine de congés payés. L'objectif de cette mesure, qui constitue une première étape vers une semaine de travail de 35 heures en 1985 est d'obtenir de nouveaux emplois en recourant au "partage du travail". Pour éviter que la réduction de la semaine de travail ne se manifeste surtout

1/ L'augmentation du nombre de femmes de moins de 40 ans a représenté plus de 40 % de l'augmentation totale du chômage de 1974 à 1980 et, en 1980, 55 % environ des chômeurs étaient des femmes (45 % en 1970).

par des augmentations du nombre d'heures supplémentaires plutôt que par la création de nouveaux emplois, le décret limite le recours aux heures supplémentaires. En ce qui concerne le salaire, le maintien des salaires mensuels est prévu, malgré la réduction du nombre d'heures effectuées, pour les salariés recevant le SMIC. Ultérieurement, toutefois, le principe du maintien du salaire mensuel à tous les niveaux a été accepté.

2) Le partage du travail sera également développé par l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans dans le cas des personnes ayant cotisé pendant 37,5 années à la sécurité sociale et par la possibilité de départ à la retraite à 55 ans. Le programme entrera en vigueur en avril 1983, remplaçant le système actuel de garantie de ressources (retraite anticipée à 60 ans avec 70 % du dernier salaire brut).

Des avantages sont accordés aux entreprises qui signent des contrats de solidarité pour créer de nouveaux emplois par des réductions de la semaine de travail ou par la retraite anticipée. Les contrats prévoient une subvention de l'Etat aux pensions des personnes prenant une retraite anticipée, sous réserve que les retraités soient remplacés par voie de recrutement, et des réductions de cotisations sociales pour les entreprises créant de nouveaux emplois en réduisant la semaine de travail en dessous de la durée égale entre le 15 septembre 1981 et le 1^{er} septembre 1983. D'après ce programme, l'Etat prendrait à sa charge 70 % du salaire des travailleurs prenant leur retraite avant 60 ans et les entreprises une fraction supplémentaire de 10 %. Les cotisations sociales patronales seraient abaissées de 75 % pour la main-d'oeuvre engagée pendant la première année et de 25 % pendant la seconde année si la semaine de travail est réduite de deux heures et de 100 et 50 %, respectivement, pour les réductions excédant deux heures.

3) En plus de ces mesures, lancement en 1981 d'un Plan avenir-jeunes qui constitue une nouvelle version des Pactes pour l'emploi. La nouvelle version prévoit des mesures financières en faveur des entreprises qui engagent des jeunes sans formation.

4) Enfin, annonce par le gouvernement de la création de 210.000 emplois dans le secteur public d'ici à 1983. Sur ce chiffre, 55.000 emplois ont déjà été créés en 1981; 71.000 emplois supplémentaires sont projetés pour 1982 et 85.000 pour 1983.

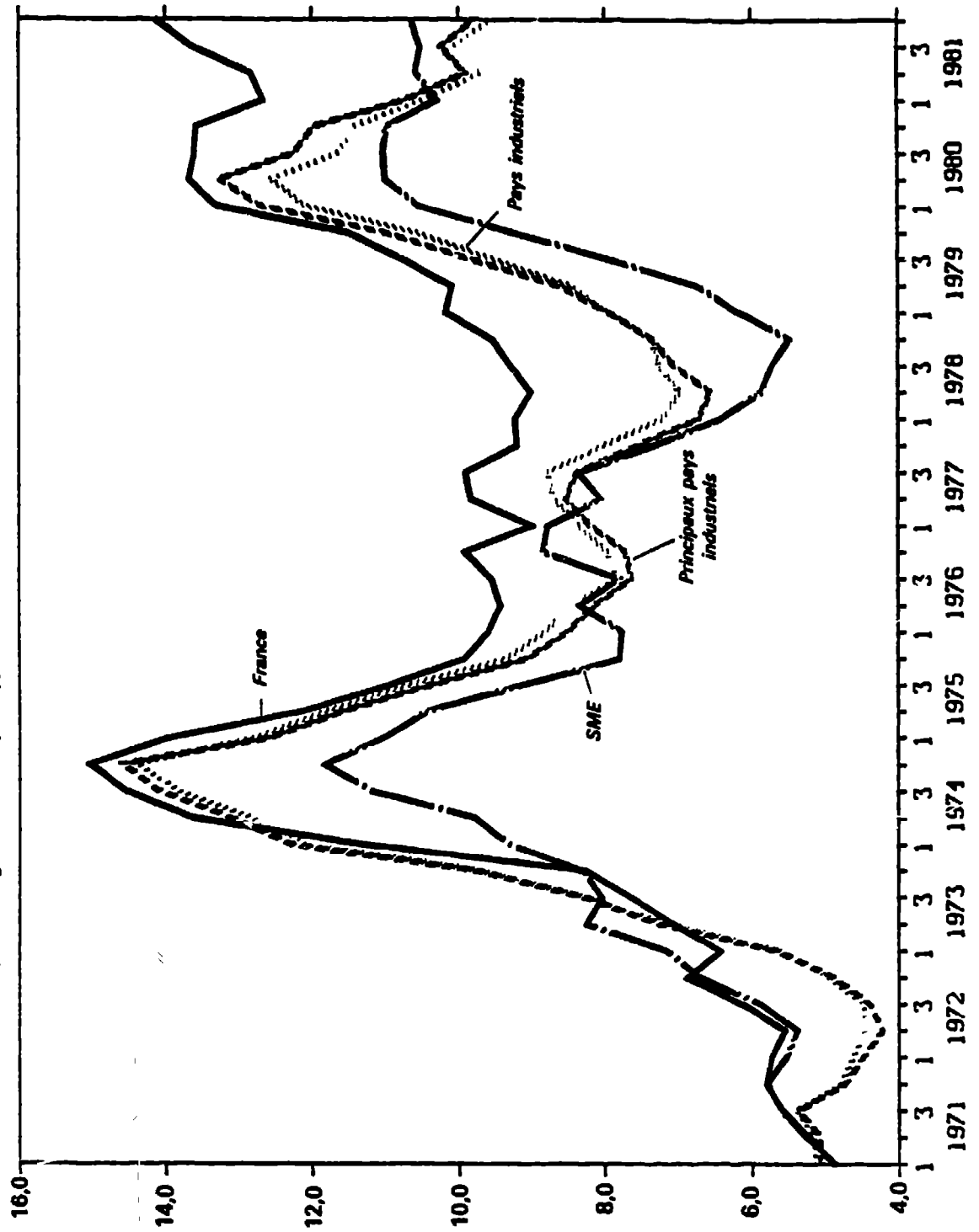
4. Coûts et prix

Le taux d'inflation en France a été constamment supérieur à la moyenne de celui des pays industriels au cours des années 70. La différence moyenne est passée de 1,3 point de pourcentage en 1975-79 à 1,4 point en 1980 et 3,4 points en 1981 (Graphique 1). En ce qui concerne les pays participant au Système monétaire européen, la différence s'est resserrée de 3,2 en 1979 à 2,4 en 1980 mais s'est élargie (2,8 points de pourcentage) en 1981.

GRAPHIQUE 1
FRANCE

PRIX A LA CONSOMMATION EN FRANCE ET DANS D'AUTRES PAYS

(Pourcentage de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Source : FMI, Statistiques financières internationales.

Les salaires horaires nominaux ont augmenté de 17 % en 1981, en hausse par rapport aux 15,4 % de 1980 et leur rythme de croissance s'est accéléré pendant le second semestre (Tableau 6). Les salaires horaires réels ont suivi le même mouvement que les salaires nominaux, augmentant de 2,6 % en 1981 contre 1,6 % en 1980 et le rythme s'est accéléré entre les deux semestres. Bien que les salaires horaires réels aient augmenté en moyenne de 2 % par an au cours des quatre dernières années, le salaire net de toutes déductions n'a augmenté que d'environ 1,5 % pendant la même période, la majoration des cotisations sociales n'étant pas intégralement répercutée sur le salaire brut.

En France, les salaires sont fixés dans le cadre de négociations collectives; les conventions salariales sont généralement conclues pour des périodes de moins d'un an et prévoient des ajustements en fonction du coût de la vie, bien que l'indexation formelle des salaires soit illégale depuis 1958. Toutefois, le salaire minimum est fixé par les pouvoirs publics et il est ajusté automatiquement lorsque les prix à la consommation augmentent de 2 % ou plus. Ces dernières années, la politique des autorités a été de chercher à comprimer l'échelle des salaires afin de réduire l'éventail des revenus au moyen de relèvements du salaire minimum supérieurs aux ajustements légalement prescrits au titre du coût de la vie. Il s'en est suivi que le rythme de hausse du salaire minimum a excédé celui de l'ensemble des salaires de 0,3 point de pourcentage en moyenne de 1975 à 1980. L'écart a augmenté en 1981, reflétant la majoration de 10 % du salaire minimum accordée par le gouvernement le 1^{er} juin - représentant une hausse de 6,5 % en valeur réelle - qui n'a pas été répercutée entièrement sur les salaires. Afin de compenser en partie le coût pour les entreprises de cette importante augmentation du salaire minimum en milieu d'année, le gouvernement a réduit de 50 % les cotisations sociales que les employeurs doivent acquitter sur les traitements et salaires inférieurs ou égaux à 1,2 fois le salaire minimum.

Afin de modérer la hausse des salaires horaires et d'interrompre la spirale prix-salaires, le gouvernement a proposé un système d'indexation par anticipation en vertu duquel les salaires seraient liés au taux d'inflation projeté et non plus au taux enregistré, une clause prévoyant la compensation de la différence, éventuelle, entre les deux taux. Le système sera introduit dans le secteur public au second semestre de 1982 après un accord conclu avec les fonctionnaires en mars, et le secteur privé a été fortement encouragé à l'utiliser.

Après avoir baissé légèrement pendant le second semestre de 1980, le rythme de hausse des prix à la consommation s'est de nouveau accéléré pendant les neuf premiers mois de 1981 pour s'établir à un taux annuel de 14,9 % contre 13,6 % en 1980. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation. Les prix alimentaires, qui avaient constitué un facteur de modération l'année précédente, ont augmenté de 16,9 % (taux annuel) pendant les neuf premiers mois de 1981 contre 9,8 % en 1980. Les prix des services

ont également augmenté légèrement plus que l'indice global tandis que la baisse des produits manufacturés, qui sont plus sensibles à la concurrence étrangère, est tombée de 15,6 % en 1980 à 13,6 %. Les prix des importations ont fortement augmenté sous l'effet de la baisse du franc, notamment ceux des produits énergétiques et des matières premières (Tableau 8). L'accélération de l'inflation a été particulièrement marquée pendant l'été, lorsque les prix de l'énergie intérieurs et les tarifs des services publics, qui n'avaient guère évolué pendant les cinq premiers mois de 1981, ont été majorés par suite de la hausse des coûts.

Après la dévaluation du franc au sein du SME le 4 octobre, les prix des services, qui avaient augmenté à un taux annuel de 15,2 % pendant les six mois se terminant en septembre, furent gelés pour six mois à leur niveau du 3 octobre, tandis que les marges bénéficiaires des importateurs et les prix des denrées alimentaires de base étaient bloqués pour trois mois. Dans le même temps, le gouvernement annonçait son intention de limiter le taux d'inflation à 10 % en 1982, une hausse de 12 % des salaires étant prévue. Ces mesures ont contribué à freiner les hausses de prix au dernier trimestre de 1981, abaissant l'augmentation de l'indice des prix à la consommation à 14 % pour l'ensemble de l'année. Un autre facteur limitatif a été la quasi-stagnation des tarifs des services publics pendant le quatrième trimestre, malgré une hausse de 26 % des prix de l'énergie (taux annuel) parallèlement à la baisse du franc 1/. Sur l'ensemble de l'année, l'indice a augmenté de 13,1 % en 1981 2/, taux légèrement inférieur à celui de l'année précédente, en raison d'une hausse de 14 % des prix des denrées alimentaires et des services, et de 12,8 % des produits manufacturés (Tableau 8).

En janvier 1982, le gouvernement a annoncé que le blocage, qui devait arriver à expiration en avril, ne s'appliquerait plus au secteur des services, sous réserve que les branches concernées s'engagent à limiter leurs hausses de prix à 10 % en 1982. De tels engagements ayant été pris avec plusieurs branches des services, y compris l'hôtellerie, la restauration et la réparation automobile. Les prix des denrées alimentaires ont été libérés au début de l'année. Les produits manufacturés, dont le gouvernement souhaite encourager la production, ne font l'objet que de limitations volontaires, tandis que les majorations des tarifs des services publics sont elles aussi assujetties à la limite de 10 % en 1982.

1/ Les tarifs des services publics représentent 14 % de l'indice, dont 72 % se rapportent à des produits énergétiques.

2/ Hausse de 13,4 % sur la base de la moyenne annuelle calculée par l'INSEE.

Tableau 1. France - Comparaison de la croissance du PNB réel et de ses composants

(Pourcentage de variation)

	1971- 1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1977-80 Moyenne
France										
Consommation privée	6,0	3,2	3,2	5,5	3,2	4,7	3,5	2,2	2,3	3,4
Consommation publique	3,1	1,2	4,7	6,2	1,4	4,3	1,6	2,7	1,8	2,5
Investissement fixe brut	6,8	0,9	-3,2	3,7	-0,8	1,2	3,7	2,6	-1,1	1,7
Demande intérieure finale	5,8	2,4	1,8	5,2	2,0	3,9	3,3	2,3	1,5	2,9
Formation de stocks 1/	—	0,1	2,7	1,6	-0,3	-0,3	1,0	0,4	-1,7	0,2
Balance extérieure 1/	-0,1	0,8	1,1	-1,5	1,3	0,2	-0,8	-0,8	0,9	—
PIB	5,6	3,2	0,2	5,2	3,0	3,7	3,5	1,2	0,7	2,9
Sept principaux pays industriels 2/										
Consommation privée					3,5	4,6	3,7	1,3		3,3
Consommation publique					2,0	3,0	2,2	2,4		2,4
Investissement fixe brut					7,3	6,0	4,6	-1,9		3,9
Demande intérieure finale					3,7	4,6	3,7	1,0		3,2
Formation de stocks 1/					0,1	—	0,4	0,6		0,3
Balance extérieure 1/					0,5	—	-0,2	1,0		0,3
PIB					4,3	4,5	3,8	1,4		3,5

Source : Département des études du FMI.

1/ Variations exprimées en pourcentage du PNB de la période précédente.

2/ Ces pays sont le Canada, les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Tableau 2. France - Produit intérieur brut, revenus et dépenses des ménages (aux prix courants), 1978-81

(Variation et pourcentage)

	1978	1979	1980	1981 <u>1/</u>
Produit intérieur brut	13,6	14,0	12,9	12,6
Revenu des particuliers <u>2/</u>	12,9	13,2	14,6	16,5
Dont :				
Traitements et salaires <u>3/</u>	12,5	10,1	13,6	15,0
Autres revenus du travail	13,1	13,4	13,3	15,9
Transferts sociaux	19,0	15,7	15,4	19,7
Impôts sur le revenu	12,8	13,2	18,8	16,1
Revenu disponible	14,5	12,1	12,7	16,0
Dont :				
Dépenses de consommation	13,3	14,3	15,1	15,7
Epargne	20,8	1,6	0,3	18,1
Epargne en pourcentage du revenu disponible	17,5	15,9	14,6	15,1
Revenu disponible réel	4,9	1,3	-0,2	1,9

Sources : INSEE, Informations rapides, n° 61 (7 avril 1981) et n° 176 (9 octobre 1981); Tendances de la conjoncture, Note de synthèse (5 mars 1982); et Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier (1981).

1/ Estimations.

2/ Y compris les autres revenus (nets), qui s'élevaient en 1980 à seulement 3,3 % du revenu des particuliers.

3/ Nets des cotisations sociales.

Tableau 3. France - Production industrielle, 1978-81

(Moyennes de la période considérée, pourcentage de variation en volume,
données corrigées des variations saisonnières)

	1978	1979	1980	1981	1980		1981	
					I	II	I	II
Production industrielle								
Bâtiment et travaux publics non compris	2,4	4,1	-0,4	-2,4	-2,2	-1,9	-3,8	1,2
Dont :								
Energie	1,6	6,3	-1,1	-1,1	-1,5	0,8	-2,7	1,3
Biens intermédiaires	3,0	5,8	-1,0	-3,6	-1,5	-5,8	-4,1	2,3
Biens de consommation	3,1	3,5	0,4	-3,4	--	-1,8	-5,1	0,2
Biens d'équipement	1,4	2,5	-0,7	2,8	-5,3	1,1	0,3	3,8
Bâtiment et travaux publics	-4,2	--	2,2	--	1,6	-3,2	-5,6	-2,7

Sources : INSEE, Bulletin mensuel de statistique (décembre 1981), Informations rapides, n° 15
(25 janvier 1982) et n° 36 (19 février 1982).

1/ Chiffres provisoires.

2/ Basé sur l'indice mensuel dont le champ est plus étroit que celui de l'indice trimestriel.

Tableau 4. France - Facteurs affectant l'évolution de l'offre de main-d'oeuvre, 1962-2000

(Variations moyennes annuelles en milliers de personnes)

	1962- 1968	1968- 1975	1975- 1980	1980- 1985 ^{1/}	1985- 1990 ^{1/}	1990- 2000 ^{1/}
Effet des facteurs démographiques du solde migratoire	268	228	207	182	123	83
Dont :						
Solde migratoire ^{2/}	132	58	—	—	—	—
Augmentation nette (hommes)	166	151	136	114	76	52
Moins de 25 ans			1	2	-9	-18
25-54 ans			81	73	86	79
55 ans et plus			54	39	-1	-9
Augmentation nette (femmes)	102	77	71	68	-47	31
Moins de 25 ans			1	1	-9	-16
25-54 ans			42	44	60	57
55 ans et plus			28	23	-4	-10
Effet des variations des taux d'activité	-128	-34	31	48	10	11
Hommes	-106	-101	-63	-40	-31	-16
Moins de 25 ans	-44	-51	-17	-7	-7	-1
25-54 ans	-5	2	-3	-1	-1	-1
55 ans et plus	-57	-52	-43	-32	-23	-14
Femmes	-22	67	94	88	41	27
Moins de 25 ans	-20	-19	-15	11	10	5
25-54 ans	25	113	119	94	44	26
55 ans et plus	-27	-27	-10	-17	-13	-4
Variation de l'offre de main-d'oeuvre	140	194	238	230	133	94
Hommes	60	50	73	74	45	36
Moins de 25 ans			-16	-5	-16	-19
25-54 ans			78	72	85	78
55 ans et plus			11	7	-24	-23
Femmes	80	144	165	156	88	58
Moins de 25 ans			-14	12	1	-11
25-54 ans			161	138	104	83
55 ans et plus			18	6	-17	-14

Sources : INSEE, Economie et statistique n° 115 et Collection D n° 79, Projection de la population active et disponible, 1975-2000.

^{1/} Projections de l'INSEE.

^{2/} Le solde migratoire est censé être nul après 1976.

Tableau 5. France - Chômage et offres d'emploi, 1974-81

	1974	1975	1976	1977 ^{1/}	1978	1979	1980	1981 ^{2/}
Population active (milliers)	22.135	22.205	22.441	22.697	22.894	23.059	23.210	23.360
Chômage (milliers) ^{3/}	615	902	993	1.073 ^{1/}	1.183	1.355	1.455	1.773
Dont :								
Femmes	389	513	591	641 ^{1/}	685	787	869	...
Offres d'emploi (milliers)	205	109	124	104	87	88	89	84
Taux de chômage (pourcentage)	2,8	4,1	4,4	4,7	5,2	5,9	6,3	7,6

Sources : INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation 1980 et Ministère du travail, Données mensuelles.

^{1/} Changements de définition après 1976.

^{2/} Estimations.

^{3/} Selon la définition de l'Organisation internationale du travail.

Tableau 6. France - Evolution des salaires en valeurs nominale et réelle, 1978-81

(Pourcentage de variation par rapport à la période précédente)

	1978	1979	1980	1981	1980		1981	
					I	II	I	II
Salaire horaire nominal								
Moyenne	12,6	12,9	15,3	15,2	7,6	7,5	6,7	8,4
Pour l'ensemble de la période	12,6	13,8	15,4	17,0	8,2	6,6	7,4	8,4
Prix à la consommation								
Moyenne	9,1	10,8	13,6	13,4	6,9	6,2	6,1	7,3
Pour l'ensemble de la période	9,7	11,8	13,6	14,0	7,1	6,2	6,5	7,0
Salaire horaire réel								
Moyenne	3,2	1,9	1,5	1,6	0,7	1,2	0,6	1,0
Pour l'ensemble de la période	2,6	1,8	1,6	2,6	1,0	0,4	0,8	1,3
SMIC (moyenne)								
Valeur nominale	12,9	12,5	15,6	16,8	7,2	7,3	7,3	12,8
Pour l'ensemble de la période	3,5	1,8	1,8	3,0	0,3	1,0	1,1	5,4

Sources : INSEE, Bulletin mensuel de statistique, Informations rapides; et estimations des services du Fonds.

Tableau 7. France - Décomposition de la valeur ajoutée (Sociétés et quasi-sociétés) 1/

(Pourcentage)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Rémunération des salariés	66,0	68,5	69,1	68,8	68,9	68,3	69,7
Dont :							
Salaires bruts	50,9	51,7	52,0	51,5	51,4	50,4	51,4
Cotisations sociales employeurs	15,1	16,8	17,1	17,3	17,5	17,9	18,3
Impôts (nets de subventions d'exploitation)	6,9	6,8	6,4	6,8	6,9	7,4	7,3
Excédent brut d'exploitation	27,1	24,7	24,5	24,4	24,2	24,3	23,0

Source : INSEE, Les Comptes de la Nation 1980, tome I.

1/ Exclut les grandes entreprises publiques.

Tableau 8. France - Indicateurs de prix, 1978-81

(Moyennes de la période considérée; pourcentage de variation)

	1978	1979	1980	1981	1980		1981	
					I	II	I	II
Indice des prix à la consommation	9,1	10,8	13,6	13,4	6,9	6,2	6,1	7,3
Dont :								
Alimentation	8,1	8,9	9,7	14,0	4,4	5,0	6,4	8,3
Produits manufacturés	9,2	11,3	16,3	12,8	8,8	6,3	5,8	5,9
Services	10,0	11,5	13,0	14,0	6,1	7,4	6,2	7,1
Indice des prix de gros, produits industriels ^{1/}								
Matières premières	1,6	13,0	6,8	9,8	3,8	1,5	5,8	6,4
Dont :								
Nationales	6,3	15,3	8,9	5,7	4,6	2,1	1,3	6,5
Importées	-4,0	10,0	4,0	15,6	2,5	0,7	12,2	6,2
Produits industriels semi-transformés	5,3	13,4	9,8	11,1	4,4	3,5	5,4	7,8
Coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier	9,1	8,2	11,7	12,6	6,9	6,8	7,6	8,8
Valeurs unitaires à l'importation	1,0	10,3	10,9	17,8	11,3	3,9	11,7	8,1
Valeurs unitaires à l'importation, à l'exclusion de l'énergie	2,5	7,2	8,3	12,3	5,5	0,4	9,0	6,3

Sources : INSEE, Bulletin mensuel de statistique; et Département des études du FMI.

^{1/} Impôts exclus.

II. Le secteur manufacturier

1. Rentabilité et investissement dans le secteur manufacturier depuis 1975

L'évolution des bénéfices des entreprises est la résultante de deux éléments : la tendance de la valeur ajoutée et la répartition de la valeur ajoutée entre les facteurs de production. La rentabilité de l'industrie manufacturière a sensiblement diminué après le premier "choc pétrolier" à cause de ces deux composantes et le terrain perdu n'a jamais été complètement refait malgré certaines améliorations pendant la seconde moitié des années 70. La valeur ajoutée s'est accrue en moyenne moins rapidement que dans d'autres secteurs de l'économie et la part de l'excédent d'exploitation dans la valeur ajoutée est restée inférieure à son niveau de 1974 et inférieure aussi à la moyenne de l'économie.

Cette chute de la rentabilité semble avoir réduit la capacité d'investissement du secteur, comme l'indique la baisse du coefficient d'investissement après 1975. Elle a encouragé à investir en vue de réduire la main-d'oeuvre plutôt que d'accroître la capacité et a contribué de ce fait au recul de l'emploi manufacturier depuis 1975 (Tableau 9). Cette chute a également contribué au ralentissement prononcé de la croissance potentielle ces dernières années.

a. Evolution de la valeur ajoutée

Depuis 1975, la valeur ajoutée du secteur manufacturier s'est accrue en moyenne de 12 % par an en valeur nominale, soit environ 1,3 point de pourcentage par an de moins que celle de l'ensemble de la production marchande et la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale s'est repliée de 28 % en 1973 à 26,8 % en 1980. En outre, au sein de l'industrie manufacturière, des évolutions divergentes se sont révélées, la forte progression de la valeur ajoutée dans l'industrie automobile (18,8 % par an) dissimulant les résultats plus faibles de certaines grandes branches, y compris celles des biens de consommation, des biens intermédiaires et des biens de consommation durables (représentant ensemble 60 % de la valeur ajoutée du secteur manufacturier en 1980) dont la valeur ajoutée a progressé en moyenne de moins de 11 % par an (Tableau 10).

L'une des raisons de cette croissance médiocre de la valeur ajoutée du secteur manufacturier semble être l'écart qui s'est manifesté en 1974, après le premier "choc pétrolier" entre, d'une part, la valeur ajoutée et les prix à la production et, d'autre part, les prix des facteurs de production : tandis que dans la plupart des secteurs, les prix des facteurs de production, de la production et la valeur ajoutée augmentaient à peu près au même rythme, de 1968 jusqu'à fin 1973, les prix des facteurs de production ont distancé de loin les prix à la production après le choc subi par les termes de l'échange en 1973. Les prix à la production et le déflateur de la valeur ajoutée ont résorbé partiellement cet écart en 1975, mais ils ont progressé au même rythme que les prix des facteurs de

production par la suite et, en 1981, ils n'avaient pas refait tout le terrain perdu par rapport aux prix des facteurs de production dans le secteur manufacturier. Cette situation laisse entendre que pendant la seconde moitié des années 70, en raison des pressions de la concurrence, les industriels n'ont pas réussi à accroître suffisamment leurs prix de production pour maintenir leurs marges brutes et qu'ils ont accepté, au contraire, une compression relative du prix unitaire de leur valeur ajoutée. Par contre, dans les secteurs du commerce et des services, une compression relative du déflateur de la valeur ajoutée a également été enregistrée par rapport à 1974/75, mais l'augmentation des prix des facteurs de production a été plus étalée et, en 1979, les entreprises appartenant à ce secteur avaient en grande partie rétabli leurs marges brutes.

b. Parts des facteurs dans la valeur ajoutée

La ventilation des facteurs de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier et les secteurs du commerce et des services, ainsi que dans l'ensemble de la production marchande, est présentée au Tableau 11.

La part des traitements et salaires bruts est restée relativement constante (environ 52 %) de 1967 à 1973 dans le secteur manufacturier. Puis, en 1974, immédiatement après le premier "choc pétrolier", elle a baissé de deux points de pourcentage, les hausses de salaires restant en deçà des augmentations des prix à la production. Toutefois, l'année suivante, alors que la récession provoquait un ralentissement de la croissance de la production et de la productivité tandis que les traitements et salaires continuaient de s'ajuster aux hausses de prix de l'année précédente, la part des salaires a atteint son maximum de la décennie (54,6 %). Ultérieurement, de 1976 à 1980, le ralentissement de la croissance en valeur réelle des salaires et des gains de productivité a suscité un recul, puis une stabilisation de la part des salaires aux alentours de 53,7 % (sauf en 1979, où elle est tombée à 52,6 %). Toutefois, la part des salaires, y compris les cotisations patronales, n'a pas reflété pleinement la réduction et la stabilisation ultérieure de la part des salaires bruts après 1975. Après la récession de 1975 et la forte hausse consécutive du chômage, la sécurité sociale s'est trouvée confrontée à des difficultés financières. Les cotisations patronales et salariales ont alors été majorées, essentiellement par relèvements progressifs des plafonds de salaires sur lesquels les cotisations maximales sont calculées. La part des cotisations sociales dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier est passée, de ce fait, d'une moyenne d'environ 15 % à la fin des années 60 et au début des années 70 à près de 19 % en 1980. La fiscalité des entreprises n'ayant pas été profondément modifiée, la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée a reflété l'évolution de la part des salaires et elle est passée de 30 % en moyenne au début des années 70 à 33 % en 1974. Elle a par la suite baissé de 8 points de pourcentage en 1975 pour s'établir à 25 % et cette part est restée à peu près à ce niveau au cours des années suivantes.

Dans le reste de l'économie, les changements intervenus dans les parts des facteurs ont été moins prononcés et, dans l'ensemble, la part des salaires a moins augmenté que dans le secteur manufacturier. Bien que la part de l'excédent brut d'exploitation ait été elle aussi affectée par la majoration des cotisations sociales, la baisse par rapport au niveau d'avant 1974 n'a été que d'environ 3 points de pourcentage.

Après s'être modérée de 1977 à 1979, la croissance des coûts de salaires unitaires du secteur manufacturier s'est considérablement accélérée en 1980 et 1981 (Tableau 12). Cette accélération a reflété un vif recul conjoncturel de la productivité à un moment où les salaires horaires n'augmentaient pas sensiblement. Toutefois, la contrainte imposée par la concurrence extérieure a empêché que le déflateur de la valeur ajoutée n'augmente parallèlement aux coûts de salaires unitaires. De ce fait, les marges bénéficiaires du secteur manufacturier ont été comprimées et la part des salaires dans la valeur ajoutée a fortement augmenté à partir du troisième trimestre de 1980 (Graphique 2). L'impact de l'augmentation des coûts de salaires unitaires sur les bénéfices a été renforcé du fait de la hausse accusée en 1981 par les prix de l'énergie et des matières premières importées, sous l'effet de la hausse du dollar, ainsi que par l'augmentation du coût de l'emprunt due à l'essor des taux d'intérêt.

Les estimations des services du Fonds, basées sur un modèle à trois équations déterminant la production, l'emploi et le déflateur de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier, révèlent que les charges salariales ont été un facteur majeur du ralentissement de la production depuis 1975 (Tableau 13). La progression des salaires nominaux s'est accélérée depuis cette date malgré le ralentissement de la croissance économique mondiale et de la productivité, et malgré le fait que les prix extérieurs exprimés en francs aient augmenté à peu près au même rythme avant et après. Deux des conséquences ont été une compression des bénéfices et un recul de la compétitivité, et la croissance de la production a baissé pour ces deux raisons 1/. Les simulations effectuées avec le modèle indiquent qu'une accélération d'un point de pourcentage des coûts de salaires nominaux, toutes choses étant égales par ailleurs, réduit la croissance de la production d'un demi-point de pourcentage.

Un autre point qui mérite d'être noté à propos de la rentabilité est la différence qui existe entre le secteur manufacturier et les secteurs du commerce et des services en ce qui concerne les tendances de l'épargne brute ou des bénéfices non distribués. La part de l'épargne brute du secteur manufacturier a été beaucoup plus touchée par la récession de 1975 puisqu'elle s'est repliée de 5 points de pourcentage par rapport à sa moyenne des huit années précédentes. Malgré un certain redressement ultérieur, elle est restée à environ 2 points de pourcentage en dessous de son niveau du début des années 70. Par contre, la part de l'épargne brute des secteurs du commerce et des services n'a pratiquement pas été

1/ La croissance annuelle moyenne du déflateur de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier est passée de 7 % en 1971-74 à 10,5 % en 1975-80, tandis que le déflateur de la valeur ajoutée extérieure (exprimée en francs) augmentait pour se situer à 8-8,5 % pendant ces deux périodes. La perte de compétitivité enregistrée au cours de la seconde période s'est accompagnée de la compression des marges bénéficiaires notée ci-dessus.

touchée par la récession et elle se chiffrait en 1979 à 16 %, niveau atteint une seule fois depuis le début de la décennie. Cette situation peut être attribuée au fait que les entreprises des secteurs du commerce et des services ont préféré depuis 1975 réduire leur ratio dettes/fonds propres plutôt que de maintenir leur ratio d'investissement et elles ont, par conséquent, été moins touchées par la tendance généralement en hausse des taux d'intérêt au cours de la seconde moitié des années 70.

c. Investissement et croissance potentielle

L'une des conséquences de l'érosion des bénéfices réalisés par les entreprises a été le fléchissement du ratio d'investissement (formation brute de capital/valeur ajoutée), qui a baissé dans le secteur manufacturier de près d'un quart par rapport au début de la décennie, pour s'établir à 13,6 % à la fin des années 70 (Tableau 14). Malgré le recul du ratio d'investissement, le ratio d'autofinancement du secteur manufacturier a lui aussi baissé, conduisant à une dégradation du ratio dettes/fonds propres des entreprises appartenant à ce secteur.

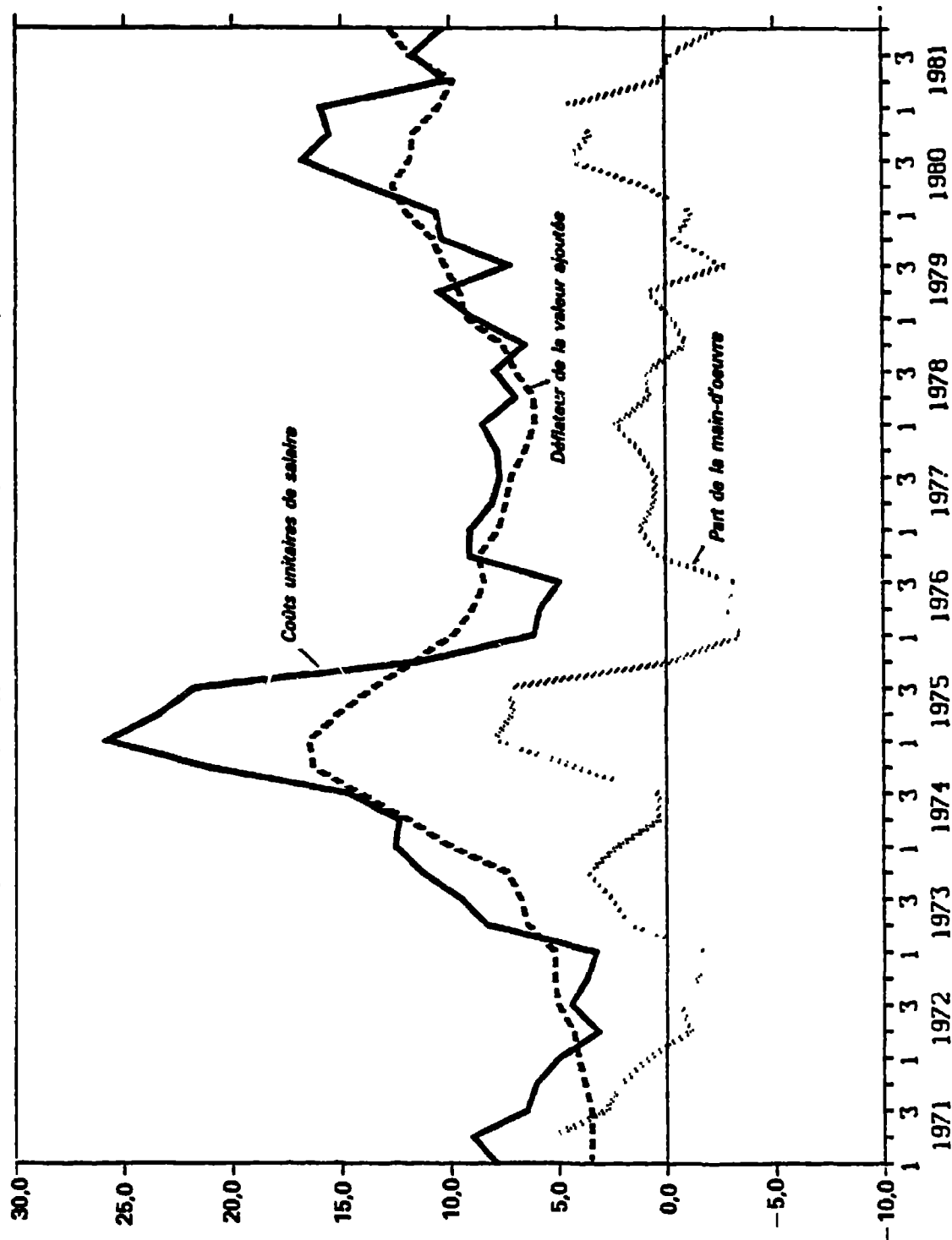
Dans les secteurs du commerce et des services, le ratio d'investissement a également baissé, mais une augmentation du ratio d'autofinancement a indiqué, comme nous l'avons noté, que devant des taux d'intérêt élevés, les entreprises de ces secteurs ont préféré améliorer leur ratio dettes/fonds propres que renforcer leur investissement.

La croissance potentielle du secteur manufacturier s'est nettement ralentie depuis 1975, conséquence de la contraction du taux d'accumulation du capital conjuguée à la baisse de l'emploi. Les estimations des services du Fonds basées sur une fonction de la production suggèrent que la croissance potentielle s'est repliée d'une moyenne de 6,2 % en 1970-73 à 4,3 % en 1975-80. Si l'on se réfère à l'évolution dans d'autres grands pays industriels, la baisse n'a été plus forte qu'en Allemagne, et le taux de croissance potentielle de la France est passé du second rang (derrière le Japon) au troisième rang, après l'Italie.

2. Politique industrielle

La politique industrielle de la France depuis le milieu des années 70 a cherché à encourager le développement d'un secteur industriel compétitif et à promouvoir les exportations. Elle a privilégié la promotion de la recherche et de l'innovation; l'aide à l'investissement en équipements permettant d'économiser l'énergie et à la restructuration des secteurs en difficulté; la diversification de l'activité économique dans les régions déprimées; et le développement du potentiel à l'exportation des petites et moyennes entreprises. Cette politique, qui répondait en partie à la récession et aux déficits commerciaux très élevés qui ont suivi le premier "choc pétrolier", s'écarte de l'orientation antérieure, qui mettait l'accent sur le protectionnisme.

GRAPHIQUE 2
FRANCE
SECTEUR MANUFACTURIER : COUTS UNITAIRES DE SALAIRE, DEFLATEUR DE LA VALEUR AJOUTEE ET PART DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS LA VALEUR AJOUTEE
(Pourcentage de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Source : Département des études et estimations des services du Fonds

La politique industrielle du nouveau gouvernement maintient ces grands objectifs. Le plan intérimaire de développement de deux ans (1982-83) met très fortement l'accent sur la modernisation de l'industrie et sur le renforcement des secteurs à haute technologie. Les dépenses consacrées à la recherche et au développement doivent passer de 1,8 % du PIB en 1980 à 2,5 % d'ici à 1985. Dans le budget de 1982, l'aide à l'industrie sera augmentée de 52,4 % pour s'établir à 34,4 milliards de francs, dont 7,9 milliards de francs pour les concours du Fonds de développement économique et social (FDES), au lieu de 2,5 milliards de francs en 1981. Dans le cadre du plan, des contrats seront négociés d'ici au milieu de 1982 avec les entreprises nouvellement nationalisées, contrats qui établiront les objectifs de la politique industrielle. Les entreprises seront liées par ces contrats mais elles conserveront néanmoins leur pleine autonomie de gestion. La poursuite des objectifs de la politique industrielle doit permettre de réaliser la reconquête du marché intérieur. Dans ce contexte, les secteurs des biens d'équipement et du textile constituent une priorité. Un plan triennal annoncé en décembre 1981 vise à développer et moderniser le secteur de l'équipement industriel. Le plan vise à porter de 15 à 35 % la part des exportations dans la valeur ajoutée et à réduire la pénétration des importations de 60 à 30 % en trois ans au moyen de 4 milliards de francs de prêts bonifiés et de subventions. Dans le secteur du textile, les cotisations sociales ont été réduites pour les entreprises qui ont accru leurs investissements sans réduire l'emploi, ou qui ont modernisé leur équipement et leurs procédés de fabrication. Le coût du programme, annoncé en février 1982 est estimé à 2 milliards de francs.

a. Nationalisation de groupes industriels

Le 13 février 1982 a été promulgué le projet de loi de nationalisation présenté au Parlement en octobre 1981. Le texte adopté prévoit la prise de contrôle par l'Etat de cinq groupes industriels 1/, de la sidérurgie, de deux groupes financiers et de 39 banques. Le gouvernement avait également pris le contrôle de deux entreprises aérospatiales et d'armements fin 1981 2/, et il doit porter sa participation dans la filiale française d'un groupe pharmaceutique à 50 % en trois étapes 3/.

1/ Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt, Saint-Gobain, Compagnie générale d'électricité (GCE) et Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK). Leurs activités portent essentiellement sur les domaines de l'électronique, des produits chimiques, des métaux et des armements.

2/ Dassault et Matra.

3/ Roussel-Uclaf, filiale de Hoechst. La part de l'Etat dans cette société doit s'accroître par augmentation de capital et acquisition de titres détenus par des particuliers, y compris certaines actions Hoechst.

L'indemnisation des cinq groupes industriels s'élèvera à environ 17 milliards de francs et s'effectuera en 15 ans par l'émission d'obligations à taux variables garanties par l'Etat en échange d'actions détenues par des particuliers. La sidérurgie a été nationalisée par la conversion en capital de créances détenues par l'Etat pour un montant de 13 milliards de francs. La nationalisation des huit groupes industriels et celle des sociétés sidérurgiques, aérospatiales et d'armements porteront la part de l'Etat dans la production industrielle de 10 à 30 % et sa part de l'emploi industriel à 24 %.

Les entreprises nouvellement nationalisées doivent être gérées selon le principe de la concurrence et doivent retenir l'intégralité de leur autonomie de décision, dans les limites des plans de développement régionaux et sectoriels de l'Etat. Les politiques en matière d'investissement et d'emploi continueront d'être guidées par les critères de rentabilité, mais les décisions concernant l'investissement pourraient intervenir dans un cadre chronologique plus étendu. Le contrôle de l'Etat sur ces entreprises doit être exercé strictement par l'intermédiaire de la politique contractuelle, conformément à la stratégie industrielle des pouvoirs publics.

b. Financement de l'investissement

Plusieurs établissements ont été créés depuis 1975 pour appuyer l'investissement industriel, essentiellement par la voie de prêts bonifiés. Quatre d'entre eux sont des comités interministériels financés par le budget, notamment par l'intermédiaire du FDES : a) le Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI), créé en 1975, peut apporter un soutien financier aux entreprises confrontées à de graves difficultés mais pour lesquelles une solution viable a été trouvée; ses prêts s'élevaient à 700 millions de francs en 1981; b) le Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (CIDISE), créé en 1978, dont l'aide prend la forme de prêts participatifs à des petites et moyennes entreprises souffrant d'une pénurie de fonds propres; ses opérations en 1981 porteraient sur environ 800 millions de francs par an et 500 entreprises; c) le Fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) institué en 1978 pour promouvoir de nouvelles activités créatrices d'emplois dans les régions déprimées, grâce à des prêts participatifs et des subventions directes; toutefois, il a déjà utilisé l'essentiel de sa dotation initiale de 3 milliards de francs; enfin, d) le Comité de développement des industries stratégiques (CODIS) créé en 1980 pour appuyer la croissance d'industries telles que l'électronique et l'informatique par des prêts du FDES, des subventions et le financement de la recherche et du développement.

En dehors de ces circuits, le financement à long terme à l'industrie provient également d'établissements spécialisés de crédit. Jusqu'en 1979, l'élément subvention de ces prêts était limité au coût de la marge d'intermédiation qui s'élevait à seulement 1-1,5 point de pourcentage, soit environ

300 millions de francs par an. Toutefois, l'élément subvention, comme le montant du crédit accordé, a été par la suite fortement augmenté, parallèlement à la hausse des taux d'intérêt et à l'entrée dans la récession. En plus des 8 milliards de francs de prêts non bonifiés inscrits au budget de 1982, l'industrie bénéficiera de prêts bonifiés d'un montant de 11 milliards de francs à 13,5 % et de 5 milliards de francs à 15,5 %, qui seront accordés aux entreprises remplissant certaines obligations telles que d'investir en équipements permettant d'économiser l'énergie.

Tableau 9. France - Parts des sous-secteurs dans la production totale, la valeur ajoutée, l'investissement, le capital et l'emploi, 1967-79 1/

(Pourcentage)

	1967	1970	1975	1979
Secteur manufacturier <u>2/</u>				
Production	32,3	34,5	34,0	34,0
Valeur ajoutée	26,8	28,7	28,5	28,6
Formation brute de capital fixe	31,1	34,8	30,0	27,8
Stock de capital	30,2	30,4	31,4	31,1
Emploi	37,3	36,6	36,6	34,6
Commerce et services <u>3/</u>				
Production	27,8	27,9	29,9	30,9
Valeur ajoutée	36,8	36,1	38,2	39,3
Formation brute de capital fixe	20,0	21,0	22,5	23,4
Stock de capital	18,1	19,0	21,0	22,1
Emploi	27,3	29,8	32,9	36,9
Divers				
Production	39,8	37,6	36,1	35,1
Valeur ajoutée	36,3	35,2	33,3	32,1
Formation brute de capital fixe	48,9	44,3	47,5	48,9
Stock de capital	51,7	50,6	47,6	46,8
Emploi	35,4	33,6	30,5	29,0

Sources : INSEE, Les Comptes nationaux trimestriels en base 1971; Conseil économique et social, L'investissement des entreprises; et calculs des services du Fonds.

1/ Tous les ratios sont calculés aux prix de 1970.

2/ Secteurs U4 à U6 (secteurs des biens de consommation, des biens intermédiaires et des biens d'équipement).

3/ Secteurs U8 et U10 (secteurs du commerce et des services).

Tableau 10. France - Valeur ajoutée du secteur manufacturier
(Pourcentage)

	Croissance moyenne nominale 1975-80	Croissance moyenne en volume 1975-80	Part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale ^{1/}	
			1975	1980
Biens intermédiaires	10,3	1,6	42,8	38,9
Biens d'équipement professionnel	13,5	4,0	24,6	26,5
Biens de consommation durables	9,7	3,0	1,7	1,5
Automobiles et autres matériels de transport terrestre	18,8	2,8	8,4	11,9
Biens de consommation	10,8	0,5	22,5	21,1
Secteur manufacturier, total	12,0	2,0	100,0	100,0
Secteur marchand, total	13,3	2,5	—	—

Sources : INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation, et calculs des services du Fonds.

^{1/} Aux prix courants.

Tableau 11. France - Répartition des facteurs dans la valeur ajoutée, 1973-80

(En pourcentage de la valeur ajoutée aux prix courants)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Salaires bruts								
Secteur manufacturier	51,7	49,7	54,6	53,6	53,6	53,9	52,6	53,6
Commerce et services	48,0	46,5	49,2	49,9	49,6	49,6	48,7	
Secteur marchand, total 1/	47,8	46,6	49,8	49,8	49,8	49,8	48,2	
Cotisations sociales employeurs								
Secteur manufacturier	15,2	14,7	17,8	17,8	18,2	18,5	18,8	19,2
Commerce et services	13,1	13,0	15,0	15,3	15,6	15,9	16,3	
Secteur marchand, total 1/	14,1	13,8	16,1	16,4	16,7	17,0	17,1	
Excédent brut d'exploitation								
Secteur manufacturier	30,1	33,8	25,0	26,2	25,3	24,6	25,6	23,8
Commerce et services	32,0	34,0	30,0	29,6	28,5	28,5	28,1	
Secteur marchand, total 1/	30,5	33,3	27,5	27,7	26,9	26,5	27,6	
Epargne brute								
Secteur manufacturier	15,4	18,2	9,9	12,5	10,8	11,6	13,2	11,4
Commerce et services	15,2	16,0	14,7	14,5	14,5	15,5	16,0	

Source : INSEE, Les Comptes des entreprises par secteur d'activité et Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980.

1/ A l'exclusion des grandes entreprises publiques.

Tableau 12. France - Charges salariales unitaires et déflateur de la valeur ajoutée
dans le secteur manufacturier, 1977-81

(Pourcentage de variation par rapport à la période précédente)

	1977	1978	1979	1980	1981	1980		1981	
						II	I	I	II
Emploi	-0,6	-2,0	-2,2	-1,5	-3,7	-1,2	-2,1	-2,1	-0,9
Durée hebdomadaire moyenne du travail	-0,9	-0,7	-0,4	-0,4	-0,9	-0,1	-0,3	-0,3	-0,6
Rémunération horaire	15,0	13,8	14,4	14,7	14,8	7,6	6,3	6,3	8,8
Production	3,2	2,0	3,0	0,9	-2,7	-1,2	-2,3	-2,3	0,4
Productivité	4,8	4,4	5,8	2,8	1,9	0,2	0,2	0,2	2,5
Charges salariales unitaires	9,8	9,1	8,2	11,7	12,6	7,6	6,3	6,3	8,8
Déflateur de la valeur ajoutée	6,8	8,4	10,4	13,3	11,2	5,6	5,0	5,0	6,4

Sources : Département des études du FMI et estimations des services du Fonds.

Tableau 13. France - Origines de la variation de la production manufacturière
(Pourcentages annuels moyens)

	1971-74	1975-80
Variation effective de la production	5,8	2,2
Origine :		
Variables explicatives	6,6	2,9
Croissance du marché	3,9	2,2
Prix extérieurs en francs	4,2	4,1
Stock de capital	2,4	0,8
Prix de l'énergie	-0,5	-0,3
Charges salariales	-7,4	-7,9
Tendance	4,0	4,0
Valeur résiduelle	0,8	0,7

Source : estimations des services du Fonds.

Tableau 14. France - Ratios d'investissement et d'autofinancement 1/

	1970- 1972	1973	1974	1975	1976- 1978	1979
<hr/>						
Ratio d'investissement						
Secteur manufacturier	17,9	15,4	14,2	13,7	13,9	12,7
Commerce et services	15,5	16,2	14,2	13,4	13,3	11,8
Ratio d'autofinancement						
Secteur manufacturier	90,0	100,0	128,2	71,7	83,5	103,2
Commerce et services	92,7	93,1	112,8	109,1	112,2	135,1
<hr/>						

Sources : INSEE, Les Comptes trimestriels en base 1971, et calculs des services du Fonds.

1/ Exclut les entreprises non constituées en société.

III. Finances publiques

1. Evolution du secteur public en 1981

En France, la politique budgétaire est conduite essentiellement par l'intermédiaire du budget de l'Etat. En ce qui concerne les collectivités territoriales et, plus encore, les régimes de sécurité sociale, les dépenses et recettes sont, dans une grande mesure, soit prédéterminées par la loi, soit subordonnées à l'activité économique et aux décisions de l'Etat 1/.

a. Le budget de l'Etat de 1981

Sous sa forme initiale, le budget de l'Etat de 1981 reflétait l'intention des autorités d'arbitrer entre trois objectifs différents : stabiliser la charge fiscale, contenir le déficit budgétaire et stimuler dans une certaine mesure l'économie. Dans les dépenses inscrites pour 1981, la priorité était accordée à la promotion de l'investissement et de la recherche privés; à la défense et à la sécurité intérieure, et à l'aide aux familles nombreuses et aux ménages à bas revenu. Les dépenses ordinaires devaient s'accroître de 17,6 % par rapport au montant initialement prévu pour 1980. Le budget était basé sur une croissance du PIB réel de 1,6 % et du PIB nominal de 12,3 %. Pour permettre un déblocage rapide de fonds si un soutien supplémentaire à l'activité économique se révélait nécessaire, il était en outre prévu que des investissements supplémentaires (6,5 milliards de francs au maximum) pourraient être effectués par le fonds d'action conjoncturel.

Du côté des recettes, les mesures les plus importantes ont été une amélioration substantielle des encouragements fiscaux à l'investissement et un relèvement des tranches d'imposition du revenu des personnes physiques dans des proportions quasiment équivalentes à l'inflation. A la différence des encouragements à l'investissement accordés en 1979 et 1980, qui autorisaient les entreprises à déduire de leurs bénéfices imposables jusqu'à 10 % de l'augmentation de leurs dépenses d'investissement, le budget de 1981 prévoyait une déduction équivalant à 10 % sur le montant intégral des dépenses d'investissement. En outre, le champ d'application de l'incitation a été élargi et l'incitation elle-même a été prorogée jusqu'à la fin de 1985 2/. Le coût budgétaire a été évalué à environ 5 milliards de francs pour 1981 et l'impact s'exercerait sur les recettes fiscales de 1982 et ultérieurement. En ce qui concerne l'ajustement au titre de l'inflation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les tranches ont été intégralement ajustées pour les catégories de revenus les plus faibles et un peu moins pour les revenus plus hauts. Cette différenciation a reflété la continuation de la politique consistant à accroître la part des impôts directs dans les recettes totales sans alourdir la charge fiscale des catégories de revenus les plus faibles.

1/ Pour une description des principales caractéristiques structurelles du secteur public, voir France, Evolution récente de l'économie (SM/81/36, 13/2/81), page 21.

2/ Divers encouragements de caractère régional et sectoriel sont accordés en plus de cet encouragement général à l'investissement (voir SM/80/39, 11/2/80, annexe I).

Le coût budgétaire de cette mesure a été évalué à 11,8 milliards de francs, auxquels l'ajustement en fonction de l'inflation des abattements fiscaux ajouterait 0,8 milliard de francs. En outre, pour les familles de trois enfants ou plus, la progressivité de l'impôt devait encore être abaissée, d'où une perte de recettes de 1 milliard de francs en 1981. Selon les estimations, les relèvements de recettes se chiffrent à 4,3 milliards de francs en 1981, impliquant une perte nette de recettes de 9,3 milliards de francs. La croissance des recettes fiscales nettes des montants prélevés en vue de redistribution et des remboursements était projetée à 18,5 % par rapport au budget initial de 1980 et celle des recettes totales à 18,9 %. Le déficit était projeté à 29,4 milliards de francs (1 % du PIB) contre un déficit inscrit initialement au budget de 31,2 milliards de francs et un solde d'exécution de 30,3 milliards (1,1 % du PIB) en 1980 (Tableau 15).

L'affaiblissement de l'activité économique depuis la dernière partie de 1980 s'est accompagné d'un ralentissement des recettes publiques, tandis que les dépenses continuaient d'augmenter rapidement, reflétant en partie une forte augmentation des subventions accordées à l'agriculture et l'effet de taux d'intérêt élevés sur le service de la dette publique. Les dépenses ordinaires de l'Etat (sur la base des encaissements-décaissements) alors prévues par la loi de finances dépassaient d'environ 20 % au premier semestre de 1981 leur niveau du premier semestre 1980, tandis que les recettes n'augmentaient que de quelque 11 %. Le déficit est passé à 47,5 milliards de francs contre 18,3 milliards de francs au premier semestre de 1980. Y compris les opérations sur prêts et avances, le déficit global d'exécution s'est élevé à 65,6 milliards de francs au premier semestre de 1981 contre 40,6 milliards de francs pendant la même période de l'année précédente. L'augmentation du déficit aurait même été plus prononcée si le compte du Trésor auprès de la Banque de France n'avait pas été crédité, comme le prévoit la loi, du montant correspondant à la réévaluation des réserves officielles en devises. En raison surtout de la baisse du franc par rapport au dollar E.U. pendant le second semestre de 1980, le compte du Trésor auprès de la Banque de France a été crédité d'un montant de 5,7 milliards de francs au début de 1981, tandis qu'un an auparavant la réévaluation s'était traduite par une perte de 2,5 milliards de francs.

L'évolution du budget de l'Etat pendant le second semestre de 1981 a été marquée par les mesures sociales annoncées par le nouveau gouvernement début juin et d'autres décisions incorporées dans la première loi de finances rectificative, adoptée début août (Tableaux 16 et 17). Les aménagements de diverses prestations sociales et la contribution de l'Etat au financement du relèvement du salaire minimum augmenteraient, selon les estimations, le déficit de l'Etat pour 1981 de 5,2 milliards de francs et celui de la sécurité sociale de 2,6 milliards de francs. De nouvelles dépenses supplémentaires, d'un montant de 7,6 milliards de francs, prévues essentiellement pour la création de 54.000 nouveaux emplois publics et la promotion de l'emploi des jeunes, du logement social et des projets

industriels, ont été couvertes par des majorations fiscales. Le Parlement a adopté une surtaxe provisoire de 25 % frappant les cotisations d'impôt sur le revenu supérieures à 100.000 francs, une taxe spéciale de 10 % sur les frais généraux des sociétés, un impôt sur les bénéfices exceptionnels des banques et des compagnies pétrolières, et une augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. L'INSEE a évalué que, pour l'ensemble de 1981, l'effet de ces mesures serait une augmentation de 0,7 % du revenu réel des ménages, de 0,3 % de la consommation privée et de 0,2 % du PIB réel, l'investissement fixe réel des entreprises diminuant de 0,2 %. De nouveaux relèvements de dépenses, pour un montant de 11,8 milliards de francs - concernant essentiellement une aide supplémentaire aux entreprises publiques et privées, l'épargne-logement, les indemnités agricoles et l'indemnisation du chômage sur ressources budgétaires - ont été décidés dans le cadre des deux lois de finances rectificatives de 1981. Au total, les mesures prises par le nouveau gouvernement ont accru les dépenses du budget de l'Etat en 1981 de 24,6 milliards de francs, dont 7,6 milliards de francs ont été compensés par les augmentations délibérées de recettes. Du fait du réajustement de dépenses sous-estimées et d'une divergence entre l'évolution réelle des agrégats économiques et celle sur laquelle était basée la loi de finances initiale, les dépenses ont augmenté à nouveau (de 26,4 milliards de francs) et les recettes nettes ont baissé de 3,3 milliards de francs. Au total, ces derniers ajustements et les autres mesures susmentionnées ont porté le déficit budgétaire (dans l'optique administrative) de 46,7 à 76 milliards de francs (2,5 % du PIB; Tableaux 16 et 17) 1/. Pour 1981, le coût budgétaire net des mesures visant à réduire le chômage, compte tenu des économies d'indemnisation du chômage qu'elles ont permises et des gains provenant de l'accroissement des cotisations sociales, a été évalué à 1,2 milliard de francs, réduisant le nombre de chômeurs en fin d'année de quelque 77.500 personnes.

1/ La nationalisation des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor et l'acquisition par l'Etat d'une participation majoritaire dans Avions Marcel Dassault-Bréguet Aviations et Matra n'ont pas affecté l'équilibre budgétaire. Les premières opérations, qui apparaissent dans la seconde loi de finances rectificative de 1981, ont impliqué une dépense en capital de 13,8 milliards de francs dans le budget ordinaire, compensée par l'amortissement simultané par Usinor et Sacilor de prêts du Fonds de développement économique et social (FDES), qui est inclus dans le budget de l'Etat. Les autres opérations ont eu lieu en dehors du budget de l'Etat. La participation de 20 % que l'Etat détenait déjà dans Dassault-Bréguet par l'intermédiaire du holding Société de gestion des participations publiques a été portée à 46 % grâce à une donation de M. Dassault et 5 % des actions restantes seront obtenus par l'achat de titres auprès du public. Dans le cas de Matra, la participation de 51 % de l'Etat a résulté à égalité d'une augmentation du capital et de l'échange de titres contre des obligations à taux d'intérêt variables à 15 ans garanties par l'Etat et émises par l'Office national d'études et de recherches aérospatiales.

b. Financement du déficit budgétaire de 1981

D'après des estimations préliminaires, le déficit des administrations publiques (sur la base des encaissements-décaissements) a augmenté pour se situer à environ 85 milliards de francs en 1981 contre 42 milliards de francs l'exercice précédent. Après l'imputation, prescrite par la loi, du produit de la réévaluation des réserves officielles en devises au compte du Trésor auprès de la Banque de France, les déficits devant être financés ont été réduits à quelque 63 et 35,6 milliards de francs, respectivement. En raison surtout de la forte augmentation du besoin de financement et de la faiblesse du marché financier pendant la majeure partie de l'année, le financement monétaire du déficit a évolué d'une façon très différente de celui de l'exercice précédent. En 1980, les opérations du Trésor ont absorbé 7,3 milliards de francs d'avoirs monétaires; en 1981, elles ont, par contre, renforcé la masse monétaire d'environ 36 milliards de francs, ce qui a représenté 2,5 points de pourcentage des 12 % de croissance de M_2 pendant l'année. La reprise du financement monétaire a été due surtout à l'accroissement prononcé des montants de bons du Trésor placés auprès des banques, tandis que l'emprunt auprès de la Banque de France a essentiellement correspondu aux plus-values de réévaluation des réserves en devises, plus-values qui ont été créditées au compte du Trésor.

L'achat de bons du Trésor et les dépôts des correspondants du Trésor ont été la principale source de financement non monétaire 1/. Les fonds provenant de cette source sont passés d'environ 9 milliards de francs en 1980 à 25-30 milliards de francs en 1981, dont 20 milliards de francs environ venant de la Caisse des dépôts et consignations. Un emprunt d'Etat de 10 milliards de francs a été placé en janvier 1981, mais cette source de financement n'a plus été utilisée jusqu'à ce que le Trésor émette début septembre un emprunt sur six ans assorti du taux sans précédent de 16,75 %. Le montant de l'émission a été relevé des 8 milliards de francs prévus initialement à 15 milliards de francs en raison du volume exceptionnel des souscriptions. Les émissions brutes réalisées par le Trésor en 1981 ont été inférieures de 6 milliards de francs au montant record de 31 milliards de francs réalisé en 1980, l'emprunt d'Etat suivant (d'un montant de 10 milliards de francs avec une échéance de huit ans et un coupon de 16,2 %) ne devant pas avoir lieu avant janvier 1982. Les amortissements d'obligations ont quasiment doublé et, de ce fait, le financement net du Trésor par l'intermédiaire du marché obligataire est tombé d'environ 28 milliards de francs en 1980 à 19 milliards de francs en 1981 (Tableau 18). En outre, les achats nets de bons du Trésor par le public, d'un montant de 1 milliard de francs en 1980, ont été suivis de ventes nettes de 2 milliards de francs en 1981 et la contribution des autres sources non monétaires de financement du Trésor, dont la nouvelle baisse a été de l'ordre de 20 milliards de francs, est devenue négative. Ce dernier retournement a reflété en partie une forte augmentation du volume des obligations cautionnées émises par le Trésor, conjuguée à un ajournement de paiements d'impôts.

1/ A l'exclusion des comptes chèques postaux, dont les dépôts sont inclus dans le financement monétaire.

c. Collectivités territoriales et sécurité sociale en 1981

Après un débat prolongé, la législation du 10 janvier 1980 a réformé la fiscalité locale 1/. A compter de 1981, chaque commune a été autorisée à fixer librement le barème de la taxe d'habitation et des deux taxes foncières à des niveaux pouvant atteindre un maximum équivalant à deux fois et demie le taux moyen, le plus élevé de l'échelon départemental ou national. Le taux s'appliquant à la taxe professionnelle, qui est de loin la taxe locale la plus importante, peut être porté au taux moyen des trois taxes prélevées auparavant par les communes. Malgré les difficultés initiales d'application des nouvelles procédures, il s'est révélé que, pour plus de 93 % des communes, le produit estimé ne s'est pas écarté de plus de 1 % des montants votés dans les budgets respectifs. En 1981, les recettes et les dépenses s'accroissant d'un peu moins de 15 %, le déficit financier des collectivités locales est resté à hauteur de 0,6 % du PIB. Comme au cours des exercices antérieurs, il a été surtout financé par voie d'emprunts auprès d'établissements publics autonomes, principalement la Caisse des dépôts et consignations, à des taux d'intérêt privilégiés.

En raison surtout d'une accélération de la hausse des dépenses de santé, de l'abrogation en février 1981 de la majoration temporaire de 1 point de pourcentage des cotisations salariales à l'assurance-maladie de la faiblesse de l'activité économique ainsi que des relèvements des prestations sociales 2/, l'équilibre financier des principaux régimes de sécurité sociale des salariés, présenté dans l'optique de l'administration (à l'exclusion de l'indemnisation du chômage) passerait, selon les estimations, d'un excédent de 10,7 milliards de francs en 1980 à un déficit de 10,2 milliards de francs en 1981 et de 25,8 milliards de francs en 1982. Toutefois, en novembre 1981, le gouvernement a adopté un train de mesures destinées à équilibrer les comptes des deux derniers exercices mentionnés. La plupart des décisions ont pris effet rétroactivement au 1^{er} novembre 1981. Le taux des cotisations d'assurance-maladie des salariés et des fonctionnaires a été relevé de 1 point de pourcentage, de même que celui des chômeurs (autrefois exonérés de cotisation) dont les indemnités de chômage excèdent le salaire minimum. Ces mesures, ainsi que l'ajustement semestriel et non plus annuel du plafond de salaires soumis à cotisations et d'autres mesures affectant les salariés, se chiffreront, selon les estimations, par des recettes supplémentaires de quelque 17 milliards de francs. Le plafond des cotisations patronales a été relevé de 3,5 points de pourcentage,

1/ Taxe professionnelle; taxe d'habitation; taxe foncière des propriétés bâties et taxe foncière des propriétés non bâties.

2/ Voir note 2 du Tableau 17, page 44. Les nouvelles améliorations des prestations sociales devant entrer en vigueur au début de 1982 concernant essentiellement la couverture de l'assurance-maladie, les allocations familiales et les prestations-vieillesse. Une fois tenu compte des économies de 3,8 milliards de francs prévues au niveau de l'assurance-maladie, ces améliorations augmenteraient de 3,9 milliards de francs le déficit de 1982.

ce qui, ajouté à l'ajustement semestriel et à d'autres décisions affectant les non-salariés, a produit de nouvelles recettes, de l'ordre de 12,5 milliards de francs. Un remboursement accéléré des fonds dus par les entreprises à la sécurité sociale et un relèvement de la taxe sur l'assurance automobile, dont le produit est affecté à la sécurité sociale, se traduiraient par des recettes supplémentaires estimées à 3 milliards et 1 milliard de francs, respectivement. Le reliquat du déficit cumulé de 36 milliards de francs serait couvert par une subvention de 2,5 milliards de francs du budget de l'Etat de 1982. Du fait de l'accroissement rapide du chômage, les paiements de prestations ont considérablement excédé les recettes aux taux de cotisation en vigueur et le déficit de l'assurance-chômage (optique de l'administration) a été évalué à 6 milliards de francs pour 1981 et à 12 milliards de francs pour 1982. Pour financer ce déficit de 12 milliards de francs jusqu'à la fin du premier semestre de 1982, la troisième loi de finances rectificative pour 1981 a autorisé les pouvoirs publics à garantir un emprunt de 6 milliards de francs de la caisse d'assurance-chômage auprès d'investisseurs institutionnels, et une subvention exceptionnelle de l'Etat de 6 milliards de francs a été inscrite au budget de 1982.

d. Les administrations publiques en 1981

D'après les estimations officielles dans l'optique de la comptabilité nationale, le déficit de l'Etat est passé de 3 milliards de francs en 1980 à 53 milliards de francs en 1981. Le déficit des collectivités locales n'a augmenté que légèrement pour s'établir à 18,4 milliards de francs. Bien que le solde financier des régimes de sécurité sociale, largement excédentaire en 1980, se soit substantiellement dégradé, leur déficit, calculé dans la même optique, a été limité en 1981 à 5,5 milliards de francs (0,2 % du PIB). Au total, le solde financier des administrations publiques serait passé, selon les estimations, d'un excédent de 10,4 milliards de francs (0,4 % du PIB) en 1980 à un déficit de quelque 74 milliards de francs (2,4 % du PIB) en 1981. Ce renversement a reflété surtout l'augmentation de 2,5 points de la part des dépenses du secteur public dans le PIB qui s'est établi à environ 46 % en 1981 (Tableaux 19-23). Les estimations basées sur le concept de budget sans effet sur la conjoncture indiquent que les opérations de l'Etat ont exercé un effet de stimulation d'environ 1 % du PIB en 1981 sur l'expansion économique après une absence notable de toute forme de stimulation l'année précédente. Toutefois, cette mesure ne reflète ni les effets multiplicateurs, ni les effets à retardement de l'évolution budgétaire sur l'économie. Des dépenses supplémentaires d'un montant élevé ont été engagées en fin d'année et, de ce fait, leur effet pourrait être ressenti en partie en 1982. Les budgets des collectivités locales sont restés essentiellement neutres et l'effet de stimulation, fourni par rapport à 1980 par la sécurité sociale, conjugué à celui du budget de l'Etat, se serait élevé selon les estimations à environ 1,5 % du PIB, renversant la tendance des deux années précédentes (Tableau 24).

2. Perspectives d'évolution du secteur public en 1982

a. La loi de finances pour 1982

Le budget de l'Etat de 1982 se concentre sur trois objectifs majeurs : soutenir la croissance économique et l'emploi, promouvoir l'efficacité de l'économie et procéder à une redistribution de revenus destinée à réduire les inégalités. Sur la toile de fond d'une croissance du PIB projetée officiellement à 3,1 % en valeur réelle et à 17 % en valeur nominale, il est prévu que les dépenses et les recettes ordinaires augmenteront respectivement de 28 % et 19 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1981 et de 17 et de 18 %, respectivement, par rapport aux estimations de 1981 après la loi de finances rectificative de fin d'année, d'où un déficit de 83,8 milliards de francs. Compte tenu des dépenses nettes au titre des prêts et avances, le déficit budgétaire augmenterait pour se situer à 95,5 milliards de francs, équivalant à 2,6 % du PIB (Tableau 15) 1/.

Le soutien de la demande et de l'emploi doit provenir en particulier d'une majoration des prestations sociales, de transferts destinés à stimuler l'emploi dans le secteur privé et d'une augmentation de 15,6 % des dépenses inscrites au budget au titre des traitements et salaires. Ces dernières seront absorbées surtout par la création de 61.000 emplois supplémentaires dans le secteur public en 1982. Etant donné la création d'emplois supplémentaires dans les services de santé et les services sociaux, qui est inscrite au budget de 1982, et compte tenu de ceux autorisés par la première loi de finances rectificative pour 1981, l'emploi augmenterait d'environ 125.000 unités dans le secteur public au cours des 18 mois qui s'achèveront à la fin de 1982, au lieu des quelque 25.500 emplois créés chaque année en moyenne entre 1974 et 1980 et des quelque 1.900 créations que prévoyait la loi de finances initiale pour 1981. Les crédits pour traitements et salaires sont en outre basés sur l'intention de maintenir stables en 1982 les rémunérations réelles moyennes dans le secteur public avec une certaine marge de manoeuvre pour un relèvement des salaires les plus bas. Représentant une charge budgétaire nette estimée à 6,3 milliards de francs, les mesures destinées à réduire le chômage (y compris la création d'emplois dans le secteur public, le programme d'emploi des jeunes et le programme de retraite anticipée) 2/ devraient réduire le nombre de chômeurs de 95.000 d'ici la fin de l'année.

1/ La nationalisation, entrée en vigueur le 13 février 1982, de divers groupes industriels et établissements financiers donne lieu à un échange des titres détenus par d'anciens actionnaires contre des obligations à taux d'intérêt variables à 15 ans garanties par l'Etat et devant être émises par deux nouvelles sociétés de gestion de participations publiques : la Caisse nationale de l'industrie et la Caisse nationale des banques. Deux milliards de francs ont été inscrits au budget de l'Etat pour financer la création et la dotation initiale en capital de ces sociétés de gestion.

2/ Les mesures en faveur de l'emploi des jeunes s'appliquent jusqu'au milieu de 1982.

Les crédits inscrits au titre des dépenses d'équipement doivent augmenter de 28 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1981, la croissance étant particulièrement rapide dans le cas des dépenses au titre de la construction et de la rénovation de logements. Toutefois, les dépenses d'équipement inscrites au budget sont inférieures à celles de 1981 après la loi de finances rectificative de fin d'année. Afin d'éviter que la stimulation de l'activité économique par le budget n'alimente l'inflation et ne provoque une dégradation du compte extérieur, les autorités ont prévu des mesures visant à renforcer l'expansion des capacités de production et à accorder la priorité à l'augmentation des dépenses qui ne donnent guère lieu à des importations. Les mesures prévues pour encourager l'offre comprennent un doublement, par rapport au budget de 1981, des dépenses au titre des subventions à l'industrie, en particulier pour appuyer l'innovation, l'informatique, les communications, les nouvelles sources d'énergie et l'industrie aérospatiale, ainsi qu'une augmentation de 30 % des autorisations de dépenses destinées à la recherche civile, et de nombreuses mesures budgétaires en faveur des petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur industriel. L'essentiel de l'aide apportée à l'industrie vise à renforcer le remplacement des importations par des produits français et le potentiel à l'exportation du secteur. En outre, les dépenses militaires inscrites au budget doivent augmenter de 17,6 % pour s'établir à 3,9 % du PIB. En raison de l'élargissement du déficit budgétaire et de l'alourdissement des taux d'intérêt sur la nouvelle dette, les dépenses au titre du service de la dette publique augmenteraient de plus de 40 %.

Dans le cadre d'un ensemble de mesures prises peu après la dévaluation du franc au sein du SME, le 4 octobre 1981, les pouvoirs publics ont annoncé le blocage de 16 milliards de francs de dépenses d'investissement prévues dans la loi de finances 1982. Ces dépenses n'auront lieu que si la situation économique le justifie.

Les recettes de l'Etat seront affectées en 1982 par le ralentissement des revenus des ménages et la dégradation des bénéfices des sociétés en 1981, la répercussion intégrale de la hausse des prix à la consommation sur les tranches de l'impôt sur le revenu et par plusieurs relèvements d'impôts. La contraction des matières imposables et une perte de recettes d'environ 16 milliards de francs provenant d'un relèvement uniforme de 13,5 %, au titre de l'inflation, du barème et des allègements applicables à l'impôt sur le revenu auraient abaissé la part des recettes fiscales dans le PIB nominal d'environ 1 point de pourcentage par rapport aux révisions du budget de 1981. Les augmentations délibérées de recettes brutes étant évaluées à quelque 32 milliards de francs, la progression des recettes fiscales totales correspondrait à peu près à celle qui est prévue pour le PIB nominal (17 % par rapport aux résultats estimés de 1981), et la fiscalité d'Etat, déduction faite des redistributions de revenus et des remboursements, resterait pratiquement inchangée, soit environ 18,5 % du PIB. Les mesures prises pour accroître les recettes concernent essentiellement les impôts directs et reflètent les efforts déployés par les autorités pour réduire les inégalités de répartition du revenu et du patrimoine. Les relèvements des impôts directs représentent

environ 20 milliards de francs et résultent essentiellement d'une surtaxe sur les hauts revenus destinée à financer l'indemnisation du chômage, d'un nouvel impôt sur la fortune, d'une taxe sur les frais généraux des sociétés (essentiellement ceux des dirigeants) et de taxes spéciales sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les banques et les compagnies pétrolières. Les mesures prises pour alourdir la fiscalité indirecte d'environ 12 milliards de francs au total devraient non seulement contribuer à la limitation du déficit budgétaire, mais aussi favoriser la restructuration de la consommation puisqu'elles affectent surtout la consommation d'essence, de tabac et d'alcool et l'achat de véhicules automobiles.

b. Les administrations publiques en 1982

En ce qui concerne les administrations publiques, les projections officielles (optique des comptes nationaux) qu'implique la loi de finances pour 1982 prévoient une croissance tant des dépenses que des recettes de quelque 18,5 %. Dans le contexte de l'accroissement du déficit et de taux d'intérêt plus élevés, les paiements au titre des intérêts s'accroîtraient, selon les projections, de plus de 28 % pour s'établir à 4,4 % des dépenses totales. Une nouvelle augmentation prononcée (de presque 20 %) est projetée pour les transferts sociaux, qui représentent plus de la moitié des dépenses consolidées. Bien qu'il soit prévu qu'elle augmente par rapport à l'année précédente, la croissance des dépenses de consommation et des investissements publics resterait inférieure à la moyenne de toutes les dépenses; l'accélération la plus prononcée par rapport aux années antérieures est envisagée pour l'investissement fixe, reflétant une forte augmentation des dépenses d'investissement des collectivités locales, qui représentent environ 80 % de l'investissement du secteur public.

Malgré les relèvements d'impôts, l'augmentation d'environ 16 % projetée pour les recettes fiscales reste inférieure aux projections officielles relatives à la croissance du PIB, en raison surtout de la répercussion intégrale de la hausse de l'indice des prix à la consommation sur l'impôt sur le revenu et de la faiblesse des revenus estimés de l'année précédente, revenus utilisés pour calculer les impôts de 1982. La progression des recettes fiscales indirectes reflète surtout la reprise escomptée de l'activité et la majoration de la taxe sur les produits pétroliers, tandis que le produit des impôts sur le capital bénéficiera de l'adoption de l'impôt sur les grandes fortunes. Du fait de la progression escomptée des revenus et des augmentations des taux de cotisations sociales, le taux de croissance des cotisations sociales doublerait pour se situer à environ 24 % en 1982 (Tableau 19). Cela explique la nouvelle augmentation de la part de l'ensemble des impôts et des cotisations sociales dans le PIB, part qui s'est établie à 40,7 % en 1982 (Tableau 23).

Le déficit des administrations publiques (optique de la comptabilité nationale) devrait, selon les projections officielles, augmenter pour se situer à 83 milliards de francs (2,3 % du PIB) (Tableaux 19 et 23). D'après le concept de budget sans effet sur la conjoncture, ce résultat est l'indice d'une politique budgétaire neutre (Tableau 24).

c. Les collectivités territoriales et le programme de décentralisation

Le programme de décentralisation, qui doit être achevé en 1983, comprend un transfert de compétence de l'administration publique centrale aux collectivités territoriales assorti d'un transfert de ressources qui prendrait la forme soit de l'affectation de certains impôts aux collectivités territoriales, soit du versement à celles-ci de subventions provenant du budget de l'Etat. La réforme modifierait la structure des finances publiques, mais non son poids. Le principe de l'équilibre des budgets des collectivités territoriales subsisterait et les commissaires de la République qui remplacent les préfets seront chargés de son application, les modalités étant toutefois simplifiées. La première loi de décentralisation, promulguée en février 1982, définit le cadre juridique du pouvoir de décision des collectivités territoriales et instaure le contrôle a posteriori de leurs budgets. D'autres textes, qui doivent être soumis au Parlement en 1983, préciseront les répartitions de compétence entre l'Etat et les trois niveaux de collectivités territoriales.

Des progrès dans l'octroi aux collectivités territoriales de subventions émanant du budget de l'Etat ont déjà été réalisés avec le remplacement d'un impôt local par un impôt d'Etat, le versement représentatif de la taxe sur les salaires, pour financer les dépenses de fonctionnement des collectivités. Les fonds s'élèvent à environ 50 milliards de francs en 1982 et viennent s'ajouter aux 7 milliards de francs fournis aux collectivités territoriales dans le cadre de la réglementation de 1975 relative à la restitution de la TVA versée sur les dépenses locales d'investissement. La nouvelle législation autorisera les collectivités territoriales à utiliser librement les dotations globales d'équipement pour le financement de projets locaux ou à des fins d'amortissement. Toutefois, l'Etat restera chargé du contrôle d'importants projets communaux donnant lieu à des engagements financiers concernant d'autres autorités publiques.

Tableau 15. France - Lois de finances, 1980-82 1/

(Présentation administrative; milliards de francs)

	1980			1981		1982
	Loi de finances initiale	Après la loi de finances rectificative fin d'année	Résultats définitifs 2/	Loi de finances initiale	Après la loi de finances rectificative fin d'année	Loi de finances initiale
Dépenses						
Budget ordinaire	525,0	566,0	579,5 3/	617,5	675,8	788,4
Dépenses civiles ordinaires 4/	377,9	402,9	430,1	442,6	480,1	578,1
Dépenses civiles en capital 5/	41,9	57,6	57,4 6/	51,9	72,2	66,2
Dépenses militaires 7/	105,4	105,8	92,1	123,2	123,7	144,4
Solde des comptes d'affectation spéciale	-0,2	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	-0,3
Comptes de prêts et avances 8/	79,0	81,9	81,8	0,1	96,8	109,3
Recettes						
Solde du budget ordinaire	497,9	524,8	544,4	592,1	596,5	704,6
Recettes fiscales	567,7	597,0	597,0	671,2	682,3	797,6
Autres recettes budgétaires	27,8	29,3	50,0 3/	35,1	34,3	41,3
Moins : partage des recettes et remboursements	-97,6	-101,5	-102,6	-114,2	-120,1	-134,3
Comptes de prêts et avances	11,4	87,4	86,6 6/	86,3	100,1	97,7
Solde						
Exécution des lois de finances	-27,2	-41,2	-35,1	-25,4	-79,4	-83,8
Comptes de prêts et avances	-4,0	5,4	4,8	-4,0	3,3	-11,6
Solde global (exécution des lois de finances)	-31,2	-35,8	-30,3	-29,4	-76,0	-95,5

Sources : Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; Ministère de l'économie et des finances-budget, Les Notes bleues; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Transactions avec le FMI et Fonds de stabilisation des changes non comprises.

2/ Les données comprennent les recettes et dépenses relatives aux fonds de concours et à d'autres dispositions qui ne sont pas comprises dans les lois de finances initiales ou rectificatives.

3/ Y compris les fonds de concours, pour un total de 21,1 milliards de francs au titre des dépenses et de 20,7 milliards de francs au titre des recettes en 1980, qui ne sont pas compris dans les lois de finances initiales ou rectificatives.

4/ Traitements, salaires, retraites des vieux travailleurs (y compris les pensions militaires), achats de biens et services à des fins non militaires, intérêts sur la dette publique et transferts.

5/ Investissements et aides à l'investissement.

6/ Y compris 12,4 milliards de francs pour la conversion de la dette de l'électricité de France en participation au capital.

7/ Dépenses ordinaires (y compris traitements et salaires) et dépenses en capital.

8/ Y compris les autres comptes d'affectation spéciale.

Tableau 16. France - Loi de finances 1981

(Présentation administrative; millions de francs)

	Loi de finances initiale	Première loi de finances rectificative 1/ 3 août	Seconde loi de finances rectificative 2/ 28 nov.	Troisième loi de finances rectificative 31 déc.	Quatrième loi de finances rectificative 31 déc.	Budget après la loi de finances rectificative de fin d'année
Dépenses						
Budget ordinaire	617.521	28.282	13.804	13.449	2.751	675.807
Dépenses civiles ordinaires	442.649	25.427	—	10.093	1.976	480.145
Dépenses civiles en capital	51.871	2.698	13.804	3.051	775	72.199
Dépenses militaires	123.211	156	—	305	—	123.672
Solde des comptes d'affectation spéciale	-210	1	—	—	—	-209
Comptes de prêts et avances	90.246	6.942	—	-390	—	96.798
Recettes						
Solde du budget ordinaire	592.104	7.606	—	-3.250	—	596.460
Recettes fiscales	671.168	7.567	—	3.561	—	682.296
Impôt sur le revenu des personnes physiques	135.226	3.315	—	-656	—	137.885
Impôts sur les bénéfices des sociétés	64.660	—	—	5.140	—	69.800
Autres contributions directes	52.710	3.220	—	6.001	—	61.931
Taxe sur la valeur ajoutée	299.130	246	—	-4.376	—	295.000
Douanes (y compris taxe intérieure sur les produits pétroliers)	55.988	816	—	-904	—	55.900
Autres contributions indirectes	63.454	-30	—	-1.644	—	61.780
Autres recettes budgétaires	35.143	39	—	-922	—	34.260
Prélèvement pour financement des collectivités locales	-45.307	—	—	-46	—	-45.353
Prélèvement au profit de la CEE	-23.300	—	—	307	—	-22.993
Remboursements	-45.600	—	—	-6.150	—	-51.750
Comptes de prêts et avances	86.279	20	13.804	—	—	100.103
Solde						
Exécution des lois de finances	-25.417	-20.676	-13.804	-16.699	-2.751	-79.347
Comptes de prêts et avances	-3.967	-6.922	13.804	390	—	3.305
Solde global	-29.384	-27.598	—	-16.309	-2.751	-76.042

Sources : Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; et Ministère de l'économie et des finances-budget, Les Notes bleues.

1/ Y compris les amendements pris par décret du 5 juin 1981.

2/ Conversion des crédits consentis à Usinor et à Sacilor en prises de participation après la nationalisation.

Tableau 17. France - Principaux facteurs affectant l'évolution du budget de l'Etat en 1981 ^{1/}

(Présentation administrative; milliards de francs)

	Première loi de finances rectifi- cative	Troisième loi de finances rectifi- cative	Quatrième loi de finances rectifi- cative	Total
Mesures discrétionnaires				
Modifications des dépenses	12,8	9,0	2,8	24,6
Politique sociale	5,9 ^{2/}	2,7 ^{3/}	—	8,6
Politique de l'emploi	2,8 ^{4/}	—	—	2,8
Politique de l'investissement et aide aux entreprises	4,0 ^{5/}	7,2 ^{6/}	2,8 ^{7/}	14,0
Mesures diverses	—	-0,9 ^{8/}	—	-0,9
Modifications des recettes	7,6 ^{9/}	—	—	7,6
Modifications du solde budgétaire	-5,2	-9,0	-2,8	-17,0
Ajustements des estimations budgétaires				
Modifications des dépenses	22,4 ^{10/}	4,0 ^{11/}	—	26,4
Modifications des recettes	—	-3,3 ^{12/}	—	-3,3
Modifications du solde budgétaire	-22,4	-7,3	—	-29,7
Modification globale du solde budgétaire	-27,6	-16,3	-2,8	-46,7

Source : Ministère de l'économie et des finances-budget, Les Notes bleues.

^{1/} A l'exclusion des inscriptions au second collectif budgétaire portant sur la conversion des crédits consentis à Usinor et Sacilor en prises de participation après la nationalisation.

^{2/} Majoration de 25 % des allocations familiales à compter du 1^{er} juillet; augmentation de 50 % en deux relèvements égaux (1^{er} juillet et 1^{er} décembre) de l'allocation-logement; relèvement de 20 % le 1^{er} juillet des allocations d'invalidité aux personnes âgées et aux adultes handicapés; prestations sociales supplémentaires en faveur des agriculteurs et d'autres catégories; et contribution de l'Etat au financement d'une partie de l'augmentation de 10 % du salaire minimum. L'estimation comprend l'intérêt sur l'augmentation correspondante de la dette publique mais non l'effet (2,6 milliards de francs) sur le déficit de la Sécurité sociale.

^{3/} Indemnisation du chômage et aide aux travailleurs émigrants étrangers.

^{4/} Augmentation de l'emploi dans le secteur public et des crédits affectés aux programmes d'emploi des jeunes et de formation professionnelle.

^{5/} Aide destinée à la construction de 50.000 logements à loyer modéré, à l'augmentation des fonds du FDES et du Fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI), ainsi qu'aux mesures en faveur des économies d'énergie, de la recherche et de projets de politique industrielle.

^{6/} Transferts en capital et subventions de fonctionnement aux entreprises publiques et aide aux entreprises privées ainsi qu'à l'épargne-logement.

^{7/} Différentes formes d'aide aux exploitations agricoles.

^{8/} Représente essentiellement de nouveaux crédits au titre des rémunérations et du coût de la consommation de carburants dans le budget de la défense, ainsi que l'annulation de crédits antérieurs.

^{9/} Majoration temporaire de 25 % des cotisations d'impôt sur le revenu de 1980 supérieures à 100.000 francs, taxe spéciale de 10 % sur les frais généraux des sociétés, taxes spéciales sur les bénéfices exceptionnels des banques et des sociétés pétrolières, augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, modifications des exonérations des impôts sur les successions et les donations, droit de 5 % sur les bénéfices réalisés en 1980 par les sociétés de travail intérimaire et différentes taxes sur les yachts et les hôtels de luxe.

^{10/} Révisions au titre de sous-estimations de dépenses dans la loi de finances initiale : 7 milliards de francs pour le service de la dette publique, les garanties, les bonifications d'intérêts et les subventions aux programmes d'épargne-logement; 4,2 milliards de francs pour les prestations destinées aux chômeurs et aux travailleurs en pré-retraite; 3,2 milliards de francs pour les subventions aux entreprises publiques; 2 milliards de francs pour les prêts consentis par le FDES et 6 milliards de francs pour des subventions et prêts divers aux services sanitaires, à l'agriculture, à la construction navale, à la marine, etc.

^{11/} Ajustements dus à une évolution économique différente de celle initialement projetée, affectant notamment les traitements, les salaires et les retraites.

^{12/} Révisions rendues nécessaires par la surestimation du produit des impôts indirects et la sous-estimation de celui des impôts directs, ainsi que par les allègements et remboursements fiscaux.

Tableau 18. France - Opérations de financement du Trésor, 1979-81 1/

(Sur la base des encaissements-décaissements; milliards de francs)

	1979	1980	Janv.-oct.	
			1980	1981
Solde de l'exécution des lois de finances <u>2/</u>	-29,3	-35,6	-62,4	-97,8
Ressources non monétaires (nettes)	17,0	41,8	50,9	37,6
Ressources obligataires (nettes)	12,6	27,7	27,6	18,5
Emissions sur le marché financier	(15,0)	(31,0)	(31,0)	(25,0)
Amortissements	(-2,4)	(-3,3)	(-3,4)	(-6,5)
Solde des opérations avec les correspondants non monétaires du Trésor <u>3/</u>	15,4	8,7	12,3	27,0
Placement net de bons du Trésor auprès du public	2,6	1,0	0,9	-1,3
Divers (net) <u>4/</u>	-13,6	5,5	10,1	-6,6
Ressources monétaires nettes	12,3	-7,3	11,5	60,2
Engagements nets vis-à-vis d'agents non financiers <u>5/</u>	8,5	6,8	-0,8	3,2
Engagements nets vis-à-vis de banques et d'établissements financiers	3,8	-14,1	12,3	57,0
Banque de France (net) <u>6/</u>	4,2	-14,5	-8,0	6,5
Banques et établissements financiers (net)	-0,4	0,4	20,3	50,5
Dont :				
Placement net de bons du Trésor	(-0,4)	(0,6)	(20,4)	(50,3)

Sources : Conseil national du crédit, Rapports annuels, et données communiquées par les autorités françaises.

1/ A l'exclusion des opérations avec le FMI.

2/ Une fois tenu compte des opérations de termaillage entre exercices financiers, et le crédit le débit du compte du Trésor auprès de la Banque de France des gains ou pertes résultant de la réévaluation des réserves officielles en devises. Une perte de 1,4 milliard de francs a été enregistrée en 1979, tandis que des gains de 6,5 milliards de francs et de 22,3 milliards de francs ont été réalisés en 1980 et 1981, respectivement.

3/ Essentiellement achats de bons du Trésor et dépôts de la Caisse des dépôts et consignations, les comptes chèques postaux non compris.

4/ Y compris les obligations cautionnées.

5/ Essentiellement dépôts des comptes chèques postaux.

6/ Compte tenu des gains ou pertes résultant de la réévaluation des réserves officielles en devises.

Tableau 19. France - Opérations des administrations publiques, 1978-82

(Optique des Comptes de la Nation)

	Milliards de francs 1980	Pourcentage du total 1980	Pourcentage de variation				
			1978	1979	1980	1981 ^{1/}	1982 ^{2/}
Dépenses							
Intérêts effectifs	43,9	3,8	20,9	23,2	21,1	39,6	28,3
Classification fonctionnelle	423,1	35,2	12,9	13,8	15,2	15,7	16,7
Rémunération des salariés	220,7	18,4	12,9	12,5	15,2	14,9	16,6
Consommation intermédiaire	125,2	10,4	16,5	15,6	15,4	18,2	17,2
Investissements	77,2	6,4	9,2	13,9	15,0	14,3	16,4
Dont :							
Capital fixe	(75,0)	(6,2)	(4,4)	(12,4)	(15,3)	(13,0)	(17,3)
Transferts intérieurs	708,3	58,9	17,6	14,8	14,4	19,5	18,7
Prestations sociales	620,8	51,7	18,5	15,8	15,3	19,9	19,7
Autres transferts ^{3/}	87,4	7,3	11,8	8,5	8,7	17,2	11,0
Transferts au reste du monde	24,5	2,0	9,4	17,2	12,4	18,5	16,1
Dépenses totales	1.201,8	100,0	15,8	14,9	14,9	19,0	18,4
Recettes							
Recettes fiscales	639,5	52,8	12,7	17,3	16,8	12,4	15,9
Dont :							
Impôts liés à la production et à l'importation	(397,0)	(32,8)	(15,3)	(18,6)	(11,7)	(10,6)	(15,8)
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	(236,0)	(19,5)	(8,3)	(14,7)	(22,6)	(15,1)	(14,5)
Cotisations de Sécurité sociale	466,2	38,4	14,0	20,4	18,0	11,7	23,7
Production marchande	47,8	3,9	17,5	15,0	12,5	15,1	15,1
Autres recettes	58,6	4,8	5,8	12,4	30,2	3,9	13,0
Recettes totales	1.212,1	100,0	13,0	18,1	17,7	11,8	18,7
(Milliards de francs)							
Soldes financiers							
Administrations publiques centrales	...	...	-27,1	-20,6	-0,9	-50,3	...
Dont :							
Etat	(...)	(...)	(-28,2)	(-23,3)	(-3,1)	(-52,8)	(...)
Administrations publiques locales	...	...	-15,3	-13,1	-16,1	-18,4	...
Administrations de Sécurité sociale	...	...	2,9	17,9	27,3	-5,5	...
Administrations publiques	...	...	-39,5	-15,8	10,4	-74,3	-83,0

Sources : INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980; Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; et données communiquées par les autorités françaises.

^{1/} Estimations officielles.

^{2/} Projections officielles.

^{3/} Essentiellement des subventions.

Tableau 20. France - Opérations de l'Etat, 1978-81

(Optique des Comptes de la Nation)

	Milliards de francs	Pourcentage du total	Pourcentage de variation			
	1980	1980	1978	1979	1980	1981 ^{1/}
Dépenses						
Investissements	11,9	2,1	3,5	10,2	9,6	1,7
Rémunération des salariés	161,4	28,4	13,8	11,3	15,5	14,5
Consommation intermédiaire	36,3	9,9	12,1	24,0	13,0	20,4
Prestations sociales	71,2	12,5	15,1	13,5	6,6	16,6
Autres transferts ^{2/}	241,6	42,5	18,0	15,8	14,6	20,5
Divers ^{3/}	26,6	4,7	24,5	25,4	22,7	54,9
Dépenses totales	569,0	100,0	15,7	15,2	13,9	19,5
Recettes						
Recettes fiscales ^{4/}	510,7	90,3	12,3	18,4	17,5	11,5
Biens et services	12,7	2,3	11,9	3,5	14,0	15,0
Divers	42,5	7,5	8,4	10,1	38,9	1,4
Recettes totales	565,9	100,0	12,0	17,4	18,8	10,8
(Milliards de francs)						
Solde financier	...	...	-28,2	-23,3	-3,1	-52,8

Sources : INSEE; Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980; Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; et données communiquées par les autorités françaises.

^{1/} Estimations officielles.

^{2/} Transferts courants et transferts en capital.

^{3/} Impôts, primes d'assurance et paiements d'intérêts.

^{4/} Nettes des recettes versées à d'autres niveaux d'administration.

Tableau 21. France - Opérations des collectivités locales, 1978-81

(Optique des Comptes de la Nation)

	Milliards de francs 1980	Pourcentage du total 1980	Pourcentage de variation		
			1978	1979	1980 1/
Dépenses					
Investissements	60,1	27,3	3,1	13,6	17,4
Rémunération des salariés	49,8	22,6	18,2	17,0	15,0
Consommation intermédiaire	41,8	19,0	14,5	14,5	19,7
Prestations sociales	27,1	12,3	15,8	6,2	12,6
Autres transferts 2/	21,5	9,8	13,0	7,3	12,7
Divers 3/	20,2	9,2	18,6	17,8	20,3
Dépenses totales	220,5	100,0	12,3	13,2	16,4
Recettes					
Recettes fiscales 4/	126,0	61,6	15,5	15,8	15,9
Transferts publics 5/	36,4	17,8	12,1	16,7	14,3
Biens et services	25,6	12,5	12,5	17,1	20,2
Divers 6/	16,3	8,0	18,1	13,8	13,9
Recettes totales	204,4	100,0	14,7	15,9	16,0
Solde financier	...	...	-15,3	-13,1	-16,1
					-18,4

(Milliards de francs)

Sources : INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980; Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Estimations officielles.

2/ Transferts courants et transferts en capital.

3/ Impôts, primes d'assurance et paiements d'intérêts.

4/ Y compris les recettes versées à d'autres niveaux d'administration.

5/ Aide à l'investissement et transferts courants.

6/ Y compris les intérêts, les primes d'assurance, les transferts courants, et les transferts en capital.

Tableau 22. France - Opérations de la Sécurité sociale, 1978-81

(Optique des Comptes de la Nation)

	Milliards de francs 1980	Pourcentage du total 1980	Pourcentage de variation			
			1978	1979	1980	1981 ^{1/}
Dépenses						
Assurance-vieillesse	217,2	39,2	17,5	16,0	14,4)	
Assurance-maladie	176,3	31,8	19,5	17,1	15,9)	
Prestations familiales	68,0	12,3	18,1	14,5	18,1)	20,7
Assurance-chômage	33,5	6,1	46,2	42,6	40,7)	
Accidents	22,4	4,0	13,3	10,6	10,4)	
Autres dépenses ^{2/}	37,5	6,7	18,8	12,0	15,9	13,1
Total des dépenses	554,8	100,0	19,1	16,7	16,6	20,2
Ressources						
Cotisations effectives à la charge des employeurs	339,8	58,4	14,4	16,6	15,7	13,3
Cotisations effectives à la charge des salariés	125,6	21,6	13,6	30,2	24,5	7,2
Cotisations des travailleurs non salariés ^{3/}	33,6	5,8	15,5	27,5	19,2	13,2
Transferts courants entre administrations publiques	69,1	11,7	28,0	21,8	21,7	23,7
Autres recettes	14,0	2,5	4,4	-1,8	-2,1	24,3
Total des ressources	582,1	100,0	15,3	20,3	17,9	13,6
(Milliards de francs)						
Solde financier	...	...	2,9	17,9	27,3	-5,5
Dont :						
Régime général	...	...	-7,5	4,2	13,2	...
Dont :						
Assurance-chômage	...	...	(-0,4)	(0,6)	(2,2)	(...)
Régimes spéciaux	...	...	1,4	3,1	3,7	...
Régimes statutaires	...	...	3,3	3,9	1,9	...
Régimes complémentaires	...	...	5,4	6,1	6,4	...

Sources : INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980; Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; et données communiquées par les autorités françaises.

^{1/} Estimations officielles.

^{2/} Y compris les rémunérations des salariés, les dépenses de biens et services, les transferts et les dépenses d'investissement.

^{3/} Cotisations des travailleurs indépendants ou sans emploi.

Tableau 23. France - Indicateurs de l'importance relative du secteur public, 1978-82

(Optique des Comptes de la Nation; pourcentage du PIB)

	1978	1979	1980	1981 <u>1/</u>	1982 <u>2/</u>
Secteur des administrations publiques <u>3/</u>					
Dépenses	42,6	42,9	43,6	46,1	46,7
Impôts et cotisations sociales	37,1	38,6	40,1	40,0	40,7
Dont :					
Cotisations sociales	(15,3)	(16,2)	(16,9)	(16,8)	(17,8)
Solde financier	-1,9	-0,7	0,4	-2,4	-2,3
Etat					
Dépenses	20,4	20,5	20,7	21,9	...
Recettes	17,3	17,9	18,5	18,5	18,4
Solde financier	-1,3	-1,0	-0,1	-1,7	...
Pour mémoire :					
Soldes financiers du secteur des administrations publiques					
Allemagne	-2,7	-2,9	-3,4	-4,5	...
Italie	-9,7	-10,0	-8,7	-11,6	...
Royaume-Uni	-4,3	-3,2	-3,5	-2,5	...
Pays-Bas	-4,4	-5,0	-5,8	-6,7	...
Belgique	-7,2	-9,1	-12,1	-15,9	...

Sources : INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980; Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; et Département Europe, FMI.

1/ Estimations officielles pour la France et estimations des services du Fonds.

2/ Prévisions officielles.

3/ Y compris les administrations publiques centrales, les collectivités locales et les caisses de sécurité sociale.

Tableau 24. France - Incidence sur la conjoncture des opérations
du secteur public, 1978-82

(Optique des Comptes de la Nation)

	1978	1979	1980	1981 1/	1982 2/
(Pourcentage du PIB)					
Solde financier effectif					
Administrations publiques					
centrales	-1,3	-0,9	—	-1,8	...
Dont :					
Etat	(-1,3)	(-1,0)	(-0,1)	(-1,7)	(...)
Administrations publiques					
locales	-0,7	-0,5	-0,6	-0,6	...
Administrations de					
sécurité sociale	0,1	0,7	1,0	-0,2	...
Administrations publiques	-1,9	-0,7	0,4	-2,4	-2,3
Incidence sur la conjoncture 3/					
Administrations publiques					
centrales	1,6	1,0	-0,2	1,1	...
Dont :					
Etat	(1,4)	(1,0)	(-0,2)	(0,9)	(...)
Administrations publiques					
locales	-0,3	-0,5	-0,5	-0,7	...
Administrations de					
sécurité sociale	-0,1	-0,7	-1,2	-0,4	...
Administrations publiques	1,2	-0,2	-1,9	—	—
Variations de l'incidence sur					
la conjoncture 3/					
Administrations publiques					
centrales	0,7	-0,4	-1,5	1,1	...
Dont :					
Etat	(0,7)	(-0,3)	(-1,1)	(1,1)	(...)
Administrations publiques					
locales	-1,2	-0,2	-0,1	-0,2	...
Administrations de					
sécurité sociale	0,5	-0,6	-0,1	0,7	...
Administrations publiques	1,0	-1,2	-1,7	1,6	—

Sources : IMSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation, 1980; Assemblée nationale, Projet de loi de finances pour 1982, Rapport économique et financier; données communiquées par les autorités françaises et calculs des services du Fonds.

1/ Sur la base des estimations officielles.

2/ Sur la base des prévisions officielles.

3/ L'effet conjoncturel est calculé en soustrayant le solde financier effectif du solde financier sans effet sur la conjoncture. Ce dernier est calculé au moyen de la projection des dépenses correspondant à la croissance du PIB potentiel et d'une projection des recettes correspondant à la croissance du PIB effectif, tous deux exprimés en valeur réelle.

IV. Politique et évolution monétaires

1. Evolution en 1981 1/

a. L'objectif monétaire

L'objectif monétaire fixé pour 1981 autorisait une augmentation de la masse monétaire (M_2) de 10 % pendant l'année, reflétant ainsi l'intention des autorités de contenir les tensions inflationnistes. Il représentait un ralentissement d'un point par rapport à l'objectif de l'année précédente, mais correspondait globalement à l'expansion réelle de M_2 qui s'était située à 9,7 % en 1980 (Tableaux 25 et 26). A supposer une expansion régulière de M_2 en 1981, l'objectif impliquait un accroissement moyen d'une année à l'autre, d'environ 11 %. Ainsi, compte tenu d'une projection officielle simultanée de croissance du PIB nominal de 12,3 % en 1981, il était prévu une accélération de la vitesse de circulation par rapport au revenu de M_2 de plus de 1 %, soit un taux quelque peu supérieur à celui enregistré en 1980.

Lorsqu'elles ont établi l'objectif pour 1981, les autorités escomptaient que la contribution à la croissance de M_2 de l'évolution des réserves officielles nettes et du financement monétaire du déficit budgétaire par le Trésor serait maintenue à son niveau de 20 milliards de francs prévu pour 1980 2/. En outre, compte tenu de l'évolution escomptée pour 1981 des émissions d'obligations et des ressources propres des institutions financières 3/ ainsi que d'autres facteurs divers agissant sur la croissance de M_2 4/, il avait été conclu que la réalisation de l'objectif monétaire exigeait une limitation de l'expansion des concours à l'économie de caractère bancaire à quelque 10 % 5/. Ce chiffre est à rapprocher de l'augmentation projetée correspondante de 11 % et d'un accroissement réel de 14,5 % en 1980 5/.

1/ Pour une description des institutions financières et des instruments de la politique monétaire, voir France - Evolution récente de l'économie (SM/81/36, 13/2/81).

2/ Ces deux contributions s'étaient chiffrées au total à 18 milliards de francs en 1980.

3/ Elles sont toutes les deux déductibles de l'expansion du crédit bancaire assujéti aux plafonds de croissance en vertu de l'encadrement.

4/ Reflétant surtout les engagements des banques intérieures, vis-à-vis de banques et correspondants étrangers, qui résultent de la distribution de crédits en devises à l'économie.

5/ Après élimination du biais statistique attribuable à la création, fin 1980, de deux institutions bancaires, le Crédit d'équipement des PME (CEPME) et la Banque populaire fédérale de développement (BPDF), qui ont succédé à deux institutions financières non bancaires.

Afin de contenir la croissance du crédit bancaire dans la limite retenue pour 1981, les autorités ont resserré les plafonds de croissance du crédit pour la majorité des institutions assujetties à l'encadrement (Tableau 27). Par contre, devant la faible expansion en 1980 des crédits préférentiels qui ne sont que partiellement astreints à l'encadrement (Tableau 28), il a été décidé d'abaisser le pourcentage de l'augmentation de ces crédits tombant sous le coup des plafonds de 50 % pour la dernière partie de 1980 à 40 % en 1981.

b. Evolution monétaire

En 1981, le rythme et le comportement de l'évolution des flux monétaires et financiers se sont sensiblement modifiés par rapport à l'année précédente. La croissance de tous les principaux agrégats monétaires s'est considérablement accélérée pendant la première partie de 1981. Bien que la croissance de la masse monétaire se soit ralentie puisque son taux annuel corrigé des variations saisonnières est tombé de 22,5 % en avril/mai à quelque 7 % en juin, elle s'est de nouveau accélérée au cours des deux mois suivants, portant le rythme moyen annuel à 17,7 % de janvier à août 1981 (Tableau 25). La préférence pour la liquidité s'est sensiblement accrue avec l'approche de la période électorale, mouvement qui s'est traduit par une accélération de la croissance des disponibilités monétaires (M_1) qui est passée d'environ 7 % en 1980 à un taux annuel de quelque 19 % pendant la période de janvier à mai 1981. En outre, étant donné que la libération des taux d'intérêt sur les dépôts à terme depuis le milieu de 1979 a permis de rémunérer certains dépôts à un taux proche de ceux du marché monétaire, la forte hausse des taux d'intérêt à court terme à compter de mars 1981 a suscité un placement de capitaux, tant de la part des particuliers que des investisseurs institutionnels, en dépôts à terme plutôt qu'en dépôts d'épargne et en valeurs mobilières.

Quant à l'origine de l'expansion monétaire, l'augmentation des réserves officielles en devises a continué de renforcer la masse monétaire en début d'année, mais ce mouvement s'est renversé par la suite (Tableau 29). Le financement monétaire du déficit budgétaire, qui avait exercé un effet modérateur sur la croissance de M_2 pendant la majeure partie de 1980, est devenu une source importante de croissance monétaire en 1981. En dépit d'une augmentation prononcée de l'absorption par le Trésor de ressources non monétaires émanant de ses correspondants, essentiellement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), due à l'élargissement du déficit et à la faiblesse du marché des obligations, les emprunts monétaires du Trésor, qui se sont situés à 50,5 milliards de francs pendant les huit premiers mois de 1981, ont représenté environ le double du montant réalisé un an auparavant. La croissance des crédits à l'économie de caractère bancaire s'est accélérée à compter du milieu de 1980 et a continué à un rythme annuel moyen d'environ 19 % pendant les huit premiers mois de 1981. Cette évolution a cependant été affectée par la baisse du franc, essentiellement vis-à-vis du dollar E.U., qui a renforcé la valeur en devises des crédits accordés. Les crédits bancaires en francs à des résidents privés se sont accrus d'une année sur l'autre d'un peu

moins de 14 % (Tableau 30). En outre, le comportement des crédits à l'économie de caractère bancaire s'est profondément modifié. Pendant l'ensemble de 1980, ces crédits se sont accrus sensiblement plus vite qu'on ne l'avait prévu lors de la fixation de l'objectif monétaire. Néanmoins, ce mouvement n'a engendré qu'une faible contribution inescomptée à l'expansion de la masse monétaire (Tableau 25). La vive expansion du marché des valeurs mobilières a permis aux banques d'accroître substantiellement leurs émissions d'obligations, ce qui a ouvert un champ supplémentaire à l'expansion du crédit hors plafonds tout en absorbant des avoirs monétaires d'institutions non bancaires. En outre, le sentiment général étant que le taux de change du franc augmenterait, les crédits bancaires en devises ont fait l'objet d'une forte demande. Ils échappent à l'encadrement et se sont accrus de quelque 55 % en 1980 (Tableau 28). Toutefois, l'expansion des crédits en devises n'est pas allée de pair avec une évolution correspondante des dépôts auprès des banques intérieures, mais en partie avec un accroissement des engagements bancaires vis-à-vis de banques et correspondants étrangers. Du début de 1981 jusqu'en août, la contribution des crédits bancaires à la croissance de M_2 a été exacerbée par une décélération, puis un fléchissement, de l'absorption des avoirs monétaires par la voie des ressources non monétaires des banques. On a pu remarquer, notamment, un fléchissement des ressources bancaires pouvant être empruntées auprès de la CDC, dans le contexte d'un ralentissement des dépôts de cette dernière et d'une expansion de sa contribution au financement du déficit budgétaire. En outre, tandis que la forte expansion continue des crédits bancaires en devises s'était accompagnée d'un accroissement exceptionnellement rapide des engagements bancaires vis-à-vis de banques et correspondants étrangers pendant le premier trimestre de 1981, cette relation s'est renversée par suite du retournement ultérieur des anticipations relatives aux taux de change (Tableau 29).

Début septembre, la rémunération servie sur les dépôts à terme et les certificats de dépôt a été fortement limitée. En outre, les taux d'intérêt à court terme ont sensiblement baissé après le réaligement au sein du SME début octobre. Les investisseurs ont transféré des fonds de dépôts à terme et de certificats de dépôt vers les dépôts à vue et les comptes d'épargne et, de façon plus significative encore, vers les obligations. De ce fait, pendant les quatre derniers mois de 1981, la croissance de M_2 a décéléré pour se situer à un taux annuel estimé à moins de 2 %, abaissant le taux pour l'ensemble de l'année à 12 %. Ce taux correspondant à une augmentation annuelle moyenne d'environ 12,5 %, le coefficient de liquidité de 1981 est resté en gros celui de l'année précédente (Tableau 31). L'agrégat M_2R (masse monétaire résidente) sur lequel n'exerce pratiquement pas d'effets la réévaluation des dépôts en devises (détenus fondamentalement par les non-résidents) s'est accru de 11,5 % entre la fin de 1980 et celle de 1981.

Une augmentation des réserves extérieures officielles nettes entre août et décembre a contribué à l'expansion de la masse monétaire, attribuable en partie à la réévaluation des réserves en devises. Pendant l'ensemble de l'année, l'effet de l'évolution des réserves officielles

nettes a modéré l'expansion de M_2 d'environ 2 points (27,7 milliards de francs) ou de 3,5 points (50 milliards de francs) si l'on exclut la réévaluation des avoirs officiels en devises. Bien que le financement monétaire du déficit budgétaire pendant la dernière partie de 1981 ait été modéré par la reprise du marché financier, les opérations du Trésor pendant l'ensemble de l'année ont accru la masse monétaire de 2,5 points, ou de 4 points avant que le compte du Trésor auprès de la Banque de France ne soit crédité du produit de la réévaluation des réserves officielles en devises. Les concours à l'économie de caractère bancaire ont baissé entre août et décembre, entraînant une augmentation d'environ 15,5 % pendant l'ensemble de l'année. Si ce rythme a excédé celui qu'impliquait l'objectif monétaire initial, il a néanmoins représenté un léger ralentissement par rapport à l'année précédente. La croissance des crédits bancaires accordés à des résidents privés, crédits qui sont peu affectés par la réévaluation des avoirs en devises, s'est ralentie, passant de 15,7 % en 1980 à 13,3 % en 1981. L'absorption d'avoirs monétaires due à l'utilisation par les banques de ressources non monétaires ne s'est accrue que de 5,5 % en 1981, contre environ 40 % en 1980 (Tableau 25).

c. Le marché des valeurs mobilières et les flux financiers

Les modifications du comportement des flux financiers entre 1980 et la majeure partie de 1981 concernent également les implications de l'expansion monétaire pour l'économie et l'efficacité des plafonds de croissance du crédit. En 1980, le ralentissement de l'expansion de la masse monétaire ne s'est pas accompagné d'une limitation proportionnelle des ressources financières à l'économie. La vitesse par rapport au revenu de la masse monétaire, telle que l'exprime la baisse du coefficient de liquidité indiquée au Tableau 31, s'est accrue d'environ 1 %. Ce mouvement a été fortement stimulé par l'expansion de l'intermédiation financière directe entre, d'une part, les ménages et, d'autre part, le Trésor et les entreprises, par le canal du marché des valeurs mobilières, et par l'expansion de l'intermédiation indirecte sur les circuits non monétaires, essentiellement par les ménages achetant des effets émis par le système bancaire (Tableaux 32 et 33). Le transfert opéré des avoirs liquides vers des titres est venu surtout de l'élargissement de la différence de taux d'intérêt entre les investissements financiers à court terme et à long terme. Alors que les taux d'intérêt à court terme ont diminué légèrement en 1980, les autorités ont laissé les rendements des obligations augmenter et ils ont été positifs en valeur réelle pendant l'ensemble de l'année. La différence de rémunération a été encore accentuée par la réglementation étant donné que, malgré l'évolution du taux d'inflation, les taux d'intérêt de l'épargne-logement n'ont pas été modifiés et l'impôt prélevé à la source sur les revenus d'intérêts des avoirs liquides anonymes a été majoré. Le redémarrage des ventes d'obligations a été aussi renforcé par un recours plus fréquent du Trésor au marché des obligations, effort visant à contenir le financement monétaire du déficit budgétaire, et par une modification du comportement des émetteurs qui les a conduits à préférer les échéances à plus court terme et les obligations à taux d'intérêt variables.

Un renversement de la structure des flux financiers a été en grande partie responsable du ralentissement de la vitesse par rapport au revenu de la monnaie au premier semestre de 1981. La contraction notable, par rapport à l'année précédente, de l'émission de titres et de leur poids dans la formation de capital financier a été provoquée par divers facteurs. La préférence pour la liquidité s'est accentuée avec l'approche des élections nationales, renforcée par un changement prononcé dans la courbe des rendements dont ont bénéficié les placements financiers à court terme. Tandis qu'au début de l'année les achats d'obligations ont été freinés par le fait que les investisseurs anticipaient un affermissement des rendements, les emprunteurs ont, par la suite, hésité à émettre des obligations à taux d'intérêt fixes car ils s'attendaient que les taux baissent rapidement. En outre, les achats d'obligations par des non-résidents ont été affectés par un renversement des anticipations de taux de change à la suite du résultat des élections. De ce fait, les ventes d'obligations des huit premiers mois de 1981 ont diminué pour se situer à quelque 55 milliards de francs contre environ 78 milliards de francs pendant la même période de 1980 (Tableau 32).

Etant donné le peu d'activité du marché des valeurs mobilières, les entreprises ont dû recourir davantage au financement bancaire. Simultanément, la latitude laissée aux banques et établissements financiers pour prêter à l'économie en dehors de l'encadrement a été limitée par la situation sur le marché des obligations et par le fait qu'un pourcentage important de capitaux à long terme pouvant être obtenus d'institutions financières non bancaires a été accaparé par le financement du déficit budgétaire. Pour atténuer l'effet de la dégradation de la situation financière sur les petites et moyennes entreprises et pour stimuler les investissements prioritaires dans des domaines tels que la création d'emplois, les exportations, l'innovation technique et les économies d'énergie, les autorités ont à plusieurs reprises élargi le champ d'application des crédits bonifiés accordés à ces fins, crédits non astreints à l'encadrement. En outre, si jusqu'en mai les banques ont pu, comme lors des années précédentes, utiliser les marges restantes dans le cadre des plafonds alors applicables à la croissance du crédit, ces réserves étaient quasiment épuisées dès le mois de juin. La prime de désencadrement (perçue sur les cessions entre banques de marges inutilisées) a augmenté pour atteindre environ 6,5 % dès août, niveau le plus élevé depuis la fin de 1974. En outre, un certain nombre de banques ont excédé leur plafond de croissance du crédit et sont tombées de ce fait sous le coup des taux de pénalisation des réserves obligatoires minimums (Tableau 34). Un resserrement des conditions du crédit vers le milieu de l'année s'est en outre reflété dans les enquêtes sur les possibilités d'accès des entreprises au crédit. En raison de cette évolution, les autorités ont relevé en plusieurs étapes les plafonds de crédits de la majorité des banques pour juin et chaque mois suivant jusqu'à la fin de l'année (Tableau 27). Selon les estimations, le montant des crédits supplémentaires ainsi dégagés permettrait une expansion d'environ 0,5 point de pourcentage des concours à l'économie de caractère bancaire et de la masse monétaire pour l'ensemble de 1981.

La détente du marché financier s'est accentuée vers la fin de l'année grâce surtout à une reprise prononcée du marché des obligations. Etant donné la normalisation de la courbe des rendements qui a suivi les mesures visant à limiter la rémunération des dépôts à terme et des certificats de dépôt début septembre, et un abaissement des taux d'intérêt à court terme après le réaligement du SME début octobre, le volume moyen mensuel d'émissions d'obligations a pratiquement doublé de septembre à décembre par rapport aux huit mois précédents. Par suite, les émissions brutes d'obligations ont augmenté en 1981 et ont atteint quelque 107 milliards de francs, volume proche du record de 1980 (Tableau 32). Le renforcement du marché des obligations a profité au financement non monétaire tant du déficit budgétaire que, par l'intermédiaire des institutions financières, des besoins d'emprunt du secteur privé. La forte expansion des émissions d'obligations des institutions financières en 1981 est venue en partie d'un revirement très net en faveur des obligations à taux d'intérêt variables. Ce dernier type d'obligations a représenté presque 20 % des émissions totales de 1981 contre moins de 6 % l'année précédente.

L'évolution du marché des valeurs mobilières en 1981 a été influencée par la période électorale et le programme de nationalisation du nouveau gouvernement. Une fois connu le résultat des élections présidentielles, les cours se sont effondrés et les opérations boursières ont été interrompues pendant 48 heures. Si les cours se sont bien ressaisis par la suite, l'indice de l'INSEE sur les valeurs mobilières françaises avait baissé à la fin de l'année d'environ 15 % par rapport à la fin de 1980. Les opérations ont été suspendues sur les actions des sociétés visées par le programme de nationalisation pendant la période où les autorités ont délibéré de l'indemnisation des détenteurs. Néanmoins, l'émission de nouvelles actions a progressé plus régulièrement pendant l'année que les émissions d'obligations et elle a atteint un total de 23,3 milliards de francs en 1981 contre 21 milliards de francs l'année précédente (Tableau 32). Les progrès des émissions d'actions, qui ont profité surtout aux petites et moyennes entreprises non cotées en bourse, sont venus de la Loi Monory (1978) qui consent des encouragements fiscaux aux sociétés augmentant leur capital et, dans certaines limites, aux souscripteurs d'actions de sociétés françaises.

d. Taux d'intérêt

En matière de taux d'intérêt, les principaux objectifs sont de soutenir la position du franc sur les marchés des changes et d'encourager les placements en valeurs mobilières plutôt qu'en avoirs monétaires. Pendant la majeure partie de la période qui s'est écoulée depuis le début de 1981, c'est le premier objectif qui a prévalu en raison de l'évolution des taux d'intérêt à l'étranger et d'autres facteurs affectant les taux de change. Le net affermissement des taux d'intérêt en Allemagne fin février et les vives pressions que le franc a subies ensuite sur les marchés des changes ont incité les autorités à relever substantiellement les taux d'intérêt à court terme. Le taux d'intervention de la Banque de France

sur le marché monétaire pour les avances à sept jours contre bons du Trésor a été porté de 10,8 en janvier à 22 % en juin en plusieurs étapes. Le taux du marché monétaire à trois mois est passé pendant la même période de 11,4 % à près de 19 % (Tableau 35). Ce mouvement s'est accompagné de l'augmentation parallèle du taux de base bancaire, qui est passé de 12,3 % à 17 %, tandis que les taux (librement négociables) des dépôts à terme de plus de 100.000 francs à échéances minimales d'un mois et des dépôts à terme de plus d'un an ont suivi étroitement la hausse des taux du marché monétaire. Bien que les taux d'intérêt à long terme se soient aussi affermis, l'écart positif d'environ 3,5 points entre les rendements des obligations privées et le taux du marché monétaire à trois mois s'est progressivement rétréci en janvier, et il était devenu négatif en juin d'environ un point.

Le calme revenant sur les marchés des changes, la Banque de France a progressivement abaissé son taux d'intervention sur le marché monétaire. Ce processus a été interrompu avec la réapparition de pressions sur le franc en août et septembre, mais il repris après le réaligement, le 4 octobre, des monnaies du SME, de telle sorte qu'en février 1982 le taux sur les avances à sept jours s'était replié à 15,4 %. La réduction des réserves minimums obligatoires fin juin (Tableaux 34 et 36) a contribué à la détente sur le marché monétaire et le taux à trois mois s'était replié à 14,5 % en février 1982.

Le 3 septembre, la réglementation s'appliquant à la rémunération des dépôts à terme et des certificats de dépôt des résidents a été renforcée, restreignant la libre négociation des taux aux dépôts de plus de 500.000 francs à échéances supérieures à six mois et aux dépôts de plus d'un an. En conséquence, bien que les rendements des obligations aient progressivement diminué (tombant à 17,1 % pour les obligations privées en février 1982), l'investissement en obligations est devenu beaucoup plus intéressant que les placements financiers à court terme. En outre, la décision a aidé les autorités à abaisser le taux de base des banques, qui n'est plus, depuis octobre, que de 14 %.

Du fait de pressions renouvelées s'exerçant sur le franc au sein du SME depuis la mi-mars 1982, la Banque de France a de nouveau été contrainte de relever les taux du marché monétaire. Majoré en plusieurs étapes, le taux d'intervention sur les avances à sept jours aux banques a atteint 20 % à la fin du mois de mars.

2. Politique monétaire pour 1982

a. L'objectif monétaire

Les autorités restent résolues à réguler l'expansion monétaire afin d'appuyer la lutte contre l'inflation. Dans le contexte de la projection officielle d'une croissance de 17 % du PIB nominal, l'objectif monétaire est de 12,5 à 13,5 % pour la croissance de M_2 en 1982. La contrainte qu'implique l'objectif monétaire apparaît moins prononcée si l'on se réfère au ralentissement escompté de la hausse des prix par suite

des mesures prises par les autorités après le réalignement d'octobre 1981 au sein du SME. Pour la première fois, l'objectif pour 1982 a été exprimé sous forme de fourchette de croissance monétaire acceptable, en raison surtout des incertitudes quant à la vigueur de la reprise économique. En ce qui concerne les principaux flux financiers sous-jacents au choix de l'objectif, les autorités escomptent que le déficit des opérations courantes sera financé essentiellement par l'emprunt extérieur, mais une contribution importante devra résulter d'emprunts à l'étranger pour le compte d'entreprises publiques. Les possibilités de financement monétaire des besoins d'emprunt du Trésor qui sont fournies par le choix de cet objectif, de même que celles que présente une reprise de l'activité du secteur privé, sont perçues en liaison avec une nouvelle croissance escomptée des ressources monétaires, essentiellement par l'intermédiaire du marché des obligations. L'expansion du financement monétaire du déficit budgétaire devrait s'accroître, tandis que celle des concours à l'économie de caractère bancaire devrait, selon les projections, se ralentir quelque peu par rapport à 1981.

Comme au cours des années antérieures, les autorités comptent utiliser le plafond de croissance du crédit comme instrument principal de régulation de l'expansion monétaire en 1982. De nouveaux plafonds ont été fixés pour le premier semestre, dans l'ensemble assez proches de ceux applicables un an plus tôt, et les modalités ont été modifiées pour simplifier la fixation de plafonds et permettre de mieux peser sur l'expansion du crédit (Tableau 27). En particulier, la pratique antérieure qui consistait à assujettir aux plafonds un certain pourcentage des augmentations des crédits non astreints aux réserves minimums obligatoires a été abandonnée en faveur de leur intégration complète dans l'encadrement, bien que des normes spécifiques s'appliquent dans leur cas (Tableau 27).

b. Le marché des valeurs mobilières

La réalisation de l'objectif monétaire dans le contexte d'une reprise prévue de l'activité économique suppose que le marché des valeurs mobilières restera bien orienté. L'assurance de rendements réels positifs des obligations, de même que le maintien du plafonnement de la rémunération des dépôts à terme et d'encouragements fiscaux ainsi que la tendance à l'accroissement de la part des obligations à taux d'intérêt variables, devrait garantir une nouvelle expansion du marché des obligations. L'émission d'obligations à taux d'intérêt variables, garanties par l'Etat, en échange des titres d'anciens actionnaires des entreprises nouvellement nationalisées, entraînera une restructuration des portefeuilles. Etant donné les conditions attirantes des émissions d'obligations indemnitaires, aucune perturbation du marché n'en est escomptée.

Le programme de nationalisation touche environ 20 % des titres cotés en bourse ou environ 30 % si l'on inclut ceux des filiales. Afin d'atténuer la contraction du marché due aux nationalisations, des mesures sont actuellement à l'étude pour élargir l'accès des sociétés au marché financier en particulier, notamment par l'inscription en bourse de

petites et moyennes entreprises. En outre, l'émission de nouvelles actions sera vraisemblablement renforcée par la prolongation des encouragements fiscaux qu'accorde la Loi Monory.

c. Nationalisation des banques

La loi du 13 février 1982 a nationalisé 39 banques et deux compagnies financières. La loi prenait effet immédiatement en ce qui concerne 17 banques inscrites à la cote officielle et la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et la Compagnie financière de Suez. Les 22 banques restantes seront incorporées dans le secteur public à compter du 1^{er} juillet 1982. L'indemnisation des actionnaires se fait par échange d'actions contre des obligations garanties par l'Etat, émises par la Caisse nationale des banques qui vient d'être créée.

Les banques nouvellement nationalisées représentent environ 10 % des dépôts de l'ensemble des institutions financières. Avec leur inclusion, la part du secteur public passe à environ 76 % 1/. Le reste des dépôts est détenu à raison de 21 % par les institutions de caractère mutualiste et coopératif, le solde de 3 % étant essentiellement représenté par de petites banques privées et des filiales de banques étrangères. Le secteur élargi des institutions financières contrôlées par l'Etat représente environ 75 % des crédits à l'économie, tandis que les parts des mutuelles et coopératives et des banques privées sont d'environ 18 % et 7 %, respectivement.

1/ Les institutions financières du secteur public se composaient antérieurement des trois banques commerciales nationalisées, de la CEPME, de la Banque française du commerce extérieur, de la Banque de France, du Trésor, des comptes chèques postaux et des institutions financières publiques et semi-publiques non bancaires, telles que les caisses d'épargne, le Crédit foncier de France et le Crédit national.

Tableau 25. France - Objectifs monétaires, 1980-81
(Fin de période; milliards de francs) 1/

	1980		1981						
	Objectif (projection)	Résultat (projection)	Objectif (projection)	Résultat prélimi- naire		Résultat Audit			
						Mars	Mai	Juin	Septembre
							Corrigé des variations saisonnières 2/		Novembre
Masse monétaire (M ₂)	1.427,9 (11,0)	1.411,4 (9,7)	1.552,5 (10,0)	1.580,9 (12,0)	1.422,3 (16,5)	1.471,3 (18,9)	1.479,4 (16,8)	1.515,7 (16,5)	1.526,3 (12,6)
Contreparties de M ₂									
Avoirs extérieurs (net) 3/	220,1	218,0	238,0	247,5	243,4	222,5	231,9	223,5	253,7
Créances sur le Trésor public (net)	(10,0)	(9,0)	(9,2)	(13,5)	(25,2)	(-7,7)	(1,6)	(-3,8)	(11,2)
Créances sur l'économie	1.314,8 (12,6)	1.319,6 (13,0)	...	1.549,7 (17,4)	1.339,7 (25,5)	...	1.402,3 (22,7)	1.451,8 (20,1)	...
Coactions à l'économie de caractère bancaire 4/	1.503,0 (11,4)	1.548,0 (16,3)	1.733,5 (12,0)	1.790,7 (15,7)	1.520,0 (24,6)	1.616,3 (20,5)	1.628,7 (18,6)	1.677,6 (16,6)	1.723,2 (16,7)
Moins : ressources non monétaires	-188,2 (14,6)	-228,4 (39,1)	...	-241,0 (5,5)	-243,0 (10,1)	...	-236,4 (-2,0)	-238,0 (0,4)	...
Moins : divers (net) 5/	-107,0 (31,9)	-126,2 (55,8)	...	-216,3 (71,4)	-160,8 (159,4)	...	-154,8 (49,3)	-159,6 (36,0)	...

Sources : Conseil national du crédit, Rapport annuel et Statistiques mensuelles; Banque de France, Bulletin trimestriel; INSEE, Tendances de la conjoncture et Bulletin mensuel de statistiques; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Les chiffres entre parenthèses représentent les pourcentages de variation par rapport aux résultats à la fin de l'année précédente.

2/ Pourcentage de variation par rapport aux résultats fin 1980 aux taux annuels corrigés des variations saisonnières et donc comparables avec l'objectif monétaire correspondant.

3/ Chiffres non corrigés des variations saisonnières.

4/ Y compris le CPMF et la BPF.

5/ Y compris les engagements bancaires à l'égard de banques et de correspondants étrangers.

Tableau 26. France - Situation monétaire, 1978-81

(Définitions nationales : pourcentage de variation au cours des douze mois précédents; fin de période)

	1980	1978	1979	1980	1981			
	(Milliards de francs)				I	II	III	IV 1/
Agrégats monétaires								
Masse monétaire (M_2) 2/	1.411,4	12,2	14,4	9,7	10,8	13,1	13,2	12,0
Dont :								
Disponibilités monétaires (M_1) 3/	691,6	11,1	12,2	6,9	8,4	11,6	15,9	14,7 4/
Disponibilités quasi monétaires 5/	719,8	13,5	16,8	12,6	13,0	14,6	10,7	9,6 4/
Ensemble des liquidités de l'économie (M_3) 6/	2.027,3	13,5	14,5	10,4	11,4	13,0	12,6	11,9 4/
Contreparties de M_2								
Avoirs extérieurs (net) 7/	88,2	20,3	13,1	40,0	51,6	-13,6	-23,0	-7,1
Crédits intérieurs (net)	1.449,4	10,0	13,2	11,1	13,2	17,1	17,1	18,4
Dont :								
au Trésor public	129 8	2,8	9,9	-5,3	-7,6	14,4	13,0	27,6
à l'économie 8/ 9/	1.319,6	11,0	15,9	13,0	16,1	17,5	17,6	17,4
Moins : Divers (net)	-126,2	13,2	27,2	55,8	83,5	51,8	35,9	71,4
Pour mémoire :								
Monnaie de réserve	193,3	12,2	6,6	15,4	13,5	20,4	18,6	5,8 4/
Masse monétaire (M_2), moyennes de la période considérée	1.314,4	13,2	13,4	11,6	11,4	12,8	14,0	12,4
Agrégats selon les définitions de SFI								
Masse monétaire (M_2)	1.347,4	12,2	13,9	8,3	9,5	11,9	11,9	11,3
Crédits intérieurs	1.485,0	8,8	14,0	12,3	14,3	15,4	14,7	15,8
Masse monétaire (M_2), moyennes de la période considérée	1.264,3	13,9	13,0	10,7	9,9	11,6	12,7	11,8 4/

Sources : Banque de France, Bulletin trimestriel; Conseil national du crédit, Statistiques mensuelles; FMI, Statistiques financières internationales; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Données préliminaires.

2/ Agrégats servant à exprimer l'objectif annuel de croissance de la masse monétaire pendant l'année. Taux fixé à 12,5 % pour 1977, 12 % pour 1978, 11 % pour 1979 et 1980 et 10 % pour 1981.

3/ Couvrant les institutions suivantes : Banque de France (y compris le Fonds de stabilisation des changes), banques inscrites, établissements financiers, sociétés de crédit mutuel, banques populaires, Crédit agricole, Banque française du commerce extérieur, les comptes de chèques des particuliers auprès du Trésor et les comptes chèques postaux. Les données comprennent également les dépôts des non-résidents non bancaires qui ne sont pas pris en compte dans SFI.

4/ Statistiques de novembre.

5/ Les disponibilités quasi monétaires comprennent les dépôts à terme, les livrets d'épargne, les comptes et plans d'épargne-logement et les bons de caisse des institutions énumérées à la note 3. Ces disponibilités comprennent également les dépôts à terme des non-résidents non bancaires, mais excluent les dépôts à vue en devises des résidents, qui sont inclus dans M_1 .

6/ M_3 diffère de M_2 principalement par les institutions qu'elle couvre, incluant également les caisses d'épargne (notamment la Caisse nationale d'épargne gérée par les PIT et la Caisse nationale de l'énergie. En outre, M_3 comprend les bons du Trésor détenus par le secteur non financier.

7/ Avoirs nets détenus par la Banque de France seulement, à l'exclusion des modifications de la valeur de l'or et de l'Ecu ainsi que des allocations de DTS.

8/ Y compris les créances sur les non-résidents non bancaires; non compris les prêts de caractère non monétaire.

9/ Y compris le CEPME et la BPFD.

Tableau 27. France - Seuils d'application des réserves supplémentaires 1/, 1980-82

(Base, 2 janvier = 100)

	Indice de croissance par rapport à la base de référence						Créances nées à court terme sur l'étranger, toutes institutions
	Banques et établissements financiers			Banques et établissements financiers de petite taille			
	1 ^{ère} catégorie 3/	2 ^{ème} catégorie 4/	3 ^{ème} catégorie 5/	2 ^{ème} catégorie 4/	3 ^{ème} catégorie 5/		
1 ^{er} janvier	98	100	101	102	103	104	
1 ^{er} septembre	99,5	102,5	104	104,5	106	107	
1 ^{er} décembre	100	102,5	105,5	106,5	109,5	111	
1 ^{er} mars	103,5	106	107	110	111	114	
1981 6/							
1 ^{er} mars	98	99	101	101	103	104	
1 ^{er} juin	98,5 (99)	101 (101,5)	102,5 (103)	103 (103,5)	104,5 (105)	107	
1 ^{er} juillet	99 (100)	101 (102)	103 (104)	105 (106)	107 (108)	109	
1 ^{er} août	98,5 (99,5)	100,5 (101,5)	103,5 (104,5)	104,5 (105,5)	107,5 (108,5)	110	
1 ^{er} septembre	99 (101)	101 (102)	104 (105)	105 (106)	108 (109)	111	
1 ^{er} octobre	100 (102)	102 (103)	105 (105,5)	106 (107)	109 (109,5)	112	
1 ^{er} novembre	100,5 (102,5)	103 (104)	106 (106)	107 (108)	110 (110)	113	
1 ^{er} décembre	102,5 (104,5)	105 (105)	107 (107)	109 (109)	111 (111)	114	
	Banques et établissements financiers			Banques et établissements financiers de petite taille		Plafonds spéciaux, toutes institutions 7/	
	Catégorie A 8/	Catégorie B 5/		Catégorie A 8/	Catégorie B 5/		
1982							
1 ^{er} janvier	99,5	100,5	101,5	102,5		102	
1 ^{er} février	100,0	101,0	102,0	103,0		103	
1 ^{er} mars	100,5	101,5	102,5	103,5		104	
1 ^{er} avril	101,0	102,0	103,0	104,0		105	
1 ^{er} mai	101,0	102,5	103,0	104,5		106	
1 ^{er} juin	101,5	103,5	103,5	105,5		107	

Sources : Banque de France, Bulletin trimestriel, et instructions à l'Association française des banques.

1/ Les plafonds de crédit s'appliquent à tous les crédits et prêts qui sont soumis à des réserves ordinaires. Depuis 1978, certains encours non soumis à des réserves ordinaires (c'est-à-dire le financement à l'exportation à moyen et à long terme, certains types de crédit au logement et à l'investissement) ont été progressivement intégrés au plafond général. En vertu de cette procédure, les banques et les établissements financiers doivent ajouter aux montants assujettis à un plafond un pourcentage spécifique ("taux de réintégration") de l'accroissement de ces crédits. En 1978, le taux était de 15 %; il était ensuite de 20 % (jusqu'à la fin octobre) et de 30 % (en novembre et en décembre) en 1979; de 40 % (jusqu'à la fin mars), de 50 % (d'avril à décembre pour toutes les catégories, à l'exception de certains crédits au logement) et de 100 % (d'avril à décembre pour certains crédits au logement) en 1980; et il a été de 40 % pour toutes les catégories à l'exception de certains crédits au logement jusqu'à la fin de 1981. Des plafonds distincts sont fixés pour le Crédit agricole. En 1982, les crédits antérieurement assujettis à une réintégration partielle sont pleinement assujettis au plafond à des taux spéciaux.

2/ Banques et établissements financiers dont les encours soumis à la constitution de réserves ne dépassaient pas 200 millions de francs le 1^{er} juillet de l'année précédente. En outre, depuis 1979, les institutions dont les avoirs totaux ne dépassaient pas 100 millions de francs sont exonérées de réserves ordinaires si leurs fonds propres équivalent à au moins 10 % de leurs encours.

3/ Banques dont les encours soumis à la constitution de réserves dépassaient 9 milliards de francs le 1^{er} juillet 1980.

4/ Autres banques et établissements financiers à l'exclusion des institutions spécialisées dans les ventes et achats à tempérament.

5/ Institutions spécialisées dans les ventes et achats à tempérament.

6/ Les plafonds de croissance des crédits ont été modifiés le 17 juin pour la fin du mois de juin, le 20 juillet pour la fin du mois de juillet et du mois d'août et le 10 septembre pour la fin des quatre derniers mois de 1981. Les nouveaux plafonds sont indiqués entre parenthèses.

7/ Applicables à la majorité des crédits non soumis à la constitution de réserves ordinaires. Les prêts conventionnés peuvent s'accroître dans la limite de la norme générale augmentée de 80 % de l'accroissement enregistré en 1980 ou 1981.

8/ Toutes les banques et établissements financiers à l'exclusion des institutions spécialisées dans les ventes et achats à tempérament.

Tableau 28. France - Application des réserves supplémentaires, 1979-81

(Fin de période)

	1980	En	1979	1980 1/	1981
	Milliards de francs	pourcentage du total des concours à l'économie		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente	Novembre
Créances sur le Trésor public 2/					
Créances, contrepartie de M ₂	129,8	...	9,9	-5,3	40,0
Créances des institutions financières non bancaires	54,1	...	26,4	13,3	39,7 3/
Concours à l'économie 2/	2.370,4	100,0	15,0	13,6	10,0
Entièrement assujettis à un plafond	1.005,1	42,4	8,9	10,0	...
Partiellement assujettis à un plafond	197,0	8,3	29,9	5,3	...
Non assujettis à un plafond	1.168,3	49,3	18,1	14,4	...
Concours à l'économie de caractère bancaire	1.548,0	65,3	15,3	14,5	15,7
Dont :					
Contrepartie de M ₂	(1.319,6)	(55,7)	(15,9)	(13,1)	(15,6)
Ressources non monétaires 4/	(228,4)	(9,6)	(11,8)	(24,2)	(16,1)
Entièrement assujettis à un plafond	990,2	41,8	8,9	14,3	...
Partiellement assujettis à un plafond 5/	195,6	8,2	29,8	5,3	...
Non assujettis à un plafond	362,2	15,3	29,3	19,9	...
Dont :					
Prêts en devises	(124,2)	(5,2)	(18,9)	(55,4)	(46,2)
Dont :					
Aux résidents	(34,3)	(1,4)	(2,4)	(103,0)	(21,6)
Concours à l'économie de caractère non bancaire 6/	822,4	34,7	14,3	11,6	10,1 3/
Entièrement assujettis à un plafond	14,9	0,6	6,8	18,3	...
Non assujettis à un plafond	807,5	34,1	14,3	11,6	...

Sources : Conseil national du crédit, Rapport annuel et Statistiques mensuelles; Banque de France, Bulletin trimestriel; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Après élimination de l'effet de la création du CEFME et de la BPFM.

2/ Les créances sur les autorités publiques autres que l'Etat sont incluses dans les crédits à l'économie.

3/ Données de septembre.

4/ Engagements nets vis-à-vis des autres institutions financières, obligations émises par les banques et opérations en capital nettes des immobilisations.

5/ En raison d'une réintégration partielle qui a commencé en 1978. Les crédits intégrés dans le plafond se sont établis à 5,2 milliards de francs en 1978, 9,8 milliards de francs en 1979 et 16,1 milliards de francs en 1980.

6/ Institutions de crédit spécialisées et Trésor.

	1980	1981 1/	1980			1981		
			3ème tri- mestre	4ème tri- mestre	1er tri- mestre	2ème tri- mestre	3ème tri- mestre	
Agrégats monétaires			Variations en glissement exprimées en pour- centage après élimination des facteurs saisonniers					
Masse monétaire (M ₂)	9,7	12,0	2,4	2,2	3,9	4,0	2,5	
Dont :								
Disponibilités monétaires (M ₁)	6,8	14,7 2/	2,4	1,9	2,5	4,4	6,2	
Disponibilités quasi monétaires	12,6	9,6 2/	2,2	3,8	3,7	4,1	-1,2	
Ensemble des liquidités (M ₃)	10,4	11,9 2/	2,6	2,5	3,7	3,5	2,3	
Contreparties de M₂								
Avoirs extérieurs (net) 3/	40,0	-7,1	4,0	16,7	13,6	-37,3	-7,3	
Créances sur le Trésor public (net)	-4,8	27,6	-1,2	-2,9	0,9	18,1	-2,2	
Concours à l'économie bancaire 4/	13,0	17,4	3,5	2,5	5,8	4,7	3,5	
Crédits à l'économie de caractère bancaire 4/	16,3	15,7	3,9	4,9	5,7	3,1	3,0	
Moins : Ressources non monétaires	39,1	5,5	7,3	18,0	2,4	-2,7	0,7	
Moins : Divers (net) 5/	55,8	71,4	10,2	8,0	26,9	-3,7	3,1	

Sources : Banque de France, Bulletin trimestriel; INSEE, Bulletin mensuel de statistique; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Données préliminaires.

2/ De novembre 80 à novembre 81.

3/ Non corrigés des variations saisonnières.

4/ Y compris le CEPME et la BPDF.

5/ Y compris les engagements bancaires à l'égard de banques et de correspondants étrangers.

Tableau 30. France - Répartition de l'encours des crédits par objets économiques, 1979-81

(Pourcentage de variation au cours des douze mois précédents; fin de période)

	1980		1979	1980	1981		
	Milliards de francs	Pourcen- tage			Mars	Juin	Sept.
Crédits à l'économie de caractère bancaire 1/	1.372,6	65,1	14,0	17,3	17,0	18,2	17,7
Dont :							
Court terme	(504,1)	(23,9)	(6,9)	(13,0)	(15,0)	(14,7)	(14,1)
Moyen et long termes	(861,4)	(39,9)	(18,4)	(18,7)	(18,3)	(19,7)	(19,3)
Crédits au secteur privé de caractère bancaire 2/	1.342,2	63,7	14,1	17,4	17,1	18,3	17,9
Entreprises 3/	745,2	35,3	7,1	16,6	17,0	15,9	16,3
Fonds de roulement	320,9	15,2	4,8	16,1	14,1	9,5	10,3
Investissements	275,2	13,0	8,7	20,4	21,9	22,9	21,1
Exportations	80,7	3,8	8,4	14,1	12,0	12,7	17,8
Divers 4/	68,4	3,3	10,1	8,2	18,0	23,4	23,9
Ménages	400,8	19,1	25,7	14,8	12,4	12,3	11,5
Fonds de roulement	56,3	2,7	31,9	5,4	5,1	11,9	12,9
Habitat 5/	326,4	15,5	24,1	15,9	13,7	11,9	11,6
Divers	18,1	0,9	38,5	25,7	13,8	21,1	6,6
Autres résidents	8,9	0,4	2,6	—	-9,2	13,0	34,4
Non-résidents	187,3	8,9	21,8	28,2	29,9	42,5	37,4
Crédits bancaires aux administrations publiques 6/	30,4	1,4	10,6	11,8	11,8	12,3	11,5
Crédits à l'économie de caractère non bancaire 1/	736,2	34,9	13,8	8,5	8,3	8,6	9,4
Crédits au secteur privé	545,1	25,8	13,6	8,4	7,2	7,6	8,4
Crédits aux administra- tions publiques 6/	191,1	9,1	14,3	8,6	11,7	11,4	12,2
Total des crédits à l'économie 1/	2.108,8	100,0	13,9	14,1	13,8	14,7	14,6
Total des crédits au secteur privé	1.887,3	89,5	13,9	14,7	14,1	15,0	14,9
Résidents	1.695,0	80,4	13,2	13,4	12,4	12,2	12,5
Non-résidents	192,3	9,1	21,7	27,7	29,4	41,7	36,8
Total des crédits aux adminis- trations publiques 6/	221,5	10,5	13,8	9,1	11,7	11,5	12,2
Pour mémoire :							
Crédits au Trésor public							
Dont :							
Crédits bancaires	(129,8)	(...)	(9,9)	(-5,3)	(-7,6)	(14,4)	(13,0)
Crédits à l'exportation 7/	178,6	...	14,3	22,2	14,9	16,3	20,7
Crédits à des résidents particuliers en francs	1.150,9	...	13,2	14,2	13,8	13,7	13,9

Sources : Conseil national du crédit, Statistiques trimestrielles et Statistiques mensuelles; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ A l'exclusion des crédits au Trésor public.

2/ Les crédits au secteur privé excluent le crédit-bail, les conditions de paiement et les crédits divers (qui constituent la rubrique "autres concours"), mais incluent le crédit aux non-résidents non bancaires et les sources non monétaires.

3/ Sociétés et entrepreneurs individuels.

4/ A l'exclusion des crédits à l'habitat accordés aux particuliers.

5/ Y compris les concours aux entrepreneurs individuels.

6/ A l'exclusion du Trésor public. Constitués en quasi-totalité de crédits à moyen et long termes.

7/ Résidents et non-résidents.

Tableau 31. France - Evolution du ratio de liquidité 1/, 1970-81

(Pourcentage)

	Ratio de liquidité		Variations par rapport à la période précédente	
	Définition nationale	SFI	Définition nationale	SFI
1970	41,2	39,9	-0,9	-5,0
1971	43,5	42,4	2,3	6,1
1972	45,9	44,8	2,4	5,9
1973	46,3	45,3	0,4	0,9
1974	46,8	46,3	0,5	2,3
1975	48,0	46,7	1,2	0,9
1976	48,7	47,3	0,7	0,6
1977	48,8	47,2 2/	0,1	-0,1 2/
1978	48,7	47,2	-0,1	-2/
1979	48,3	46,8	-0,4	-0,4
1980	47,7	45,9	-0,6	-0,9
1981 3/	47,8	...	0,1	...

Sources : Conseil national du crédit, Rapport annuel et Statistiques mensuelles; FMI, Statistiques financières internationales; estimations des services du Fonds.

1/ Niveau moyen pendant la période considérée de la masse monétaire (M_2) en pourcentage du PIB.

2/ Nouvelle série.

3/ Estimations officielles.

Tableau 32. France - Émission de valeurs mobilières dans le public, 1978-81

(Milliards de francs)

	1978	1979	1980	1981	1980 Janvier-Juillet	1981 Septembre-Décembre
Obligations (brut)	57,82	65,48	111,67	106,59	77,83	33,84
Administrations publiques 1/	19,79	20,25	36,36	28,85	23,97	12,39
Dont :						
État	(13,50)	(15,00)	(31,00)	(25,00)	(20,50)	(10,50)
Institutions financières	27,54	30,78	59,00	64,81	44,08	14,92
Sociétés non financières	9,62	13,62	15,2 1/	12,43	9,08	6,13
Dont :						
Grandes entreprises nationales	(6,97)	(10,37)	(11,93)	(7,95)	(7,30)	(4,63)
Émissions étrangères	0,87	0,83	1,10	0,50	0,70	0,40
Actions et parts de sociétés (brut)	14,32	14,36	21,05	23,30	11,68	9,37
Ensemble des valeurs mobilières (brut) 2/	72,14	79,84	132,72	129,89	89,51	43,21
Parte de sociétés d'investissement à capital variable (SICAV)						
SICAV-obligations	0,72	2,04	1,52	1,59 3/	...	...
SICAV-valeurs diversifiées	3,87	3,84	5,95	4,41 3/	...	...
Total (net)	4,59	5,88	7,47	6,00 3/	2,21	5,26
						6,00 4/

Sources : Banque de France, Bulletin trimestriel; Conseil national du crédit, Statistiques mensuelles et Statistiques trimestrielles; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Y compris les Postes, télécommunications et télédiffusions (PTT).

2/ Non compris les émissions des SICAV.

3/ Janvier-septembre.

4/ Septembre.

Tableau 33. France - Structure des placements financiers, 1978-81

	1980	1978	1979	1980	1980	1981
	Milliards de francs				Janvier-Septembre	
		Pourcentage du total				
Ensemble des liquidités (M_3)	190,6	76,2	78,3	63,0	45,4	62,6
Liquidités non monétaires (M_3-M_2)	65,6	27,4	23,7	21,7	14,9	11,7
Masse monétaire (M_2)	125,0	48,8	54,6	41,3	30,5	50,9
Disponibilités quasi monétaires (M_2-M_1)	80,7	25,9	30,9	26,7	31,6	21,6
Disponibilités monétaires (M_1)	44,3	22,9	23,7	14,6	-1,1	29,3
Obligations	90,8	18,1	16,8	30,0	46,4	29,8
Actions	21,1	5,7	4,9	7,0	8,2	7,6
Total	302,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Conseil national du crédit, Rapport annuel et Statistiques mensuelles; et données communiquées par les autorités françaises.

Tableau 34. France - Principaux facteurs affectant l'évolution et les sources de la liquidité bancaire, 1980-81

(Variations en milliards de francs) 1/

	1980				1981			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Origines de la liquidité bancaire								
Avoirs extérieurs (nat)	6,0	5,9	2,3	12,1	5,7	-35,4	-15,0	16,1
Concours de la Banque de France au Trésor	9,9	-13,9	12,5	-18,3	22,5	0,8	-4,3	-7,3
Concours de la Banque de France aux banques	-10,4	13,9	-15,3	18,1	-25,0	41,2	16,0	-7,5
Concours à taux fixes	1,6	4,0	2,0	3,1	2,7	2,9	3,2	3,5
Concours à taux variables	-12,0	9,9	-17,3	15,0	-27,7	37,4	14,5	-8,3
Réabsorption du produit de la mobilisation des crédits à l'exportation à moyen terme	--	--	--	--	--	0,9	-1,7	-2,7
Facteurs autonomes (net)	-2,9	-0,6	-0,9	6,2	-3,1	-2,5	-2,8	4,9
Total	2,6	5,3	-1,4	18,1	0,1	4,1	-6,1	6,2
Emplois de la liquidité bancaire								
Billets en circulation	-1,3	5,6	-0,3	2,4	-0,7	11,3	0,8	6,0
Variations des réserves bancaires	3,9	-0,3	-1,1	15,7	0,8	-7,2	-6,9	0,2
A l'exclusion des variations des réserves obligatoires	3,9	-0,3	-1,1	0,2	0,8	8,3	-6,9	0,2
Dont :								
Réserves supplémentaires 2/	(3,1)	(-1,0)	(-1,2)	(-0,7)	(--)	(0,8)	(0,4)	(--)
Dues aux variations des réserves obligatoires	--	--	--	15,5	--	-15,5	--	--
Total	2,6	5,3	-1,4	18,1	0,1	4,1	-6,1	6,2

Sources : Banque de France, Bulletin trimestriel; et données communiquées par les autorités françaises.

1/ Les périodes courent du 21^{ème} jour du mois au 20^{ème} jour du mois suivant le dernier mois du trimestre.

2/ Destinées à pénaliser les institutions dont les encours de crédit dépassent les normes applicables.

Tableau 35. France - Principaux taux d'intérêt, 1977-81

(Pourcentage annuel)

	1977 Déc.	1978 Déc.	1979 Déc.	1980 Sept.	1980 Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Taux pratiqués par									
La Banque de France									
Taux d'escompte officiel 1/	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
Taux d'escompte réduit 2/	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
Taux d'intervention sur le marché monétaire 3/	9,0	6,625	12,125	11,5	10,75	12,5	22,0	19,5	17,5
Taux du marché monétaire 4/									
Taux de l'argent au jour le jour	9,30	6,67	12,17	11,37	10,88	11,72	19,93	17,78	15,46
Taux à trois mois	9,86	6,67	12,59	11,83	11,56	12,57	18,92	17,59	15,26
Taux du marché financier 5/									
Taux des prêts	11,70	10,27	12,92	14,05	14,08	15,29	17,98	17,88	17,33
Taux bancaire de base	9,3	8,8	11,50	12,25	12,25	12,75	17,00	14,50	14,00
Effets de commerce 6/	12,80	12,30	15,10	15,90	15,90	16,40	20,89	18,40	17,90
Découvert et avances 7/	13,50	13,00	15,68	16,43	16,43	16,93	21,49	18,98	18,48
Taux des dépôts 8/									
Dépôts à terme 9/	5,5	5,5	5,5	6,5	6,5	6,5	6,5	7,5	8,5
Livrets d'épargne 10/	6,5	6,5	6,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	8,5
Taux de l'eurodollar 11/									
	7,19	11,69	14,50	13,94	17,75	15,41	17,91	17,79	13,33

Sources : Banque de France, Bulletin trimestriel; Conseil national du crédit, Statistiques mensuelles; FMI, Statistiques financières internationales; Morgan Guaranty Trust Co., International Financial Markets; et données communiquées par les autorités françaises.

- 1/ Le taux s'applique également au réescompte d'effets représentatifs de crédits à l'exportation à court terme (maximum de 18 mois) et de crédits à l'exportation à moyen terme consentis aux pays de la Communauté européenne.
- 2/ S'applique au réescompte d'effets représentatifs de crédits à l'exportation à moyen terme à destination de pays autres que ceux de la Communauté européenne.
- 3/ Taux maximum du mois. Jusqu'en septembre 1980 pour les achats au jour le jour d'effets de commerce et à compter de décembre 1980 pour les avances à 7 jours contre satisfaction de bons du Trésor.
- 4/ Taux moyen quotidien interbancaire.
- 5/ Rendement des obligations du secteur privé sur le marché secondaire (avant impôts).
- 6/ Effets réescomptables; à l'exclusion d'une commission bancaire de 1 à 2 points de pourcentage; moyennant entre les deux taux maximum et minimum, supposant un écart de 5 à 6 points de pourcentage.
- 7/ A l'exclusion d'une commission mensuelle imputée sur le solde quotidien le plus élevé.
- 8/ Les dépôts à vue ne sont pas rémunérés.
- 9/ Jusqu'au 3 septembre 1981, un an sur les montants de 100.000 francs et moins; à compter du 3 septembre 1981, un an sur les montants égaux ou inférieurs à 200.000 francs.
- 10/ La rémunération des livrets A de Caisse d'épargne, qui sont plafonnés à 49.000 francs, est exonérée d'impôts sur le revenu. Sur les autres types d'épargne, l'intérêt après impôts est de 3,9 %.
- 11/ Taux mensuel moyen à trois mois (Londres).

Tableau 36. France - Réserves obligatoires 1/, 1974-81

(Pourcentage)

Date effective des changements	Sur les exigibilités 2/				Sur les concours distribués par les banques et établissements financiers
	Dépôts à vue		Autres exigibilités 3/		
	Résidents	Non- résidents	Résidents	Non- résidents	
1974					
21 janvier	16,0	—	7,0	—	33,0 <u>5/</u>
21 juin	17,0	—	6,0	—	—
21 août	17,0	—	4,0	—	—
1975					
21 janvier	15,0	—	—	—	—
21 juin	11,0	—	—	—	—
21 septembre	2,0	—	—	—	—
1976					
21 octobre	2,0	—	—	—	0,5
1978					
21 octobre	4,0	—	—	—	0,5
1980					
11 janvier	4,0	—	—	—	0,5
21 novembre	4,5	5,0	0,5	5,0	1,75
1981					
16 mai	5,5	5,0	1,0	5,0	1,75
21 mai	5,5	—	1,0	—	1,75
30 juin	4,25	—	0,5	—	0,1

Source : Banque de France, Bulletin trimestriel.

1/ Les réserves obligatoires ordinaires sur les opérations de banque libellées en francs sont constituées sous la forme de dépôts non rémunérés à la Banque de France. En plus de ces réserves sur les exigibilités, les banques sont tenues de placer un montant calculé en pourcentage de la plupart de leurs exigibilités (dépôts à vue; dépôts à terme de moins de trois ans; livrets d'épargne, à l'exception des comptes d'épargne-logement). Jusqu'au 11 janvier 1980, les banques devaient placer un montant égal à 7 % de ces exigibilités dans un portefeuille minimum d'effets représentatifs de crédits à moyen terme mobilisables si la fraction des exigibilités dépassait 50 millions de francs. Depuis cette date, un montant égal à seulement 5 % de ces exigibilités doit être placé et l'abattement a été porté de 50 à 200 millions de francs.

2/ Dépôts détenus par les banques; si les réserves obligatoires n'excèdent pas 15 millions de francs, le taux est réduit de moitié.

3/ Dépôts à moins de trois ans, livrets d'épargne (à l'exception de l'épargne-logement) et exigibilités représentées par les comptes des banques établies à l'étranger.

4/ Réserves que doivent constituer les banques et les établissements financiers sur les opérations de crédit et de crédit-bail. Depuis décembre 1972, des réserves supplémentaires sont utilisées afin d'appliquer l'encadrement du crédit. Le taux augmente en fonction de la catégorie de l'institution et du montant de crédit dépassant le plafond en vigueur. Depuis le 21 octobre 1976, les crédits en devises, les crédits à l'exportation à moyen et à long terme, certains types de crédits au logement et à l'investissement ne sont plus soumis à la constitution de réserves ordinaires, ainsi que le crédit financé au moyen de sources non monétaires.

5/ Taux en vigueur depuis le 21 novembre 1972.

V. Taux de change et balance des paiements

1. Taux de change et compétitivité internationale

De la fin de 1976 à la fin de 1979, le franc s'est apprécié de 24 % par rapport au dollar E.U. et s'est déprécié de 12 % par rapport au mark allemand (Tableau 38). Pendant cette période, le taux de change effectif du franc (calculé d'après le Modèle de taux de change multilatéral) a augmenté de 6 %. De la fin de 1979 à la fin de 1980, cette tendance s'est renversée et le franc s'est déprécié de 11 % vis-à-vis du dollar et il s'est apprécié vis-à-vis du mark allemand de 0,7 % tout en baissant en valeur effective de 3,7 %.

A l'intérieur du SME, à la suite du premier réaligement (septembre 1979) et jusqu'en mars 1981, le franc s'est trouvé dans une position relativement forte, évoluant généralement à la limite supérieure de la marge de fluctuation (Graphique 3). Dans l'ensemble, cette fermeté a reflété la position favorable de la balance des paiements de la France, notamment comparée à celle de l'Allemagne, et le niveau relativement élevé des taux d'intérêt intérieurs (Graphique 4). Le bon comportement du franc a également conduit les autorités à assouplir la réglementation des changes en juin 1980.

Le franc a commencé à s'affaiblir quelque peu fin février 1981 lorsque les taux d'intérêt allemands ont été relevés à la suite des taux américains. De fortes pressions à la baisse provoquées par des sorties spéculatives de capitaux d'un montant élevé se sont manifestées après les élections présidentielles de mai 1981, et le franc est tombé à la limite inférieure de la marge du SME, l'indicateur de divergence tombant parfois en dessous du seuil d'intervention. Le nouveau gouvernement a réagi vigoureusement; des interventions massives sur le marché des changes ont eu lieu tandis que les taux d'intérêt intérieurs étaient très fortement majorés, les réserves obligatoires sur les dépôts des non-résidents ont été levées et la réglementation des changes a été renforcée. A la suite de l'adoption de ces mesures, le franc s'est stabilisé et il est resté au milieu de la marge de fluctuation, ce qui a permis à la Banque de France de baisser quelque peu ses taux d'intérêt.

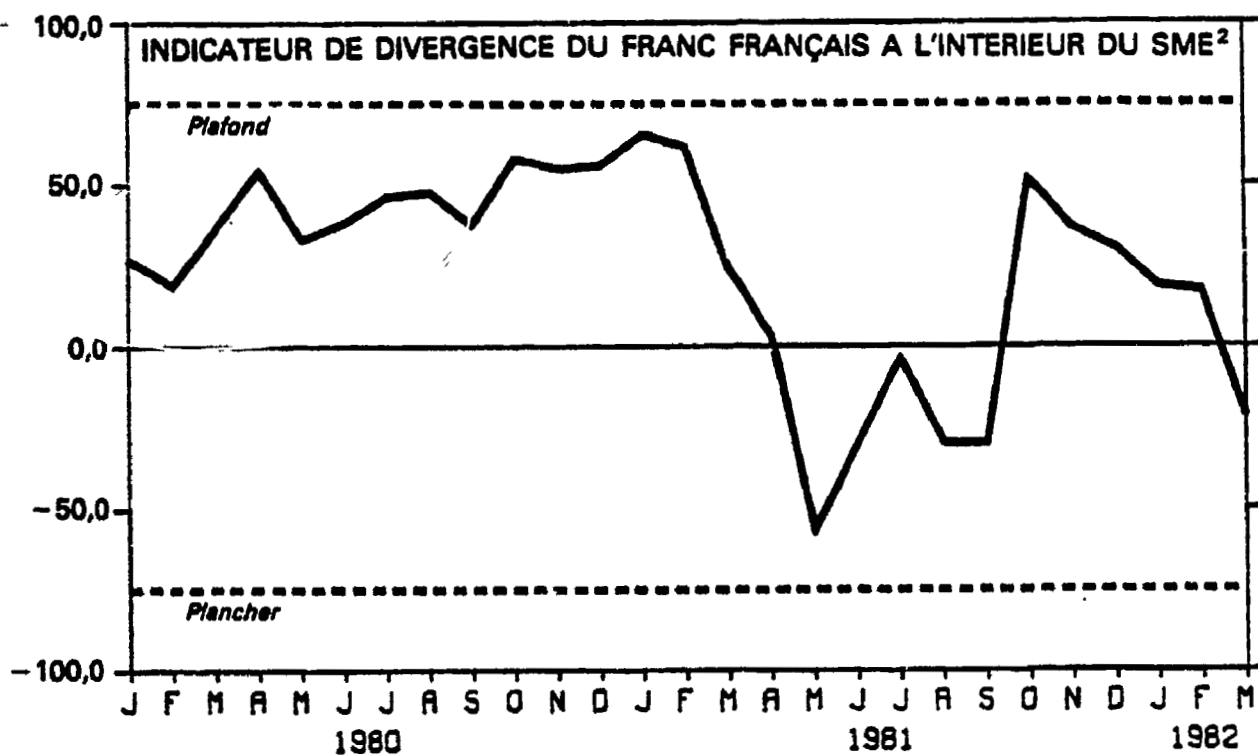
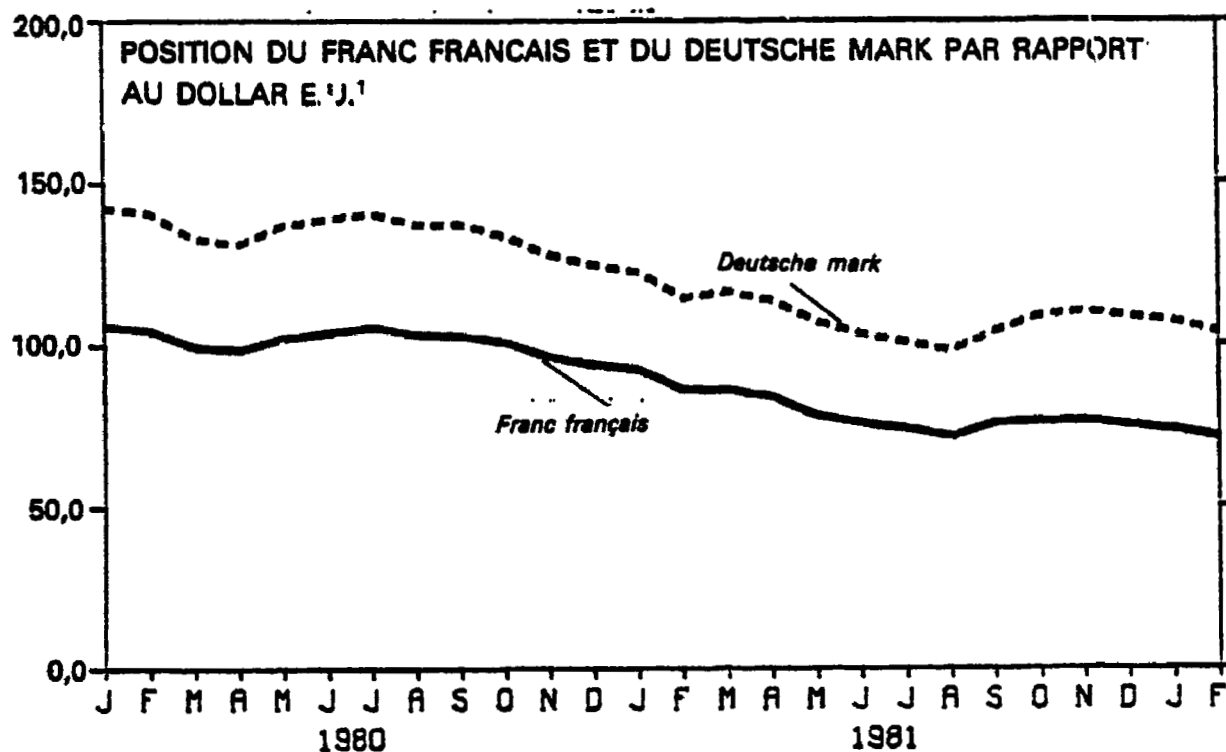
Toutefois, les pressions ont repris au cours des deux premières semaines d'août, les marchés anticipant généralement un réaligement au cours des congés du 15 août. Les pressions se sont modérées pendant la seconde quinzaine d'août mais, entraînées par la hausse du deutsche mark par rapport au dollar E.U., elles se sont réintensifiées pendant la troisième semaine de septembre. Le contrôle des changes a encore été renforcé et les taux d'intérêt ayant été provisoirement relevés (18,8 % pour le taux de l'argent au jour le jour), le franc s'est stabilisé une nouvelle fois fin septembre.

Il a été décidé début octobre de tirer parti de la faiblesse relative du dollar pour réajuster les taux pivots du SME. Les taux pivots bilatéraux entre la couronne danoise, les francs belge et luxembourgeois et la livre irlandaise sont restés inchangés mais, par rapport à ces monnaies, le franc français et la lire italienne ont été dévalués de 3 % le 4 octobre tandis que le deutsche mark et le florin néerlandais étaient réévalués de 5,5 %.

De la fin de 1980 au mois de septembre 1981, le franc s'est dévalorisé de 19 % par rapport au dollar E.U., de 3,3 % par rapport au deutsche mark et de 7,4 % en valeur effective (MTCM). Le réalignement du 4 octobre 1981 s'est traduit par une dépréciation du franc de 3,7 % en valeur effective (MTCM), de 8,1 % vis-à-vis du deutsche mark et du florin néerlandais, et de 4,7 % par rapport aux autres participants du SME, exception faite de l'Italie. Depuis le réalignement et jusque début mars 1982, le franc est resté généralement ferme et s'est rapproché du milieu de la marge de fluctuation. Ce mouvement a réduit la baisse effective par rapport au deutsche mark à seulement 4,5-5,5 % et permis à la Banque de France de récupérer une partie des réserves perdues pendant l'été et d'abaisser quelque peu les taux d'intérêt.

La hausse très sensible du dollar depuis la dernière partie de 1980 a fortement amélioré la compétitivité internationale globale de la France. Le rapport entre l'indice des coûts de rémunération unitaires dans le secteur manufacturier français et l'indice des pays concurrents, corrigé des fluctuations de taux de change, a baissé de 8,4 % entre le second trimestre de 1980 et le second trimestre de 1981 (Tableau 39) pour retrouver un niveau proche de celui de 1977-78. De même, l'indicateur des prix (relatifs) à la valeur ajoutée diminuait de 7,1 % et l'indicateur de la valeur unitaire (relative) à l'exportation de 7,4 %. Cependant, le redressement de la compétitivité a cessé au troisième trimestre de 1981 et les premières estimations font état d'une légère dégradation au cours du quatrième trimestre. De même, tandis que la compétitivité globale de la France s'est nettement redressée en 1981, sa compétitivité par rapport à l'Allemagne a continué de se dégrader. Du premier trimestre de 1980 au troisième trimestre de 1981, le ratio de l'indice des coûts de rémunération unitaires en France a augmenté de 7,3 % par rapport à celui de l'Allemagne et le ratio des indices des valeurs unitaires à l'exportation de 9,7 %. La dévaluation de 8,1 % du franc par rapport au deutsche mark en octobre 1981 a en partie compensé cette dégradation mais elle n'a rétabli la compétitivité par rapport à l'Allemagne qu'au niveau de la fin 1980.

GRAPHIQUE 3
FRANCE
TAUX DE CHANGE

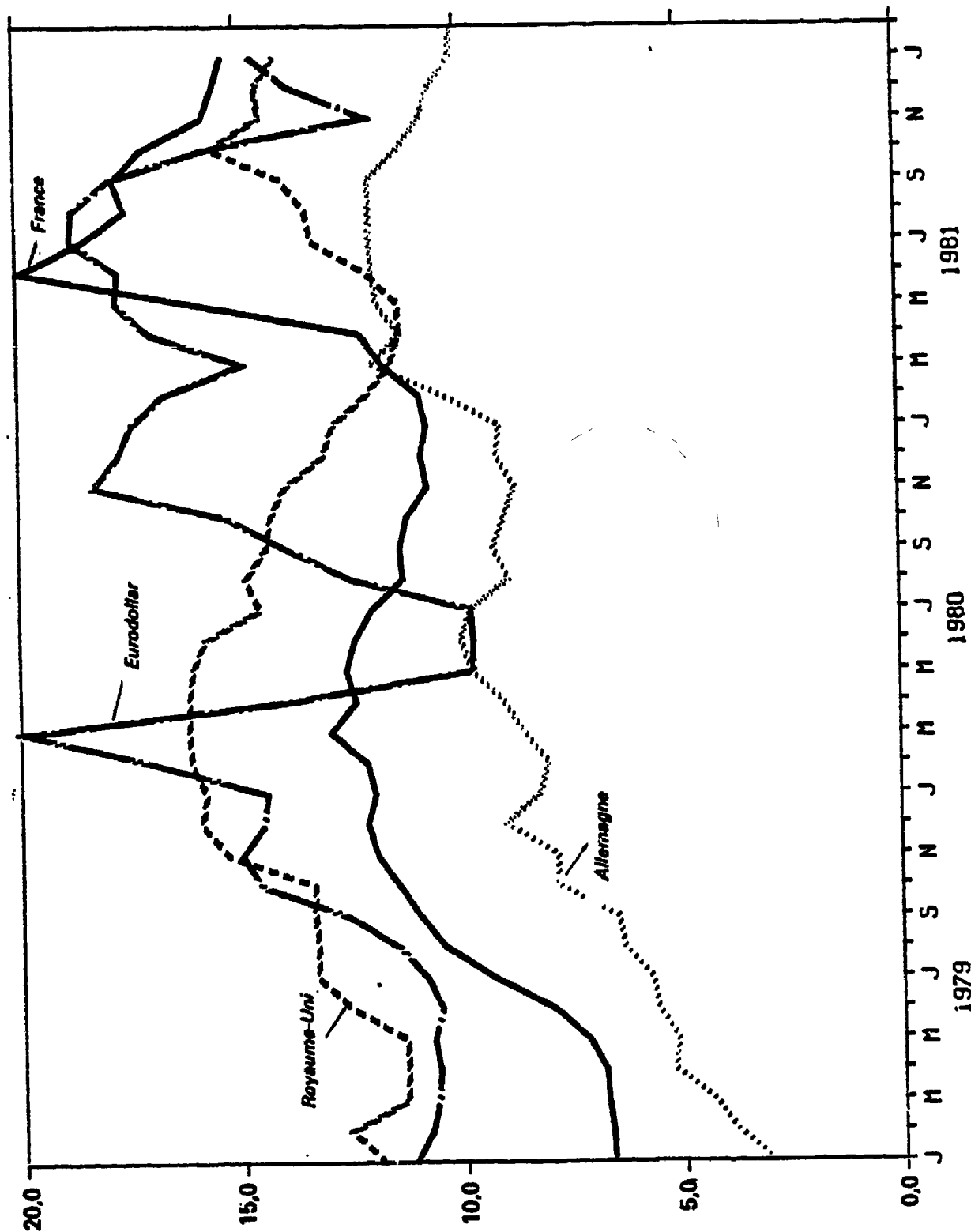


Source : FMI, *Statistiques financières internationales*; Département de la trésorerie et calculs des services du Fonds.

¹Indice du taux de change : 1975 = 100.

²En pourcentage de la différence maximum permise. Cours du mercredi à midi à Londres.

QUELQUES TAUX D'INTERET A COURT TERME¹



Source : FMI, *Statistiques financières internationales*.

¹Taux de l'argent au jour le jour pour l'Allemagne et la France; taux des bons du Trésor pour le Royaume-Uni; et taux des dépôts à trois mois pour l'eurodollar.

2. Evolution du compte des transactions courantes

a. Introduction

De 1976 à 1978, la stabilisation du déficit énergétique et les augmentations importantes de l'excédent au titre des autres transactions courantes (Tableau 40) ont témoigné du succès de l'ajustement extérieur de l'économie française au choc enregistré par les termes de l'échange pendant la période 1973-74. Cet ajustement a culminé en 1978 avec la réapparition, pour la première fois depuis 1972, d'un excédent du solde des transactions courantes (quelque 14,8 milliards de francs, soit 0,7 % du PIB). L'amélioration de la compétitivité des coûts de l'économie française, l'expansion des parts de marché extérieur (notamment en ce qui concerne les exportations de services), le redressement des termes de l'échange et le développement de sources intérieures d'énergie ont été les principaux moteurs de cet ajustement.

De 1979 à 1980, la seconde série de hausses du prix du pétrole érodant la compétitivité, et l'accroissement de la pénétration des importations ont provoqué un retournement de la tendance antérieure et l'excédent du compte courant est tombé à 5,3 milliards de francs en 1979 (0,2 % du PIB) et un déficit (de 33,1 milliards de francs, soit 1,2 % du PIB) est réapparu en 1980.

D'après les statistiques disponibles, la dégradation du compte des transactions courantes s'est poursuivie en 1981, mais à un rythme plus lent que pendant la période 1979-80. En 1981, le déficit aurait atteint, selon les estimations, 42,8 milliards de francs, soit quelque 1,4 % du PIB, en raison surtout d'une augmentation de 27 % de la facture énergétique et d'une réduction de l'excédent réalisé sur les invisibles.

b. Evolution de la balance commerciale

De 1976 à 1978, la balance du commerce de marchandises ^{1/} s'est redressée, passant d'un déficit de 21,1 milliards de francs à un excédent de 5,1 milliards de francs. Par la suite, ce solde s'est dégradé constamment pour atteindre un déficit de 5 milliards de francs en 1979 et de 50,7 milliards de francs en 1980 (1,8 % du PIB). D'après les estimations, le déficit serait resté proche de 50 milliards de francs en 1981.

Une ventilation par marchandises montre que le redressement de 1976-78 du compte commercial est venu surtout de la stabilisation du déficit énergétique aux alentours de 63 milliards de francs (2,9 % du PIB au lieu de 3,7 % auparavant); d'une réduction ou d'une stabilisation

^{1/} Y compris le négoce international.

du déficit enregistré par les biens intermédiaires et les biens de consommation durables; et d'une croissance persistante de l'excédent des postes biens d'équipement professionnel et automobiles, transport terrestre. De même, la dégradation enregistrée pendant la période 1979-80 a résulté d'une augmentation considérable du déficit énergétique, qui est passé de 85,1 milliards de francs en 1979 (3,5 % du PIB) à 132,9 milliards de francs en 1980 (4,3 % du PIB); d'un déficit accru sur les biens intermédiaires et les biens de consommation durables; et, en 1980, d'une réduction de l'excédent réalisé sur les biens d'équipement, y compris de transport. La stabilisation du déficit commercial en 1981 malgré une aggravation du déficit énergétique, qui s'est établi à 161,9 milliards de francs (5,3 % du PIB), a résulté surtout du quasi-doublement de l'excédent dégagé par les produits agricoles et alimentaires (21,5 milliards de francs) et d'une progression très vive de l'excédent sur les biens d'équipement, qui s'est établi à 16,2 milliards de francs (contre 10,3 milliards de francs en 1980).

En ce qui concerne la ventilation géographique, la France a, de 1976 à 1978, réduit son déficit avec les pays de l'OPEP de 25 % (l'abaissant à 23,5 milliards de francs) et avec les pays de la Communauté européenne de 50 % (pour lesquels il s'est chiffré à 8,6 milliards de francs). Toutefois, pendant la période 1979-80, le déficit avec les pays de l'OPEP a plus que doublé (pour s'établir à 64,2 milliards de francs), mais l'augmentation n'a représenté qu'environ les deux tiers de l'accroissement du déficit énergétique. Un autre point qui mérite d'être relevé est le bond accompli depuis 1979, mais surtout en 1981, par le déficit commercial avec l'Allemagne (hausse de 65 % et montant de 16,8 milliards de francs) et avec les Etats-Unis (déficit triplé et atteignant 24,5 milliards de francs).

1) Exportations de marchandises

L'évolution récente des volumes et des prix des exportations de marchandises est portée au Tableau 41. La croissance du volume pendant la période 1977-79 a été assez forte (7,3 % par an environ) mais nettement inférieure à la moyenne de 1971-73 qui s'était établie à 13,1 %. Toutefois, le taux est tombé en 1980 à 3,4 %, en raison surtout de la faiblesse générale de la demande internationale et du ralentissement de la croissance des débouchés extérieurs qui a suivi la seconde série de hausses du pétrole. En 1979-80, il semble que la France ait également perdu des parts de marché si l'on se réfère à la valeur totale des exportations de marchandises des sept pays industriels les plus importants, plus la Belgique et les Pays-Bas (Tableau 42). Dans le cas de ces pays, sa part s'est repliée de 12,2 % en 1978 à 10,5 % en 1980. La croissance en volume des exportations françaises en 1980 a également été inférieure à la moyenne de celle des sept principaux pays industriels. L'une des raisons de ce recul des parts de marché et du ralentissement de la croissance semble être le fléchissement, depuis le début de 1978, de la compétitivité relative des exportations françaises de produits manufacturés.

Cependant, une amélioration a eu lieu en 1981 dans le cas des exportations de marchandises, qui se seraient accrues en volume, selon les estimations, de 5 %. Cette progression, à un moment où la demande émanant des pays partenaires de la France était faible, est venue surtout du redressement de la compétitivité de la France dans le commerce en dollar qui a suivi la forte hausse du dollar par rapport au franc.

Lorsque l'on analyse les exportations de marchandises par produits (Tableau 41), il apparaît que pendant la période 1977-79 une croissance en volume supérieure à la moyenne a été enregistrée par la production des industries agricoles et alimentaires tandis que les biens d'équipement professionnel ainsi que le poste automobile, transport terrestre enregistraient une croissance inférieure à la moyenne. Une autre évolution remarquable a été la décélération régulière de la croissance en volume des exportations de biens d'équipement professionnel, tendance qui avait commencé en 1975 et qui est plus prononcée encore si l'on exclut le matériel d'armement. En 1980, le ralentissement des exportations de marchandises est venu surtout d'une moindre croissance des exportations de biens intermédiaires et, pour la première fois en dix ans, d'un fléchissement du nombre d'automobiles exportées. Ce fléchissement a reflété en partie les difficultés de l'industrie automobile dans l'ensemble du monde mais, conjugué à la pénétration croissante des automobiles importées sur le marché français, il indique également une érosion de la compétitivité des fabricants français.

Sur la base des statistiques des trois premiers trimestres, la reprise de 1981 semble être intervenue dans la quasi-totalité des catégories d'exportation de marchandises, mais elle a été plus particulièrement remarquable pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires, tandis que les exportations de produits agricoles restaient à un niveau élevé.

Le rythme de hausses des prix à l'exportation s'est accéléré ces dernières années, passant de 7,7 % en 1977 à 11,3 % en 1980 et, pendant les neuf premiers mois de 1981, il a été en moyenne de 12,3 % par rapport à la période correspondante de 1980. Dans l'ensemble, les prix à l'exportation ventilés par produits ont suivi la tendance des prix intérieurs à la production, sauf en 1980 lorsque le taux d'augmentation des prix à l'exportation des automobiles et des biens de consommation est tombé très en dessous de ceux de la production intérieure (de 3,4 et 6,6 points, respectivement), indiquant une compression des marges bénéficiaires à l'exportation dans ces secteurs.

2) Importations de marchandises

De 1977 à 1979, la croissance en volume des importations de marchandises est passée de 0,6 % à 12 % par an (Tableau 43) et a très nettement excédé le taux de croissance de la demande intérieure finale, qui n'est passé que de 1,5 % à 4 %. Les principaux facteurs de ce mouvement ont été l'accentuation de la pénétration des importations suscitée par l'écart

croissant entre les prix intérieurs et les prix à l'importation, et le niveau élevé des stocks de matières premières et de produits énergétiques constitués en 1979 dans l'anticipation de hausses des prix.

En 1980, à la suite surtout d'une chute de 2,6 % en volume des importations de produits énergétiques, le taux de croissance en volume des importations est tombé à 8,7 %. Lorsque l'on exclut les produits énergétiques, le volume des importations a augmenté de 9,7 %, soit un accroissement nettement supérieur à la hausse de 2,1 % de la demande intérieure finale. La pénétration des importations s'est accentuée en conséquence et, d'après les estimations de l'INSEE, les importations de marchandises, calculées aux prix courants, du quatrième trimestre de 1980 ont capté 25,9 % du marché intérieur, au lieu de 22,5 % au premier trimestre de 1979 (Tableau 44).

D'après les statistiques préliminaires pour 1981, les importations totales de marchandises ont baissé de 0,2 à 0,4 % en volume mais, lorsque l'on exclut les produits énergétiques - le tonnage des importations de pétrole brut a diminué de 17,9 % - les importations sont restées au même niveau qu'en 1980. Malgré cette stabilisation du volume, et du fait des fortes hausses de prix à l'importation, la pénétration des importations en valeur est passée à 27,3 % au troisième trimestre de 1981 (Tableau 44).

L'évolution des importations par groupes de marchandises est présentée au Tableau 43. Ce sont, en moyenne, les produits énergétiques qui ont manifesté la croissance la plus faible en volume. Alors que la croissance avait été quasiment nulle en 1978, une accélération rapide s'est produite en 1979 par suite d'achats de précaution visant à accroître les stocks de pétrole brut, mais ce mouvement a été compensé par un recul qui a commencé en 1980 et s'est accentué en 1981. Au total, le volume des importations de produits énergétiques a légèrement diminué depuis 1974 tandis que la consommation intérieure augmentait de 7 %, illustrant le succès des efforts déployés par la France pour exploiter les sources intérieures d'énergie nucléaire.

La croissance des importations de produits non énergétiques s'est, d'une manière générale, accélérée entre 1978 et le premier trimestre de 1980. Cela fut notamment le cas des importations de matériel et de biens d'équipement professionnel, de biens de consommation durables et, dans une moindre mesure, des importations de biens de consommation et d'automobiles. Pour ces produits, la demande intérieure ne s'est accrue que légèrement - l'investissement intérieur en matériel et biens d'équipement professionnel, par exemple, a augmenté (à prix constants) de moins de 8 % en moyenne en 1979 et 1980 tandis que les importations correspondantes progressaient de 19,1 % en moyenne - et il est donc presque certainement possible d'expliquer cette accélération par l'écart croissant entre les prix intérieurs et les prix à l'importation. Cet écart est présenté au Tableau 37 pour les catégories de produits. Le tableau révèle également la tendance divergente entre la production intérieure et les importations de ces produits.

Tableau 37. France - Croissance moyenne annuelle en 1979-80

(Pourcentage)

	Prix à la production intérieure	Prix à l'importation	Production intérieure en volume	Importations en volume	Demande intérieure finale en volume
Biens d'équipement professionnel	9,3	1,6	2,8	19,1	7,8
Biens d'équipement ménagers	8,1	-1,8	-0,7	19,8	4,6
Véhicules automobiles et matériel de transport terrestre	11,8	8,8	-1,0	8,8	-0,9
Biens de consommation courante	12,1	11,3	1,8	10,3	0,3

Sources : INSEE, Informations rapides; et calculs des services du Fonds.

On relève parmi les raisons de cette divergence entre les tendances des prix intérieurs et celles des prix à l'importation la hausse, en valeur nominale en 1979, du franc par rapport au dollar E.U et, en 1980, sa hausse en valeur réelle vis-à-vis des monnaies de certains autres partenaires commerciaux de la France - notamment l'Allemagne - la stabilité de taux de change ne reflétant pas pleinement la divergence entre les taux d'inflation intérieurs.

Du dernier trimestre de 1980 au milieu de 1981, les importations autres que celles de produits énergétiques ont augmenté nettement moins vite et ont même diminué pour certaines catégories de produits. Le recul des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement a été particulièrement remarquable. Cette faiblesse des importations a été due en partie à l'apathie de l'activité intérieure - la production industrielle a baissé de 5 % entre le premier trimestre de 1980 et celui de 1981 - mais également à l'accélération des prix à l'importation résultant de l'appréciation prononcée du dollar. Cette accélération a été particulièrement marquée pour les prix à l'importation de biens d'équipement, qui ont augmenté de près de 20 % en 1981, alors qu'ils n'avaient pratiquement pas varié en 1980.

Les importations ont de nouveau manifesté une certaine fermeté depuis l'automne 1981, animées par la reprise de la demande intérieure. La croissance semble s'être essentiellement concentrée dans les secteurs des biens de consommation et l'automobile tandis qu'elle était faible pour les biens intermédiaires et les biens d'investissement.

3) Termes de l'échange

Après être restés pratiquement inchangés en 1979, les termes de l'échange des marchandises ont diminué de 3,5 % en 1980. L'essentiel de ce repli a eu lieu pendant le premier trimestre et a été dû en quasi-totalité à la hausse des prix du pétrole.

En ce qui concerne les marchandises, un redressement très marqué est intervenu en 1979 et 1980 dans les termes de l'échange des biens d'équipement et des biens de consommation durables. Ce redressement, en fait, est la contrepartie des tendances divergentes entre les prix intérieurs à la production et les prix à l'importation, et la perte de compétitivité susmentionnée qui en a résulté.

Depuis la fin de 1980, et du fait surtout de la très forte appréciation du dollar, les termes de l'échange de la France se sont de nouveau dégradés (d'un pourcentage estimé à 3,1 % pour le premier trimestre et 2,3 % pour le second). Cette dégradation a été particulièrement notable en ce qui concerne les produits énergétiques et le matériel et les biens d'équipement professionnels, une part significative des importations de ces produits étant facturée en dollars E.U.

c. Transactions invisibles

1) Services

L'évolution du compte des transactions courantes de la France depuis le premier "choc pétrolier" a été marquée par la croissance rapide de l'excédent du compte des services. De 1976 à 1978, l'excédent sur les services a plus que quadruplé pour s'établir à 24,5 milliards de francs et, pendant cette période, le redressement du solde des services a été responsable de près de la moitié du redressement total du compte des opérations courantes. Cette tendance s'est poursuivie au cours des années suivantes, bien qu'à un rythme légèrement plus lent, et l'excédent du compte des services a atteint 35,2 milliards de francs en 1980, soit quelque 1,3 % du PIB. Cette augmentation est venue surtout d'une croissance rapide des exportations et révèle la spécialisation internationale accrue de l'économie française dans le secteur des services. La part du marché de la France, mesurée comme sa part dans les exportations totales de services des sept pays industriels les plus importants plus la Belgique et les Pays-Bas, est passée de 10 % en 1974 à près de 12 % en 1980, et la France occupe aujourd'hui, après le Royaume-Uni et les Etats-Unis, le troisième rang des exportateurs de services.

La ventilation par catégories du compte des services est présentée au Tableau 45. Elle montre que, si le solde de la plupart des catégories de services s'est amélioré - avec, pour exception notable, les frais accessoires sur marchandises - les progrès les plus marqués sont venus surtout des "grands travaux et coopération technique", des "voyages" et des "revenus du capital". Les "grands travaux et coopération technique" se rapportent en grande partie à des chantiers au Moyen-Orient et ils ont sensiblement contribué à la réduction du déficit de la France avec certains des pays de cette région. En ce qui concerne les voyages et le tourisme, la France est l'un des rares pays industriels à dégager un excédent structurel. L'une des raisons est que les recettes au titre des voyages ont suivi de près l'évolution du revenu disponible des pays voisins tandis que les dépenses ont été moins sensibles à l'évolution du revenu intérieur. Enfin, l'excédent croissant des intérêts et dividendes reflète en partie la croissance de l'encours du crédit à l'exportation et des réserves extérieures officielles jusque début 1981, mais aussi l'expansion des activités d'intermédiation des banques françaises sur les marchés des eurocapitaux.

En 1981, il semble que le compte des services se soit quelque peu affaibli et l'excédent global tombant, selon les estimations, à 30,2 milliards de francs au lieu de 35,2 milliards de francs en 1980. Les principales raisons de ce recul ont été une baisse du revenu net de l'investissement due à la croissance de la dette extérieure de la France, la forte augmentation des frais d'expédition de marchandises entraînée par la hausse du dollar E.U. et la baisse des recettes nettes au titre des voyages et du tourisme.

2) Transferts unilatéraux

Les transferts nets privés à l'étranger sont passés de 8,14 milliards de francs en 1978 à 10,32 milliards de francs en 1980 (Tableau 40). Ces opérations recouvrent surtout les transferts de fonds des travailleurs émigrants vers leurs pays d'origine, les principaux pays bénéficiaires étant le Portugal, le Maroc et l'Espagne (représentant à eux trois 80 % des transferts de fonds en 1980). Le déficit sur ces transferts s'est accru depuis 1976 à un rythme légèrement inférieur en moyenne à celui de l'augmentation des salaires horaires moyens (12 % contre 13,6 %), du fait probablement de la politique pratiquée par les pouvoirs publics depuis 1974 pour restreindre l'immigration émanant de pays n'appartenant pas à la Communauté européenne.

Les transferts publics nets à l'étranger, après s'être accrus légèrement en 1979 pour s'établir à 7,33 milliards de francs, ont diminué faiblement en 1980 pour se chiffrer à 7,25 milliards de francs. La croissance relativement lente de ces transferts ces dernières années est due surtout à la réduction de transferts nets à la Communauté européenne qui, du fait de l'accroissement des montants reçus par la France dans le cadre de la Politique agricole commune, sont tombés de 2,06 milliards de francs en 1977 à 0,56 milliard en 1980.

En 1981, les transferts unilatéraux à l'étranger auraient atteint 23,3 milliards de francs. Cette augmentation (de 30 %) serait surtout le fait des transferts privés.

3. Compte de capital

a. Introduction

Quatre grands facteurs ont influencé ces dernières années l'évolution du compte de capital de la France. Premièrement, l'expansion du commerce de la France avec les pays socialistes et les pays en développement non pétroliers a conduit à des sorties continues de capitaux sous forme de crédits à l'exportation consentis à ces pays. Deuxièmement, depuis le premier "choc pétrolier", les autorités ont parfois encouragé activement diverses sociétés françaises à emprunter à l'étranger afin de financer leurs besoins de capitaux. On relève aux premiers rangs de ces emprunteurs de grandes entreprises publiques telles que l'Electricité de France (pour financer de grands projets d'énergie nucléaire), la SNCF, le Gaz de France, le Crédit national et la Caisse nationale des télécommunications (dans son cas, pour financer la modernisation et l'expansion du réseau des télécommunications). Troisièmement, le fait que la lutte contre l'inflation a été basée ces dernières années sur une politique monétaire relativement restrictive s'est traduit par des taux d'intérêt intérieurs excédant généralement ceux de l'étranger. Quatrièmement, Paris étant devenue l'une des principales places de l'Euromarché et les activités d'intermédiation des banques françaises sur les marchés internationaux s'étant développées, les mouvements de capitaux se sont beaucoup accrus en valeur absolue, mais les soldes de ces mouvements ont revêtu une instabilité encore plus grande.

b. Capitaux à long terme

Les mouvements de capitaux à long terme, excédentaires de 0,58 milliard de francs en 1977, se sont soldés par un déficit de 14,81 milliards de francs en 1979 (Tableau 46). Les principales raisons de cette évolution ont été la baisse de 10,3 milliards de francs des investissements nets de portefeuille - revirement dû à la fois à une réduction des achats nets de titres français par des non-résidents et à une forte augmentation en 1979 de l'achat par les résidents de titres libellés en livres, deutsche mark et florins - et la contraction de 8,3 milliards de francs des emprunts extérieurs du secteur privé non bancaire. Cette dernière a résulté surtout d'un fléchissement marqué de l'emprunt à l'étranger de certaines grandes entreprises publiques, conséquence de la volonté des autorités de mettre à profit l'excédent du compte des transactions courantes pour laisser les marchés intérieurs satisfaire un pourcentage élevé des besoins d'emprunt de ces entreprises.

En 1980, les sorties nettes de capitaux à long terme se sont ralenties pour s'établir à 4,53 milliards de francs, par suite du revirement de certaines tendances antérieures et, en particulier, du fait que de grandes entreprises publiques, encouragées par les autorités, ont accentué fortement leur emprunt extérieur. L'émission d'obligations à l'étranger de grandes entreprises publiques (essentiellement l'Electricité de France et la Caisse nationale de télécommunications) a plus que doublé et a été la cause première d'une réduction de 6,92 milliards à 1,13 milliard de francs des investissements nets de portefeuille à l'étranger. Les emprunts de grandes entreprises publiques ont également été la principale raison du doublement des autres emprunts privés non bancaires, qui sont passés à 17,4 milliards de francs. Ces derniers ayant été compensés en partie par des prêts nets à l'étranger encore plus élevés du secteur public - en raison de prêts accrus aux pays en développement - et des banques, l'excédent des autres mouvements de capitaux à long terme s'est accru de 6,5 milliards de francs (Tableau 46).

Un autre point qui mérite d'être noté en ce qui concerne les mouvements de capitaux à long terme en 1980 est la chute de 2,3 milliards des investissements nets à l'étranger, qui sont tombés à 0,8 milliard de francs. Ce recul prononcé a reflété surtout une augmentation de 57 % des investissements directs français à l'étranger, qui se sont établis à 13,6 milliards de francs, influencée peut-être par l'assouplissement en juillet 1980 des contrôles portant sur ces sorties.

D'après des données préliminaires, les sorties de capitaux à long terme se sont accrues de 3,2 milliards de francs en 1981 pour s'établir à 7,7 milliards de francs et de nombreux composants ont accusé des variations encore plus fortes. Les plus stables ont été les crédits à l'exportation qui, reflétant la fermeté des exportations françaises, ont atteint 17,5 milliards de francs, soit une augmentation de 13 %. Les sorties nettes au titre d'investissements de portefeuille, par contre, ont augmenté de pas moins de 9,7 milliards de francs pour atteindre

16,1 milliards de francs. Ces sorties ont eu lieu surtout pendant la seconde et la troisième semaine de mai, après les élections présidentielles, mais elles se sont atténuées lorsque le régime de la devise-titre est entré en vigueur (voir la section au régime des changes et du commerce). Les prêts extérieurs nets à l'étranger ont aussi fortement augmenté, atteignant 11,5 milliards de francs, tandis que, pour l'investissement direct net à l'étranger, l'entrée de 0,8 milliard de francs de 1980 faisait place en 1981 à une sortie de 3,8 milliards de francs. La majeure partie de ces augmentations des sorties a été toutefois compensée par l'accroissement, de près de 20 milliards de francs à 42,5 milliards de francs, de l'emprunt extérieur agréé des grandes entreprises publiques, les autorités continuant à encourager les grands emprunteurs français à couvrir à l'étranger leurs besoins de capitaux.

c. Capitaux à court terme du secteur privé non bancaire

Ce poste, qui se solde traditionnellement par une entrée, recouvre le crédit commercial et les autres transactions du secteur privé non bancaire, y compris les avances sur contrats d'importations et d'exportations. Après avoir connu une évolution relativement peu marquée de 1976 à 1979 les apports nets ont augmenté de 6,8 milliards de francs en 1980 pour se situer à 15,5 milliards de francs. Les principales raisons de ce mouvement ont été un accroissement des crédits à l'importation, qui ont plus que doublé pour s'établir à 8,2 milliards de francs, résultant probablement de la forte progression des importations en 1980; un accroissement de 30 % des avances sur les contrats d'exportation, qui ont atteint 13,2 milliards de francs, et une augmentation de 3,1 milliards de francs des autres prêts nets.

Il ressort des estimations que ce poste, auparavant excédentaire, se serait soldé en 1981 par une sortie qui aurait atteint 4,6 milliards de francs aux trois premiers trimestres. Un ralentissement de la progression des crédits à l'importation, un développement des crédits à l'exportation et, pendant le second trimestre, des mouvements spéculatifs dans l'anticipation d'un ajustement de change ont été les principaux facteurs de ce retournement.

d. Capitaux monétaires à court terme

Les mouvements de capitaux à court terme du secteur bancaire, qui s'étaient soldés par une sortie de 14,6 milliards de francs en 1978, ont fait apparaître une entrée de 29 milliards de francs en 1980. La modification des différences de taux d'intérêt et la fermeté du franc par rapport aux autres monnaies du SME ont été les principales causes de cette variation de 43,6 milliards de francs (qui correspond à 10,7 % de celle de M_2 pendant la même période).

Les entrées de capitaux par l'intermédiaire du système bancaire ont été particulièrement vives en 1980. Les dépôts nets en francs de non-résidents et de correspondants de banques étrangères ont augmenté de 11,6 milliards de francs, les montants les plus élevés provenant du Royaume-Uni (2,5 milliards de francs) de l'UEBL (2 milliards de francs), de l'Irak (1,1 milliard de francs), du Portugal (0,8 milliard de francs), de la Suisse (0,7 milliard de francs) et du Nigéria (0,7 milliard de francs). L'endettement à court terme en devises des résidents vis-à-vis des banques intérieures a augmenté de 13,2 milliards de francs après un fléchissement de 0,5 milliard de francs en 1979. L'emprunt extérieur a eu lieu surtout en dollars E.U. (50 %), en deutsche mark (25 %) et en francs suisses (11 %). Les principales raisons de cet accroissement considérable ont été le resserrement du crédit intérieur, le coût moins élevé des capitaux empruntés à l'étranger (dans le cas de l'emprunt en deutsche mark et en francs suisses) et les anticipations de stabilité ou, dans le cas du dollar E.U., de hausse du franc français. Les transactions à terme sur devises des banques commerciales se sont elles aussi soldées par une forte entrée (11,7 milliards de francs) contre une sortie de 0,6 milliard de francs en 1979. Les principaux facteurs de ce mouvement ont été les taux d'intérêt intérieurs élevés et l'idée que le renforcement du dollar E.U. au cours du trimestre précédent ne serait que temporaire, d'où un accroissement des ventes à terme des exportateurs.

L'année 1981 a connu de profonds retournements de situation en ce qui concerne les flux de capitaux monétaires, notamment les dépôts nets de non-résidents et de correspondants de banques étrangères et la position à terme nette en devises des banques. Pendant le premier trimestre, l'entrée nette de capitaux monétaires, stimulée par les taux d'intérêt intérieurs relativement élevés, a augmenté, pour s'établir à 20,2 milliards de francs - ce qui représentait alors, et de très loin, le niveau le plus élevé jamais enregistré pendant un trimestre - mais, au second trimestre, après les élections présidentielles, ces mouvements se sont brutalement renversés et une sortie de 12,4 milliards de francs a été enregistrée. Le resserrement de la réglementation des capitaux à la fin du mois de mai, notamment les limites imposées sur les transactions à terme, et de nouvelles majorations de taux d'intérêt intérieurs ont interrompu les sorties, d'où une entrée nette de 2,7 milliards de francs au cours du troisième trimestre et de 23,4 milliards de francs au quatrième trimestre, après le réaligement de taux de change d'octobre.

e. Opérations non ventilées et termaillage

Ce poste du compte de capital s'est pendant plusieurs années soldé régulièrement par un excédent, probablement parce qu'il comprend également, en plus du termaillage sur les recettes commerciales, une part relativement élevée d'opérations non ventilées. Après avoir diminué des deux tiers en 1979 pour s'établir à 5,1 milliards de francs, les entrées se sont de nouveau accrues en 1980 pour atteindre un total de 11,6 milliards de francs (1,2 % des transactions commerciales totales).

On ne dispose pour les neuf premiers mois de 1981 que de données couvrant à la fois le termaillage et les erreurs et omissions. Cet ensemble qui, normalement, dégage une entrée, s'est soldé par une sortie de 11,9 milliards de francs.

4. Réserves officielles

De 1977 à 1980, la balance des paiements globale de la France s'est soldée par un excédent cumulé de 51,5 milliards de francs (Tableau 40). Malgré la forte dégradation du compte des transactions courantes en 1980, plus de la moitié (28,2 milliards de francs) de cet excédent cumulé a été enregistré au cours de cette dernière année, les entrées de capitaux ayant sensiblement excédé le déficit du compte des transactions courantes.

De la fin 1976 jusqu'à la fin 1980, d'après la méthode de calcul française, les réserves officielles nettes (Tableau 47) sont passées de 91,5 milliards de francs (équivalant à quelque trois mois d'importations de marchandises de 1976) à 351,1 milliards de francs (quelque sept mois d'importations de marchandises de 1980) reflétant, en plus de l'excédent cumulé de la balance des paiements, essentiellement de nouvelles allocations d'Ecus et la réévaluation de réserves officielles d'or d'un montant élevé 1/ (62 % des réserves brutes fin 1980). Les réserves officielles ont augmenté en 1980 de 141,5 milliards de francs, dont 88,6 milliards de francs résultent de la réévaluation précitée et 31,7 milliards de francs des opérations avec le Fonds européen de coopération monétaire (y compris les dévaluations des avoirs en Ecus).

Les réserves nettes, réévaluation en baisse ou en hausse non comprise, ont continué d'augmenter pendant le premier trimestre de 1981 (de 9,2 milliards de francs). Toutefois, pendant les second et troisième trimestres, de très fortes pressions provoquées par de grosses sorties spéculatives de capitaux sont venues s'exercer sur le franc et ont conduit à une intervention massive des autorités monétaires, et les réserves nettes ont diminué d'un montant estimé à 53,3 milliards de francs (environ 15 % des réserves officielles nettes fin 1980). Au cours du quatrième trimestre, la fermeté du franc a permis aux autorités de compenser une partie des pertes de réserves des trimestres précédents et les réserves nettes ont augmenté de 16,4 milliards de francs. Globalement, et lorsque l'on exclut les réévaluations en hausse ou en baisse, les réserves officielles nettes n'ont pas moins diminué de 28 milliards de francs en 1981.

1/ Les avoirs en or sont comptabilisés sur la base du cours moyen en dollars E.U. constaté sur les marchés internationaux de l'or au cours des trois mois précédents, converti en francs au cours moyen du dollar à Paris durant la même période.

5. Aide au développement

L'aide publique au développement est passée de 0,62 % du PIB en 1980 à 0,67 % en 1981 (de 0,36 % à 0,40 % si l'on omet les départements et territoires d'outre-mer). Le nouveau gouvernement a réaffirmé l'engagement de la France en faveur de l'aide au développement et a annoncé son intention d'atteindre, d'ici 1988 au plus tard, l'objectif de 0,7 % du PIB pour son aide publique au développement, départements et territoires d'outre-mer non compris. Outre ce quasi-doublement de l'aide publique au développement d'ici 1988, les autorités françaises ont annoncé à la conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (septembre 1981) leur engagement de porter l'aide consentie à ces pays, dans le cadre de l'objectif global en la matière, de 0,09 % à 0,15 % du PIB entre 1980 et 1985.

6. Régime des changes et du commerce

Une description du régime des changes et du commerce en vigueur à la fin de 1980 est présentée dans le Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions du Fonds, qui a été publié en 1980. Les principales modifications intervenues depuis lors sont les suivantes :

1981

16 mai. Les réserves obligatoires de 5 % frappant les dépôts des non-résidents auprès des banques commerciales sont abrogées.

21 mai. Le gouvernement adopte les mesures de contrôle des changes ci-après qui, fondamentalement, annulent la libéralisation de juillet 1980 :

- limitation à un mois (contre deux mois antérieurement) de la durée de la position à terme pour la plupart des importations et à trois mois pour les importations de matières premières et autres produits essentiels (aucune restriction antérieurement);

- limitation à deux jours ouvrables (au lieu de huit jours de calendrier antérieurement) de la détention par les importateurs des devises nécessaires pour régler les importations au comptant;

- obligation faite aux exportateurs de verser après un mois les recettes en devises provenant de leurs exportations livrées après le mois de mai 1981 (alors qu'ils pouvaient auparavant les conserver jusqu'à l'arrivée à terme des contrats de couverture);

- renforcement des restrictions sur l'investissement direct français à l'étranger, par abaissement du montant maximum pouvant être exporté librement de 5 millions à 1 million de francs, la fraction excédant ce dernier montant devant être obligatoirement financée au moins aux trois quarts par un emprunt en devises;

- rétablissement du système de la devise-titre, au terme duquel l'achat de titres étrangers par des résidents doit avoir pour contrepartie le produit de ventes de titres étrangers par des résidents. La devise-titre est l'unité de compte en laquelle ces opérations de contrepartie sont libellées et sa valeur fluctue en fonction de la demande et de l'offre intérieures de titres étrangers.

18 septembre. Le gouvernement annonce que, dans un nouvel effort visant à réduire les pressions spéculatives sur le franc, toutes les opérations de couverture à terme des importateurs sont suspendues.

12 novembre. Le gouvernement annonce un assouplissement partiel de l'interdiction de la couverture à terme des importations. Les importateurs de café vert, de riz, de peaux et cuirs, de laines, cheveux, coton et déchets de coton sont autorisés à participer à des opérations de couverture n'excédant pas trois mois. La couverture à terme doit avoir lieu dans la monnaie stipulée dans le contrat et se terminer à la date du règlement. Si le règlement du contrat est différé, la couverture à terme peut être prolongée pour un maximum de huit jours sans autorisation préalable. Si le règlement a lieu avant trois mois, l'opération doit être annulée pour la période restante. En cas d'annulation du contrat, l'opération de couverture doit être terminée immédiatement. Si l'annulation se traduit par un gain en devises, la banque concernée doit en informer les autorités monétaires.

1982

25 mars. Pour protéger le franc contre les pressions spéculatives, le gouvernement annonce les mesures de contrôle des changes supplémentaires suivantes :

- les exportateurs doivent remettre après quinze jours (au lieu d'un mois antérieurement) le produit en devises de leurs exportations;

- l'investissement direct français à l'étranger supérieur à 1 million de francs doit être financé pour au moins 75 % par un emprunt en devises (au lieu de 75 % de la fraction supérieure à 1 million de francs antérieurement);

- la période après laquelle les citoyens français quittant le pays sont considérés comme des non-résidents est portée de un à deux ans. En outre, après cette période de deux ans, pour transférer à l'étranger des avoirs, les citoyens français non résidents doivent obtenir l'approbation de la Banque de France;

- les cadeaux et transferts unilatéraux par des résidents à des non-résidents et les transferts à l'étranger par des résidents aux fins d'acquisition d'une résidence secondaire sont également assujettis à autorisation de la Banque de France.

Tableau 38. France - Franc français : cours et taux effectif, 1976-81

(Moyenne de la période considérée)

		Pourcentage de variation par rapport à la valeur extérieure du franc 1/ durant la période précédente			
Franca pour 1 dollar E.U.		Par rapport au dollar E.U.	Par rapport au deutsche mark	Taux de change effectif (MTC)	
1976		4,7796	-10,3	-8,2	-4,4
1977		4,9134	-2,7	-10,3	-4,5
1978		4,5128	8,9	-5,8	—
1979		4,2545	6,1	-3,2	2,3
1980		4,2260	0,7	-0,2	1,2
1981		5,4346	-22,2	-3,4	-10,6
1979	I	4,2680	0,8	-0,3	1,2
1979	II	4,3743	-2,4	-0,3	-0,8
1979	III	4,2343	3,3	-1,0	0,9
1979	IV	4,1412	2,3	-0,6	2,6
1980	I	4,1491	-0,2	0,2	0,2
1980	II	4,2121	-1,5	0,6	-0,8
1980	III	4,1214	2,2	0,2	0,3
1980	IV	4,4215	-6,8	0,3	-3,4
1981	I	4,8598	-9,0	-0,7	-4,2
1981	II	5,4185	-10,3	-2,2	-4,0
1981	III	5,8084	-6,7	-0,3	-2,0
1981	IV	5,6516	-2,8	-5,4	-3,4
1981					
Janvier		4,6412	-1,6	0,2	-1,1
Février		4,9681	-6,6	-0,3	-2,6
Mars		4,9700	—	-1,7	-0,1
Avril		5,1054	-2,7	-0,3	-0,6
Mai		5,4890	-7,0	-1,3	-3,6
Juin		5,6612	-3,0	0,5	-0,3
Juillet		5,7994	-2,4	0,3	-0,3
Août		5,9815	-3,0	-0,6	1,5
Septembre		5,6443	6,0	-0,1	2,7
Octobre		5,6246	0,3	-4,1	-1,1
Novembre		5,6147	0,1	-1,1	-1,1
Décembre		5,7156	-1,8	-0,3	-1,1

Source : FMI, Statistiques financières internationales.

1/ Un chiffre positif dénote une hausse du franc.

Tableau 39. France - Compétitivité relative du secteur manufacturier
(Pourcentage de variation par rapport à la période précédente)

	1978	1979	1980	1981				1982				Rati- onnes
				Estimations				I				
				I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Compétitivité globale 1/												
Charges salariales unitaires relatives	-0,4	4,7	4,2	-5,4	0,2	-1,4	-2,1	-0,1	-4,9	0,6	0,9	
Déflateur de la valeur ajoutée relative	-1,9	4,9	4,0	-6,3	-0,4	0,9	-2,4	-3,1	-2,8	0,6	-0,6	
Valeur unitaire (relative) à l'exportation	-0,1	1,8	0,3	-6,2	-0,7	1,2	-3,6	-2,9	-2,4	0,8	0,9	
Compétitivité par rapport à l'Allemagne 1/												
Charges salariales unitaires relatives	-3,1	2,8	6,2	3,7	1,5	-0,2	1,1	5,5	-3,5	2,8	-5,4	
Déflateur de la valeur ajoutée relative	-4,5	3,1	6,7	2,1	1,0	1,8	1,5	1,8	-2,0	1,5	-3,7	
Valeur unitaire (relative) à l'exportation	-2,1	3,0	4,7	5,7	1,6	1,1	0,5	3,7	0,5	1,9	-2,6	

Sources : FMI, Statistiques financières internationales et estimations des services du Fonds.

1/ Ratios indices de la France/indices en francs français de ses concurrents, année de base 1975. Un chiffre positif indique un recul de la compétitivité de la France.

Tableau 40. France - Balance des paiements, 1974-81

(Milliards de francs, sauf indication contraire)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981			
								I	II	III	IV
Balance commerciale, hors énergie 2/	30,5	51,2	40,2	53,1	68,0	80,0	84,1	112,4	-15,2	-12,2	-18,2
Solde énergétique	-52,2	-46,1	-61,3	-65,0	-62,9	-85,1	-134,9	-161,9			
Balance des services	2,7	5,1	5,6	10,6	24,5	27,4	35,2	30,2	5,3	10,7	7,7
Transferts privés	-5,5	-6,5	-6,7	-6,9	-8,1	-9,8	-10,3				
Transferts publics	-5,4	-4,7	-5,0	-6,9	-6,7	-7,3	-7,3	-23,2	-4,5	-4,9	-7,0
Compte des transactions courantes, hors énergie	22,3	45,1	34,0	49,8	77,7	90,3	101,8	119,4			
Solde des transactions courantes	-29,9	-1,0	-27,3	-15,2	14,8	5,2	-33,1	-42,6	-14,3	1,9	-12,6
Capitex à long terme 3/	9,3	-0,3	-6,2	0,6	-8,6	-14,8	-4,5	-7,7	1,4	-11,0	-3,8
Capitex non monétaires à court terme	-2,2	4,9	5,0	6,5	5,7	8,1	15,5	...	6,3	-8,1	5,7
Capitex monétaires	-2,0	-5,2	5,5	-6,6	-14,6	1,8	29,0	34,0	20,2	-12,3	2,7
Terminillage et opérations non ventilées	12,8	10,6	4,3	13,4	15,0	5,1	11,6	...	4,3	-6,4	-1,2
Erreurs et omissions	5,4	7,7	5,0	4,6	-0,2	2,4	9,7	...	4,3	-6,4	...
Variations nettes des réserves officielles	-2,2	16,6	-13,7	3,2	12,2	7,9	28,2	-28,0	9,2	-35,9	16,4
Compte des transactions courantes en pourcentage du PIB	(-2,3)	(-)	(-1,6)	(-0,8)	(0,7)	(0,2)	(-1,2)	(-1,4)			
Solde énergétique en pourcentage du PIB	(-4,1)	(-3,2)	(-3,7)	(-3,5)	(-2,9)	(-3,5)	(-4,9)	(-5,3)			

Sources : INSEE, Rapport sur les comptes de la nation, 1980; Ministère de l'économie et des finances et Banque de France, Balance des paiements entre la France et l'étranger, 1980; et Ministère de l'économie et des finances.

1/ Estimations.

2/ Y compris le négoce international.

3/ Ajustés en fonction de l'intermédiation du secteur bancaire.

4/ Les estimations du quatrième trimestre 1981 ne sont disponibles que pour l'ensemble capitex non monétaires à court terme, terminillage et erreurs et omissions. Ce poste combiné est évalué à 4,8 milliards de francs pour le quatrième trimestre, le total s'établissant à -11,7 milliards de francs en 1981.

Tableau 41. France - Evolution des exportations par catégories de produits, 1977-81

(Pourcentage de variation par rapport à la période précédente)

	Volume					Prix								
	1977	1978	1979	1980	1981			1977	1978	1979	1980			
					I	II	III				I	II	III	
Agriculture, sylviculture et pêche	11,5	18,5	14,1	12,1	3,5	-6,5	11,8	15,6	8,1	0,8	5,8	6,0	1,6	-0,3
Produits des industries agricoles et alimentaires	12,4	8,3	10,8	7,5	1,9	0,6	-0,5	8,0	2,2	5,1	12,6	3,9	7,0	1,4
Energie	10,5	-4,1	18,1	-6,3	-9,2	7,7	-2,2	9,1	0,4	32,9	37,6	8,8	3,5	11,2
Biens intermédiaires	10,2	7,6	9,0	0,9	2,3	5,3	0,9	8,2	2,8	11,9	15,5	2,7	3,1	5,7
Biens d'équipement professionnels	6,5	6,2	5,7	3,9	-0,9	14,1	-4,0	7,3	4,3	9,2	10,2	2,1	2,3	5,2
Biens d'équipement ménagers	12,0	1,1	12,7	0,1	-1,0	-2,2	3,4	9,6	8,3	4,3	9,2	2,4	7,4	2,9
Véhicules automobiles et matériel de transport terrestre	9,5	2,1	6,2	-2,0	-2,8	0,9	9,6	10,3	10,3	11,4	6,9	3,5	0,6	2,0
Biens de consommation courante	8,5	3,6	6,4	6,4	3,0	4,1	1,1	11,9	8,2	10,6	7,5	-1,5	4,6	5,0
Total	7,6	6,2	8,0	3,4	0,7	5,8	0,9	7,7	9,4	10,4	11,3	2,4	2,8	4,6

Sources : INSEE, Rapport sur les comptes de la nation, 1980; et Informations rapides, série P, 4 janvier 1982.

Tableau 42. France - Comparaison des parts du marché des exportations de marchandises 1/, 1973-80

(Pourcentage)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Canada	8,0	7,6	7,1	7,5	6,9	6,4	6,4	6,4
Etats-Unis	21,7	21,8	22,4	21,7	20,1	19,8	21,2	21,8
Japon	11,0	12,1	11,5	12,5	13,2	13,3	11,6	12,4
France	11,5	11,5	12,4	12,0	11,9	12,2	10,9	10,5
Allemagne	19,7	19,4	18,6	18,8	19,0	19,3	19,1	18,2
Italie	6,7	6,6	7,2	7,0	7,5	7,7	8,2	7,5
Royaume-Uni	9,0	8,5	9,0	8,6	9,2	9,4	9,9	10,8
Belgique	5,8	5,6	5,1	5,1	5,6	5,7	6,0	5,9
Pays-Bas	6,6	6,8	6,7	6,8	6,6	6,3	6,7	6,6

Sources : FMI, Département des études et calculs des services.

1/ Les parts du marché sont définies comme le rapport entre les exportations de marchandises d'un pays en dollars courants et les exportations totales de marchandises en dollars courants des sept plus importants pays industrialisés, plus la Belgique et les Pays-Bas.

Tableau 43. France - Evolution des importations de marchandises par catégories de produits, 1977-81

(Pourcentage de variation par rapport à la période précédente)

	Volumen					Prix								
	1977	1978	1979	1980	1981	1980			1981					
						I	II	III	I	II	III			
Agriculture, sylviculture et pêche	0,2	6,9	2,2	-2,9	-6,5	3,2	-5,0	29,5	-7,2	2,7	7,9	3,2	5,0	1,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	6,0	11,9	3,2	5,2	-0,2	-2,1	-0,9	20,0	0,9	4,9	5,5	1,4	6,1	6,1
Énergie	-1,6	0,9	11,4	-2,6	-5,9	-0,4	-1,0	9,7	-6,2	24,2	58,0	12,3	10,8	7,1
Biens intermédiaires	1,9	8,0	12,9	4,0	-4,3	0,9	1,5	6,6	1,0	12,1	14,4	3,4	4,1	3,6
Biens d'équipement professionnels	-0,6	4,6	14,7	23,7	-6,6	1,5	0,8	9,1	6,3	3,0	0,2	8,6	5,0	5,4
Biens d'équipement ménagers	1,9	0,4	20,7	16,4	3,9	-4,3	6,4	7,9	5,0	-0,4	-2,8	3,5	5,1	6,2
Véhicules automobiles et matériel de transport terrestre	-0,1	0,3	10,0	7,6	6,3	-4,2	0,6	12,6	9,5	8,3	9,3	2,9	2,4	4,8
Biens de consommation courante	1,8	7,2	15,5	5,3	3,3	2,2	3,6	14,4	5,1	10,9	11,8	-0,3	3,6	4,1
Total	0,6	5,4	12,0	8,7	-3,0	0,6	1,0	11,8	1,2	10,5	15,7	5,7	5,9	4,5

Sources : INSEE, Rapport sur les comptes de la nation, 1980; et Informations rapides, série P, 4 janvier 1982.

Tableau 44. France - Pénétration des importations calculée par produits, 1978-81

(En pourcentage, aux prix courants)

	1978	1979	1980	1981		
				I	II	III
Agriculture, sylviculture et pêche	15,1	14,2	14,1	14,2	14,5	13,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	11,9	11,6	11,8	12,3	12,3	12,6
Energie	27,4	29,6	34,2	34,3	36,1	36,7
Biens intermédiaires	25,8	26,9	28,9	28,8	28,8	28,8
Biens d'équipement professionnels	31,2	31,4	33,5	34,8	36,8	37,3
Biens d'équipement ménagers (véhicules automobiles exclus)	42,2	44,8	47,0	49,5	48,5	51,7
Véhicules automobiles et matériel de transport terrestre	24,7	25,7	27,3	31,0	28,7	29,3
Biens de consommation courante	18,9	21,1	21,6	21,1	22,1	22,6
Secteur manufacturier, total	25,4	26,9	27,9	28,8	29,3	29,6
Marchandises, total	22,4	23,5	25,5	26,2	26,9	27,3
Biens et services, total	15,6	14,1	15,3	15,6	16,1	15,2

Source : INSEE, Informations rapides, série F, avril 1981 (n° 74) et janvier 1982 (n° 1).

Tableau 45. France - Compte des services, 1976-81

(Millions de francs)

	1976	1977	1978	1979	1980	<u>1981</u> I	<u>1981</u> II
Frais accessoires sur marchandises	-1.682	-1.655	-2.015	-2.517	-3.596	-1.261	-1.517
Autres transports maritimes	-2.384	-2.021	-2.077	-2.933	-3.371	-1.660	-1.624
Autres transports	1.987	2.803	3.681	4.869	5.249	897	980
Assurance	-267	-175	208	169	-303	-35	-63
Grands travaux et coopération technique	7.497	9.578	14.021	13.825	16.957	4.138	5.154
Revenus du capital	1.770	1.943	4.633	6.771	9.654	24	2.469
Salaires et autres rémunérations du travail	-438	-137	-795	-966	-1.010	-411	-267
Brevets et redevances	-1.809	-1.288	-1.495	-1.607	-2.242	-557	-646
Voyages	407	2.267	7.379	6.969	9.401	1.530	3.079
Autres services	973	644	1.148	1.256	726	1.135	592
Recettes et dépenses des administrations publiques	-1.019	-1.976	-683	1.176	3.424	1.393	2.346
Recettes et dépenses des administrations publiques étrangères	527	593	509	431	351	116	104
Total	5.562	10.576	17.116	27.443	35.240	5.309	10.607

Sources : Ministère de l'économie et des finances et Banque de France, Balance des paiements entre la France et l'extérieur, 1980, et Banque de France.

Tableau 46. France - Compte de capital corrigé de l'intermédiation du secteur bancaire, 1976-81

(Millions de francs)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981 1/
Capitaux à long terme	-6.126	584	-8.622	-14.813	-4.536	-7.700
Crédits commerciaux	-16.597	-18.531	-16.670	-14.576	-15.469	-17.500
Crédits à l'exportation	-16.170	-18.250	-16.210	-13.315	-15.834	
Crédits à l'importation	-427	-281	-460	-155	365	
Investissements directs	3.162	2.785	2.936	3.184	801	-3.800
Résidents à l'étranger	-8.184	-5.885	-8.095	-8.395	-13.260	
Etrangers en France	5.022	8.670	11.031	11.579	14.061	
Autres investissements (secteur public)	-417	-595	-898	-1.144	-1.032	-1.300
Investissements de portefeuille	-4.180	2.284	-1.983	-8.061	-1.138	) 14.900
Autres capitaux à long terme	9.870	14.641	7.993	5.784	12.302	
Crédits à l'étranger	-2.105	-2.915	-696	-3.468	-7.095	
Secteur privé non bancaire	-197	-768	-89	-62	—	
Banques	-890	-1.350	-1.245	-1.699	-3.195	
Secteur public	-1.018	-797	638	-1.707	-3.900	
Emprunts à l'étranger	11.975	17.556	8.689	9.252	19.397	
Secteur privé non bancaire	10.283	15.838	7.093	8.766	17.389	
Banques	1.340	1.409	1.353	633	1.714	
Secteur public	352	309	243	-147	294	
Capitaux à court terme du secteur non bancaire	4.994	6.537	5.738	8.095	15.455	) -11.700
Crédits à l'exportation	-5.594	-3.134	-3.623	-5.236	-4.754	
Crédits à l'importation	7.129	1.826	2.624	3.489	8.195	
Autres crédits à l'étranger	-4.253	-340	-1.883	-823	-7.324	
Autres emprunts à l'étranger	7.712	8.149	8.620	10.665	19.338	
Opérations non ventilées et termaillage	4.337	13.364	14.983	5.132	11.640)
Banques	5.478	-6.648	-14.598	1.808	29.048	34.000
En francs	-1.524	878	1.172	110	10.509	
En devises	7.002	-7.526	-15.770	1.918	18.539	

Sources : Ministère de l'économie et des finances et Banque de France, Balance des paiements entre la France et l'étranger; Banque de France, Bulletin trimestriel, septembre 1981.

1/ Estimations provisoires.

Tableau 47. France - Réserves officielles, 1976-81

(Présentation française; fin de période; millions de francs)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
DTS	1.306	1.340	1.560	3.431	4.235	7.195
Position de réserves au Fonds	4.850	4.210	2.510	2.547	4.830	5.886
Devises	21.740	22.140	34.830	31.774	44.473	38.268
Ecus	--	--	--	33.391	70.572	76.511
Or	63.673	78.860	93.690	138.405	226.982	194.658
Total	91.533	106.550	132.590	209.548	351.092	322.518

Sources : Ministère de l'économie et des finances et Banque de France, Balance des paiements entre la France et l'extérieur; Banque de France.

Bibliographie

Documents du Fonds

SM/81/36 (13/2/81), France - Evolution récente de l'économie
Statistiques financières internationales
Balance of Payments Yearbook
Perspectives de l'économie mondiale
Direction of Trade Yearbook

Documents français

Assemblée nationale

Projet de loi de finances pour 1982
Rapports économiques et financiers
Prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires
de sécurité sociale

République française

Journal officiel

Ministère de l'économie et des finances

Les notes bleues
La balance des paiements entre la France et l'extérieur
Statistiques du commerce extérieur
Statistiques et études financières

Banque de France

Compte rendu
Bulletin trimestriel
Enquête mensuelle de conjoncture

Conseil national du crédit

Rapport annuel
Statistiques mensuelles
Statistiques trimestrielles

INSEE

Bulletin mensuel de statistique
Informations rapides
Rapport sur les comptes de la nation
Tendances de la conjoncture
Les comptes de l'industrie
Economie et statistique
Annuaire statistique de la France
Les comptes trimestriels en base 1971
Les comptes des entreprises par secteur d'activité

Divers

OCDE

Une stratégie à moyen terme pour les politiques de l'emploi et de la main-d'oeuvre

Etudes économiques

Statistiques financières de l'OCDE

Statistiques du commerce extérieur

Perspectives économiques

Comité d'aide au développement, Examen annuel de l'aide, 1981-82,
Mémoire de la France

AGEFI

Le Monde

Morgan Guaranty Trust Co., International Financial Markets
Financial Times

END